

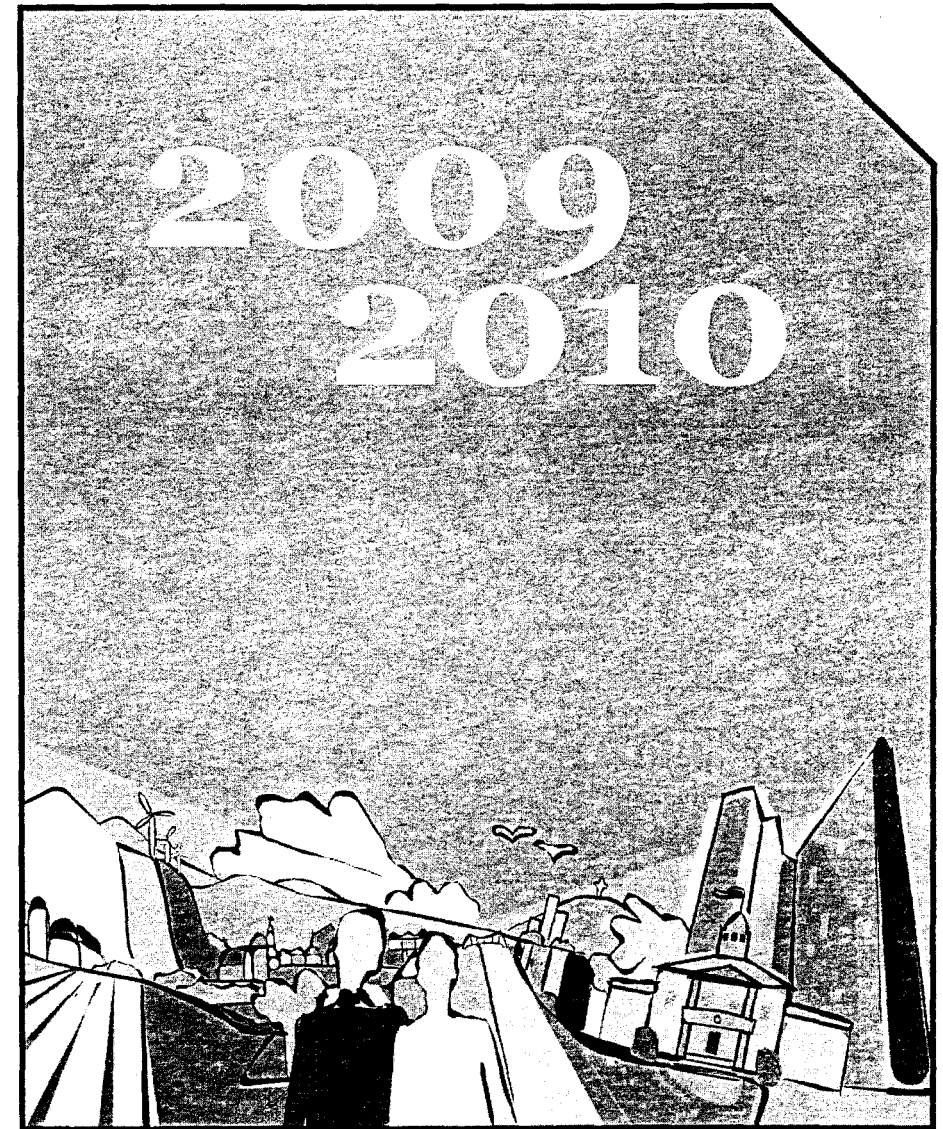
# Étude des crédits

## Demande de renseignements particuliers

Développement  
régional

Questions 66 à 74

Mai 2009



Québec 

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE  
POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL  
2007-2010**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée « **MCCCF** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL**, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 100, place Charles-Le Moyne, bureau 281, Longueuil (Québec), J4K 2T4, représentée par la présidente, madame Nicole Lafontaine, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif (CE 080227-026) en date du 27 février 2008 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**LE CONSEIL MONTÉRÉGIEEN DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 305, rue Saint-Jean, Longueuil (Québec), J4H 2X4, représentée par le président, monsieur Marcel Blouin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif du 5 février 2008 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné « **CMCC** »,

ci-après désignés « **LES PARTIES** »,

**ET**

**INTERVENANT À LA PRÉSENTE :**

**LE FORUM JEUNESSE LONGUEUIL**, comité consultatif de la **CRÉ**, représenté par la présidente, madame Catherine Pache-Hébert, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif de la **CRÉ** de Longueuil (CE 080227-038) en date du 27 février 2008, dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelé le « **FJLONGUEUIL** »,

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE**, monsieur Jean-Marc Fournier, pour et au nom du gouvernement du Québec;

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a adopté le Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 qui définit ses orientations et ses stratégies de développement;

**ATTENDU QUE** le Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 de la **CRÉ** compte notamment, parmi ses priorités, l'élaboration d'une entente de concertation et de financement pour favoriser le développement de la culture;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a collaboré avec le **MCCCF** et le **CMCC** à l'établissement d'un diagnostic culturel sur son territoire;

**ATTENDU QUE** la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine s'assure de la cohérence gouvernementale des actions permettant le développement de la culture et des communications;

**ATTENDU QUE** le **MCCCF**, appuyé par un réseau de 12 sociétés d'État et d'organismes publics relevant de la ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger, et a comme vision d'être le promoteur d'une culture dynamique, inclusive, ouverte, respectueuse de ses créateurs et de son patrimoine et accessible aux citoyennes et aux citoyens dans leur milieu de vie dans une perspective de développement durable;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le **CMCC** est soutenu et reconnu par le **MCCCF** comme un interlocuteur privilégié pour son rôle de concertation régionale en matière de développement culturel et qu'il est reconnu par la **CRÉ** pour son expertise en arts et en culture;

**ATTENDU QUE** le **FJLONGUEUIL** a comme priorité de favoriser la relève entrepreneuriale et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la relève sur le territoire;

**ATTENDU QUE** le diagnostic culturel du territoire de la **CRÉ**, rendu public à l'automne 2007, comporte plusieurs enjeux de développement qui se retrouvent dans la présente entente;

EN CONSÉQUENCE, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir le développement culturel sur le territoire de l'agglomération de Longueuil, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. La présente entente repose sur la concertation des partenaires et la réalisation d'activités ou de projets à incidence régionale qui répondent aux objectifs cités ci-après.

## 2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- 2.1 Favoriser le développement du tourisme culturel
  - Par un soutien au développement d'une stratégie en tourisme
  - Par le soutien à des projets rassembleurs en tourisme culturel
- 2.2 Favoriser l'amélioration des conditions de pratique
  - Par un soutien au développement d'infrastructures adaptées aux besoins des organismes
  - Par un soutien à des projets visant la relève artistique
- 2.3 Favoriser la mise en place d'activités de médiation culturelle
  - Par un soutien à des projets structurants représentant une clé d'accès à la culture pour les citoyens
- 2.4 Favoriser l'accès à la formation pour les jeunes
  - Par une offre de services de formation

## 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- 3.1 Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 3.2 Prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de la présente entente;
- 3.3 Déléguer respectivement un représentant au comité de suivi de la présente entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

## 4. ENGAGEMENTS DU MCCCCF

Le **MCCCCF** s'engage à, conformément à la lettre d'annonce datée du 20 mars 2008 :

Dans le cadre du programme *Aide aux initiatives de partenariat* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 150 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.



Pour la première année

- Les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour la deuxième année

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours de l'acceptation par le **MCCCCF** du rapport annuel de l'an 1 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation de mi-année pour l'an 2 de la présente entente.

Pour la troisième année

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours de l'acceptation par le **MCCCCF** du rapport annuel de l'an 2 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation de mi-année pour l'an 3 de la présente entente;
- Un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MCCCCF** du rapport final de la présente entente.

## 5. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- 5.1 Réserver à même le Fonds de développement régional (FDR) un montant de deux cent trente mille dollars (230 000 \$) sur trois ans, répartis comme suit :
  - un montant de 70 000 \$ au cours de l'an 1;
  - un montant de 80 000 \$ au cours de l'an 2;
  - un montant de 80 000 \$ au cours de l'an 3;
- 5.2 Réserver à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) un montant de quatre-vingt mille dollars (80 000 \$) sur trois ans, répartis comme suit :
  - un montant de 20 000 \$ au cours de l'an 1;
  - un montant de 30 000 \$ au cours de l'an 2;
  - un montant de 30 000 \$ au cours de l'an 3.
- 5.3 Recevoir les recommandations du **FJLONGUEUIL** pour le financement des projets ou activités ciblant les jeunes âgés entre 12 et 35 ans dans le cadre de cette entente. Les déboursés seront faits directement auprès des promoteurs des projets;
- 5.4 En collaboration avec le comité de suivi, recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de suivi pour analyse et recommandation;
- 5.5 Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 5.6 Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;

- 5.7 Assumer la coordination du comité de suivi;
- 5.8 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'Entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- 5.9 Déposer annuellement, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 5.10 À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 5.11 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 5.12 Percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.
- 5.13 Assurer la participation d'un représentant du **FJLONGUEUIL** au comité de suivi de l'entente;
- 5.14 Mettre à la disposition du comité de suivi de la présente entente toutes les analyses et les recherches disponibles à la **CRÉ** et nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 5.15 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;
- 5.16 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 5.17 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que le **MCCCF**, le **MAMR**, le **FJLONGUEUIL** ou le **CMCC**, jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente;
- 5.18 Respecter les règles qui régissent son statut corporatif et utiliser les règles d'une saine gestion démocratique.

## 6. ENGAGEMENTS DU MAMR

### Le MAMR s'engage à :

- 6.1 Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de la présente entente;
- 6.2 Informer la Conférence administrative régionale de la Montérégie des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- 6.3 Assurer l'arrimage avec des projets métropolitains et participer à la mise sur pied de projets le cas échéant.

## 7. ENGAGEMENTS DU CMCC

### Le CMCC s'engage à :

- 7.1 Apporter son expertise en développement culturel au sein du comité de suivi de l'entente.

## 8. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 9. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

Partenaires	Année 1 2007-2008	Année 2 2008-2009	Année 3 2009-2010	Total
MCCCF	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CRÉ				
- FDR	70 000 \$	80 000 \$	80 000 \$	230 000 \$
- FRIJ	20 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	80 000 \$
Total	140 000 \$	160 000 \$	160 000 \$	460 000 \$

## 10. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire visé par la présente entente est celui du territoire desservi par la CRÉ de Longueuil, qui est celui de l'agglomération de Longueuil.

## 11. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où les obligations qui y sont prévues auront été réalisées.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 12. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour soutenir la **CRÉ** dans la gestion de la présente entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de suivi de l'entente. Ce comité sera composé respectivement d'un représentant du **MCCCF**, de la **CRÉ**, du **MAMR**, du **CMCC** et du **FJLONGUEUIL** et il pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente.

12.1 Les responsabilités du comité de suivi seront les suivantes :

- 12.1.1 Veillez à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables;
- 12.1.2 Faire l'analyse, le cas échéant, des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets à la **CRÉ**;
- 12.1.3 Déterminer les priorités d'intervention;
- 12.1.4 Approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs et contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente.

- 12.2 Les parties conviennent de tenir, au moins à tous les quatre mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.
- 12.3 Le comité de suivi sera constitué dans les 15 jours suivant la ratification des présentes.
- 12.4 Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les parties.

### 13. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser au **MCCCF** tout solde sur les montants versés mais non encore dépensés. Ce solde devra être remboursé au **MCCCF** dans un délai de 30 jours suivant la date de la résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de la résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et activités visés par la présente entente.

### 14. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

### 15. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### 16. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de la clause 13 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le **MCCCF** :

Madame Diane Dupré  
Directrice par intérim  
Ministère de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine (MCCCF)  
2, boulevard Desaulniers, 5<sup>e</sup> étage  
Saint-Lambert (Québec) J4P 1L2  
Tél. : (450) 671-1231 poste 29  
Télec. : (450) 671-2889  
[diane.dupre@mcccf.gouv.qc.ca](mailto:diane.dupre@mcccf.gouv.qc.ca)

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010**

- Pour la CRÉ :** Monsieur Michel Bienvenu  
Directeur général  
Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil  
100, place Charles-Le Moyne, bureau 281  
Longueuil (Québec) J4K 2T4  
Tél. : (450) 651-9041  
Télec. : (450) 442-0709  
[michel.bienvenu@credelongueuil.org](mailto:michel.bienvenu@credelongueuil.org)
- Pour le MAMR :** Madame Johanne Dumont  
Directrice  
Direction du développement régional et métropolitain  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
(MAMR)  
800, rue du Square Victoria, bureau 2.17  
Montréal (Québec) H3C 4E1  
Tél. (514) 873-8246  
Télec. (514) 864-7082  
[johanne.dumont@mamr.gouv.qc.ca](mailto:johanne.dumont@mamr.gouv.qc.ca)
- Pour le CMCC :** Monsieur Christian LaForce  
Directeur général  
Conseil montréalais de la culture et des  
communications (CMCC)  
305, Saint-Jean  
Longueuil (Québec) J4H 2X4  
Tél : (450) 651-0694  
Télec : (450) 651-6020  
[info@culturemonteregie.org](mailto:info@culturemonteregie.org)
- Pour le FJLONGUEUIL :** Monsieur Martin Turbide  
Coordonnateur  
Forum jeunesse Longueuil  
100, place Charles-Le Moyne, bureau 281  
Longueuil (Québec) J4K 2T4  
Tél. : (450) 651-9041  
Télec. : (450) 442-0709  
[mturbide@forumjeunesselongueuil.ca](mailto:mturbide@forumjeunesselongueuil.ca)

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **17. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **18. ANNEXES**

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Annexe A : Résolution de la CRÉ de Longueuil (CE 080227-026, 27 février 2008)

Annexe B : Résolution du Conseil montréalais de la culture et des communications (CMCC) adoptée le 5 février 2008

Annexe C : Résolution de la CRÉ pour le Forum jeunesse Longueuil (CE 080227-038, 27 février 2008)

Annexe D : Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les PARTIES de la présente entente

Annexe E : Programmation des activités

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

## 19. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec d'autres partenaires le cas échéant, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'ils désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

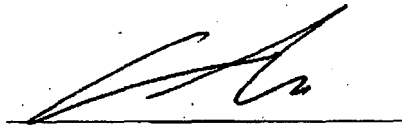
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de la présente entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## 20. SIGNATURES

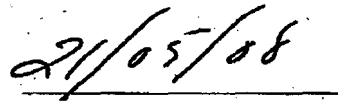
Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, les PARTIES ont signé :

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010

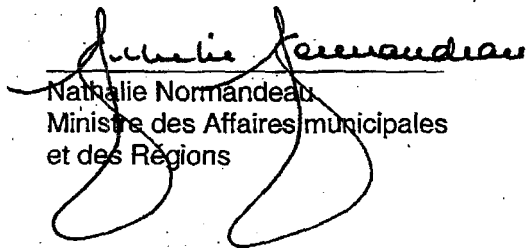


Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine



Date

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-03-31  
Date



Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010

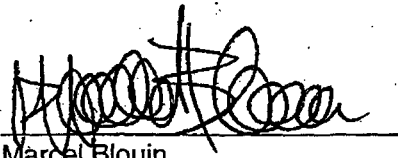
Nicole Lafontaine

Nicole Lafontaine  
Présidente  
Conférence régionale des élus de  
Longueuil

2 juin 2008

Date

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010



Marcel Blouin  
Président  
Conseil montréalais de la culture  
et des communications

10 jan 2008  
Date

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010

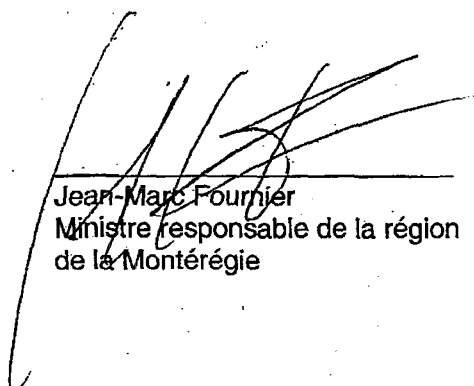
Catherine Pache-Hébert

Catherine Pache-Hébert  
Présidente  
Forum jeunesse Longueuil

2 juin 2008

Date

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2010



Jean-Marc Fournier  
Ministre responsable de la région  
de la Montérégie

02/05/08  
Date

ANNEXE A

RÉSOLUTION DE LA CRÉ DE LONGUEUIL (CE 080227-026) DU 27 FÉVRIER 2008

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-SIXIÈME (36<sup>e</sup>)  
ASSEMBLÉE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE LA  
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL  
TENUE LE 27 FÉVRIER 2008

RÉSOLUTION CE 080227-026  
ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE POUR LE  
TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

CONSIDÉRANT que le Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 de la CRÉ de Longueuil comporte, parmi ses initiatives prioritaires, l'élaboration d'une entente de concertation et de financement pour favoriser le développement de la culture sur le territoire de la CRÉ de Longueuil;

CONSIDÉRANT le Programme de travail 2007-2008, lequel prévoit que la CRÉ de Longueuil négociera une entente visant le financement de projets pour le développement de la culture;

CONSIDÉRANT la proposition ci-jointe d'entente spécifique sur le développement de la culture pour le territoire de la CRÉ de Longueuil;

IL EST RÉSOLU d'autoriser la présidente de la CRÉ de Longueuil à signer la proposition d'entente après y avoir apporté les modifications suivantes :

- à l'annexe E, « Axe d'intervention : Amélioration des conditions de pratique culturelle » enlever toute référence au Musée du costume et du textile du Québec.

Adoptée à l'unanimité.

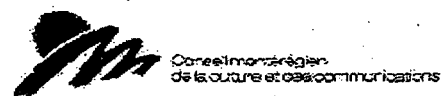
Extrait certifié conforme.



Michel Bienvenu  
Directeur général  
CRÉ de Longueuil

ANNEXE B

RÉSOLUTION DU CONSEIL MONTÉRÉGIEEN DE LA CULTURE ET DES  
COMMUNICATIONS DU 5 FÉVRIER 2008



Extrait du procès-verbal du comité exécutif du 5 février 2008

« Il est proposé que le CMCC (Conseil montréalais de la Culture et des Communications) soit désigné, en la personne de son président, Marcel Blouin, signataire de l'entente spécifique 2007-2010 de la CRÉ Longueuil ».

Proposé par Suzanne Chabot.  
Appuyé par Michel Vallée.  
Adopté à l'unanimité.

Marcel Blouin  
Président CMCC

Copie certifiée conforme en date du 27 mars 2008

ANNEXE C

RÉSOLUTION DE LA CRÉ DE LONGUEUIL POUR LE FORUM JEUNESSE  
LONGUEUIL (080227-038) DU 27 FÉVRIER 2008

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTIÈME (36<sup>e</sup>)  
ASSEMBLÉE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE LA  
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL  
TENUE LE 27 FÉVRIER 2008

RÉSOLUTION CE 080227-038

PARTICIPATION DU FORUM JEUNESSE LONGUEUIL DANS L'ENTENTE  
SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SUR LE TERRITOIRE  
DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

CONSIDÉRANT la résolution 2007-138 adoptée le 18 février 2008 par le Forum  
jeunesse Longueuil à l'effet de participer à l'entente spécifique sur le développement de  
la culture sur le territoire de la CRÉ de Longueuil, laquelle prévoit une contribution totale  
de 80 000 \$ du Fonds régional d'investissement jeunesse, afin de favoriser la relève  
entrepreneuriale et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes sur le territoire;

CONSIDÉRANT l'annexe 2 (*Normes et modalités d'attribution des subventions  
consenties dans le cadre du Fonds régional d'investissement jeunesse*) de la convention  
de subvention conclue entre le gouvernement du Québec, la CRÉ de Longueuil et le  
Forum jeunesse Longueuil;

CONSIDÉRANT le Guide de demande de financement pour les actions jeunesse  
structurantes adopté par le Forum jeunesse Longueuil et entériné par la CRÉ de  
Longueuil (résolution CE 2006-0196);

CONSIDÉRANT que la CRÉ de Longueuil est signataire de l'entente spécifique sur le  
développement de la culture;

IL EST RÉSOLU d'autoriser la présidente du Forum jeunesse Longueuil à signer  
l'entente spécifique sur le développement de la culture sur le territoire de la CRÉ de  
Longueuil.

Adoptée à l'unanimité.

**ANNEXE D**

**CADRES NORMATIFS LIÉS AUX ENVELOPPES CONSENTIES  
PAR LES SIGNATAIRES DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

<b>SIGNATAIRES</b>	<b>RESSOURCES ALLOUÉES</b>	<b>FONDS ET SOUTIEN</b>
<b>MCCCF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Programme d'aide aux initiatives de partenariat</li> </ul>
<b>MAMR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines</li> </ul>	
<b>CMCC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines</li> </ul>	
<b>CRÉ de Longueuil</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fonds de développement régional → Procédure de gestion du Fonds de développement régional</li> <li>▪ Fonds régional d'investissement jeunesse → Guide de demande de financement pour les actions jeunesse structurantes</li> </ul>



## ANNEXE E

### PROGRAMMATION DES ACTIVITÉS

#### MISE EN CONTEXTE

En mai 2007, la CRÉ de Longueuil adoptait son plan quinquennal de développement régional 2007-2012, qui définit les objectifs généraux et particuliers de développement pour les cinq prochaines années. Dans les suites de cet exercice, la CRÉ de Longueuil a travaillé en concertation avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) et le Conseil montréalais de la culture et des communications (CMCC) pour doter son territoire d'un diagnostic de développement culturel. C'est donc en lien avec les objectifs du plan quinquennal et les enjeux prioritaires du diagnostic culturel que s'est négociée la présente entente spécifique en culture.

Un comité, formé de représentants de la CRÉ de Longueuil, du MCCCF et du CMCC, a travaillé à l'élaboration du contenu de l'entente sur la base du plan quinquennal et du diagnostic culturel. Ce comité a également convié les régisseurs culturels des cinq municipalités à une rencontre exploratoire. De plus, le Forum jeunesse Longueuil (FJL), Développement économique Longueuil (DEL), le Centre local de développement (CLD) de Longueuil ainsi que le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) ont été rencontrés.

Toutes ces démarches ont permis de retenir quatre axes d'intervention : 1) le développement du tourisme culturel, 2) l'amélioration des conditions de pratique culturelle, 3) la mise en place d'activités de médiation culturelle et 4) l'accès à la formation pour les jeunes.

No du client-partenaire : 2008-0053

No de la demande : 505766

**Axe d'intervention : DÉVELOPPEMENT DU TOURISME CULTUREL**

<b>Objectif</b>	➤ Favoriser l'insertion d'initiatives en matière de tourisme culturel dans l'offre touristique régionale	<b>Indicateur de performance</b>	Livraison d'un plan de développement en tourisme culturel
<b>Objectif</b>	➤ Promouvoir les attraits patrimoniaux en collaboration avec les organismes du milieu culturel et les intervenants touristiques	<b>Indicateur de performance</b>	Mise en place de projets culturels en lien avec le tourisme

**Activités réalisées par des tiers**

Finalité de l'aide	n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés :
					Année de l'entente	Montant affecté	
Projet du partenaire-bénéficiaire		Développement d'une stratégie en tourisme culturel qui s'intègre à l'intérieur d'une stratégie globale en tourisme sur le territoire de la CRÉ, et qui contribue à créer une synergie autour du tourisme et de la culture pour susciter l'émergence de produits d'appels forts pour la région	➤ Développer la dimension culturelle en lien avec la mise à jour du plan de développement touristique élaboré en 2005 sous la gouverne de DEL ➤ Elaboration d'un plan d'action en tourisme culturel ➤ Démarrage de projets prioritaires identifiés au plan d'action	➤ Plan d'action en tourisme culturel	2007-2008	40 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, DEL
				➤ Démarrage de projets rassembleurs en patrimoine et en promotion de l'offre touristique culturelle	2008-2009	80 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, DEL
				➤ Mise en œuvre de projets rassembleurs en patrimoine et en promotion de l'offre touristique culturelle	2009-2010	80 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, DEL

**Axe d'intervention : AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE PRATIQUE CULTURELLE**

<b>Objectif Volet 1</b>	<b>Doter les organismes culturels et artistiques d'infrastructures adaptées à leurs besoins</b>	<b>Indicateur de performance</b>	Pistes de solution aux problèmes vécus par les organismes
<b>Objectif Volet 2</b>	<b>Contribuer à la mise en œuvre de conditions favorables au développement de la pratique artistique et à l'émergence de la relève artistique</b>	<b>Indicateur de performance</b>	Augmentation de la présence et du rayonnement de la relève artistique

**Activités réalisées par des tiers**

Finalité de l'aide	n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
					Année de l'entente	Montant affecté	
Projet du partenaire-bénéficiaire	Volet 1	Soutenir les organismes culturels dans leurs démarches de développement et de relocalisation sur le territoire de l'agglomération de Longueuil, dont le Musée du costume du textile du Québec (MCTQ)	Le budget affecté à ce volet permettra également de soutenir d'autres initiatives similaires	Que les organismes visés disposent de tous les outils leur permettant de déposer auprès des instances gouvernementales un projet de relocalisation viable	2007-2008 (Volet 1)	30 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC
	Volet 2	En collaboration avec le CALQ, offrir un programme d'aide financière pour la relève artistique en lien avec les critères du CALQ	Financement de projets à l'intention de la relève artistique	Appel de projets.	2008-2009 (Volet 2)	20 000 \$ (sollicitation du CALQ à la hauteur de 20 000 \$)	CRÉ, MCCCCF, CMCC, FJL
					2009-2010 (Volet 2)	20 000 \$ (sollicitation du CALQ à la hauteur de 20 000 \$)	CRÉ, MCCCCF, CMCC, FJL

**Axe d'intervention : MISE EN PLACE D'ACTIVITÉS DE MÉDIATION CULTURELLE**

Objectif	➤ Favoriser l'accessibilité de la culture aux citoyens	Indicateur de performance	Hausse de la participation citoyenne aux activités culturelles
Objectif	➤ Construire des ponts entre les citoyens et la culture	Indicateur de performance	Hausse de la participation citoyenne aux activités culturelles
Objectif	➤ Réduire l'écart entre les artistes, leurs œuvres et les citoyens, notamment auprès des groupes de population qui vivent des situations d'exclusion sociale	Indicateur de performance	Hausse de la participation citoyenne aux activités culturelles

**Activités réalisées par des tiers**

Finalité de l'aide	n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
					Année de l'entente	Montant affecté	
Projet du partenaire-bénéficiaire		Soutenir financièrement des projets structurants qui favorisent, dans une démarche d'accompagnement, la participation citoyenne à la vie culturelle	➤ Appel de projets structurants qui représentent une clé d'accès à la culture pour les citoyens, une occasion privilégiée de rencontre entre l'artiste et le citoyen, etc. ➤ Un ou deux projets structurants bénéficieront d'un financement régressif sur une période de trois ans, de façon à permettre de consolider des projets d'ampleur sur le territoire	Appel de projets	2007-2008	50 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC
				Mise en œuvre de projets	2008-2009	40 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC
				Mise en œuvre de projets	2009-2010	40 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC

**Axe d'intervention : ACCÈS À LA FORMATION POUR LES JEUNES**

<b>Objectif</b>	➤ Donner aux artistes de la relève, jeunes diplômés, un accès aux formations nécessaires pour développer leurs compétences transversales	<b>Indicateur de performance</b>	Offre de service de formation pour la clientèle ciblée
<b>Objectif</b>	➤ Favoriser la relève entrepreneuriale et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la relève sur le territoire	<b>Indicateur de performance</b>	Offre de formation pour la clientèle ciblée en lien avec l'expertise du CLD.

**Activités réalisées par des tiers**

Finalité de l'aide	n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
					Année de l'entente	Montant affecté	
Projets du partenaire-bénéficiaire		➤ Mise en place d'un programme de formation en gestion de carrière	Intégrer ces formations aux offres de formations continues du CMCC	Offre de service de formation	2007-2008	20 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, FJL CLD
		➤ Développement d'un programme de stages pour des projets d'insertion sociale offrant une première expérience de travail		Offre de service de formation	2008-2009	20 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, FJL CLD
		➤ Développement d'un programme de mentorat		Offre de service de formation	2009-2010	20 000 \$	CRÉ, MCCCCF, CMCC, FJL CLD
		➤ Création d'événements et de conférences professionnelles en lien avec le milieu professionnel					

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA  
CONDITION FÉMININE, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du  
gouvernement du Québec;**

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;**

ci-après désignée le « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS Vallée-du-Haut-Saint-Laurent,**  
personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et  
des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 88, rue Saint-Laurent (secteur  
Saint-Timothée), Salaberry-de-Valleyfield (Québec), J6S 6J9, représentée par le  
président, monsieur Sergio Pavone, dûment autorisé en vertu d'une résolution du  
conseil d'administration (CA-2008-013), dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

ci-après désignés les « **PARTIES** »,

**ET**

**INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LE FORUM JEUNESSE VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT (FJVHSL),**  
instance consultative de la CRÉ, représentée par le président, monsieur Pierre  
Pariseau-Legault, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration de la CRÉ (CA-2008-013), dont copie est jointe à la présente;

ci-après appelé le « **FORUM JEUNESSE** »,

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTRÉGIE,**  
monsieur Jean-Marc Fournier, pour et au nom du gouvernement du Québec;

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la **CRÉ** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** est pour le territoire qu'elle représente l'interlocutrice privilégiée du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de promouvoir l'exercice de la démocratie municipale, en favorisant notamment la participation aux institutions municipales;

**ATTENDU QUE** la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine s'assure de la cohérence gouvernementale des actions permettant le développement de la culture et des communications;

**ATTENDU QUE** le **MCCCF**, appuyé par un réseau de 12 sociétés d'État et d'organismes publics relevant de la ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger, et a comme vision d'être le promoteur d'une culture dynamique, inclusive, ouverte, respectueuse de ses créateurs et de son patrimoine et accessible aux citoyennes et aux citoyens dans leur milieu de vie dans une perspective de développement durable;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a adopté le Plan quinquennal 2005-2010 qui définit ses orientations et ses stratégies de développement;

**ATTENDU QU'**un portrait culturel et un diagnostic culturel du territoire de la **CRÉ** ont été réalisés en 2007 par le **MCCCF** en partenariat avec la **CRÉ** et le Conseil montréalais de la culture et des communications (CMCC), permettant ainsi d'identifier les enjeux prioritaires de développement pour la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a adopté une structure de concertation en juin 2007, qui crée entre autres une Commission spécifique pour la culture, les communications et le patrimoine;

**ATTENDU QUE** les membres de la Commission ont adopté un « Plan stratégique de développement de la culture, des communications et du patrimoine », qui identifie des orientations stratégiques en fonction des enjeux identifiés dans le diagnostic culturel;

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**ATTENDU QU'**il est convenu que les orientations stratégiques identifiées par la Commission soient intégrées au plan quinquennal de développement de la CRÉ;

**ATTENDU QUE** le **FORUM JEUNESSE** a retenu comme priorité l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, qui passe notamment par un soutien au plein épanouissement de la relève artistique et culturelle au sein de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent.

### **1. DÉFINITIONS**

Commission : commission culture, communications et patrimoine de la CRÉ.

Comité de suivi : comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

### **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir le développement de la culture sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. Les parties conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- Favoriser la bonification ou la création de **leviers régionaux** dans une optique de développement durable;

Par un soutien aux initiatives du milieu culturel visant la concertation territoriale et la collaboration entre divers secteurs.

- Favoriser la **concertation** des partenaires culturels;

Par un soutien aux initiatives impliquant la participation de trois partenaires régionaux et plus;

Par un soutien aux initiatives portant sur le partage des ressources et le développement d'outils collectifs.

- Favoriser le développement d'actions **culturelles structurantes, mobilisatrices et innovatrices**;

Par un soutien à la réalisation de projets structurants, mobilisateurs, novateurs et porteurs de développement en culture, en communications et en patrimoine.



**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

- Favoriser la **reconnaissance** des jeunes de la relève professionnelle culturelle et artistique du territoire;

Par un soutien à des initiatives de reconnaissance favorisant une plus grande diffusion pour les jeunes travailleurs culturels et la jeune relève artistique;

Par un soutien à des initiatives de formation, de tutorat et de stage pour les jeunes travailleurs culturels et la jeune relève artistique.

#### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- déléguer respectivement un représentant au comité de suivi de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

#### **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **Engagement du MCCCCF**

- 5.1 Le MCCCCF s'engage à, conformément à la lettre d'annonce datée du 20 mars 2008, à :

Dans le cadre du programme *Aide aux initiatives de partenariat* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de cent cinquante mille dollars (150 000\$) répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année

- Les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour la deuxième année

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours de l'acceptation par le **MCCCCF** du rapport annuel de l'an 1 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation de mi-année pour l'an 2 de la présente entente.

## Entente spécifique sur le développement de la culture pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent 2007-2010

Pour la troisième année

- Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les 30 jours de l'acceptation par le **MCCCF** du rapport annuel de l'an 2 de la présente entente;
- Un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation de mi-année pour l'an 3 de la présente entente;
- Un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MCCCF** du rapport final de la présente entente.

### Engagements de la CRÉ

#### 5.2 La CRÉ s'engage à :

Afin de soutenir les projets visés par la présente entente, réserver à même le Fonds de développement régional (FDR) un montant de cent cinquante mille dollars (150 000\$) sur trois ans, répartis comme suit :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'an 1;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'an 2;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'an 3;

Réserver à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) un montant de quinze mille dollars (15 000 \$) sur un an, répartis comme suit :

- un montant de 15 000 \$ au cours de l'an 1;
- montant à déterminer pour l'an 2 et l'an 3 en fonction des disponibilités financières.
- Prendre connaissance des recommandations du comité de suivi et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- En collaboration avec le comité de suivi, recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de suivi pour analyse et recommandation;
- Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- Assumer la coordination du comité de suivi;
- Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

- Déposer annuellement, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- Percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- Assurer la participation d'un représentant du **FORUM JEUNESSE** au comité de suivi de l'entente;
- Mettre à la disposition du comité de suivi de la présente entente toutes les analyses et les recherches disponibles à la **CRÉ** et nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;
- Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que le **MCCCF** ou le **MAMR** jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente;
- Respecter les règles qui régissent son statut corporatif et utiliser les règles d'une saine gestion démocratique.

### **Engagements du MAMR**

#### **5.3 Le MAMR s'engage à :**

- Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de la présente entente;
- Informer la Conférence administrative régionale de la Montérégie des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- Assurer l'arrimage avec des projets métropolitains et participer à la mise sur pied de projets le cas échéant.

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

## 6. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

## 7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

Contributions	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
MCCCF	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Forum Jeunesse	15 000 \$			15 000 \$
<b>Total</b>	<b>115 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>315 000 \$</b>

## 8. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent.

## 9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 10. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour soutenir la **CRÉ** dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de suivi de l'entente. Ce comité sera composé respectivement d'un représentant du **MCCCF**, de la **CRÉ**, du **MAMR**, et du **FORUM JEUNESSE** et il pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente.

10.1 Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- Veillez à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables;
- Faire l'analyse, le cas échéant, des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets à la **CRÉ**;
- Déterminer les priorités d'intervention;

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

- Approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs et contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente.

Les parties conviennent de tenir, à tous les quatre mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Le comité de suivi sera constitué dans les 15 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les parties.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser au **MCCCCF** tout solde sur les montants versés mais non encore dépensés. Ce solde devra être remboursé au **MCCCCF** dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et activités visées par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES**

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le <b>MCCCF</b>	Madame Brigitte Jacques Directrice régionale Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) 2, boulevard Desaulniers, 5 <sup>e</sup> étage Saint-Lambert (Québec) J4P 1L2
Pour la <b>CRÉ</b> :	Monsieur Michel Lapierre Directeur général Conférence régionale des élus (CRÉ) Vallée-du- Haut-Saint-Laurent 88, rue Saint-Laurent (secteur Saint-Timothée) Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6J9
Pour le <b>MAMR</b> :	Monsieur Robert Sabourin Directeur régional de la Montérégie Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) 109, rue Saint-Charles, bureau 1.01 B Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2
Pour le <b>FORUM</b> : <b>JEUNESSE</b>	Madame Catherine Kammer-Mayer Coordonnatrice Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent 88, rue Saint-Laurent (secteur Saint-Timothée) Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6J9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **16. ANNEXES**

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les **PARTIES** et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Annexe A : Résolution **CRÉ** Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et du **FORUM JEUNESSE** concernant sa participation financière (CA-2008-013 datée du 7 mars 2008)

Annexe B : Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **PARTIES** de la présente entente

Annexe C : Programmation des activités

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

## **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

17.1 Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec d'autres partenaires le cas échéant, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA  
CONDITION FÉMININE**



Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture,  
des Communications  
et de la Condition féminine

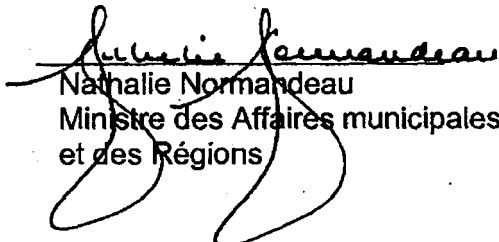


Date



Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010

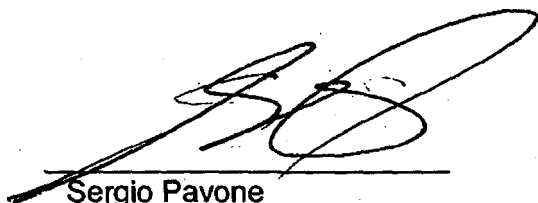
MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-03-31  
Date

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-  
LAURENT**

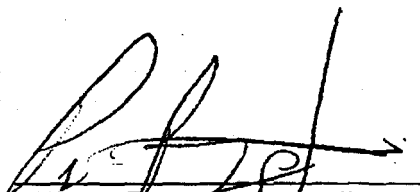


Sergio Pavone  
Président  
Conférence régionale des élus  
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

\_\_\_\_\_  
Date

Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010

FORUM JEUNESSE VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT



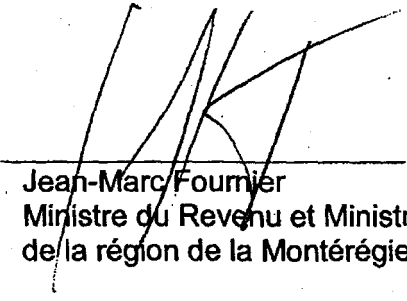
Pierre Pariseau-Legault  
Président

Forum jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

06/06/2008  
Date

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE  
LA MONTÉRÉGIE**



Jean-Marc Fournier  
Ministre du Revenu et Ministre responsable  
de la région de la Montérégie

23/04/08  
Date

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**Annexe B**

**Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties  
par les signataires de la présente entente**

<b>SIGNATAIRES</b>	<b>RESSOURCES ALLOUÉES</b>	<b>FONDS ET SOUTIEN</b>
MCCCF	Ressources financières et humaines	Programme d'aide aux initiatives de partenariat
MAMR	Ressources humaines	
CRÉ Vallée-du-Haut- Saint-Laurent	Ressources financières et humaines	Fonds de développement régional : Procédure de gestion du Fonds de développement régional – Cadre normatif  Fonds régional d'investissement jeunesse : Politique d'investissement du Fonds régional d'investissement jeunesse.

**Entente spécifique sur le développement de la culture  
pour le territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2010**

**Annexe C**

**Programmation des activités**

**MISE EN CONTEXTE**

En juin 2005, la **CRÉ** adoptait son Plan quinquennal de développement régional 2005-2010, qui définit ses objectifs généraux et particuliers de développement. Dans les suites de cet exercice, la **CRÉ** a travaillé en concertation avec le **MCCCF** et le **CMCC** pour doter son territoire d'un diagnostic de développement culturel. En janvier 2008, la **CRÉ** mettait sur pied la Commission culture, communications et patrimoine qui adoptait ensuite un Plan stratégique de développement de la culture, des communications et du patrimoine. C'est donc en lien avec les objectifs du Plan quinquennal, les enjeux prioritaires du Diagnostic culturel et les orientations stratégiques et les pistes d'actions du Plan stratégique de développement de la culture, des communications et du patrimoine que s'est négociée la présente entente spécifique en culture.

Un comité, formé de représentants de la **CRÉ** et du **MCCCF**, a travaillé à l'élaboration du contenu de l'entente sur la base du Plan quinquennal, du Diagnostic culturel et du Plan stratégique. De plus, le **FORUM JEUNESSE** et le **CMCC** ont été rencontrés et consultés.

Toutes ces démarches ont permis de retenir deux axes d'intervention : 1) la concertation du milieu et innovations territoriales en lien avec la mise en œuvre du Plan stratégique de développement de la culture, des communications et du patrimoine 2) la reconnaissance des jeunes de la relève culturelle et artistique.

**Axe d'intervention 1 : CONCERTATION DU MILIEU ET INNOVATIONS TERRITORIALES EN LIEN AVEC LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DU PATRIMOINE**

<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Favoriser la bonification ou la création de leviers régionaux dans une optique de développement durable</li> <li>➤ Favoriser la concertation des partenaires culturels</li> <li>➤ Favoriser le développement d'actions culturelles structurantes, mobilisatrices et innovatrices</li> </ul>	<b>Indicateurs de performance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre d'activités de concertation culturelle tenues</li> <li>➤ Nombre de projets soutenus en culture, en communication et en patrimoine</li> <li>➤ Élargissement du partenariat via la conclusion d'ententes</li> </ul>
------------------	--	-----------------------------------	---

**Activités réalisées par des tiers**

Finalité de l'aide	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés :
				Année de l'entente	Montant affecté	
1	Soutenir les initiatives du milieu culturel visant la concertation territoriale et la collaboration entre divers secteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Planification d'événements d'activités et de rencontres.</li> <li>➤ Représentations et démarchage auprès de partenaires potentiels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tenue d'activités de concertation, Ex. : forums, colloques, rencontres, regroupements, etc.</li> <li>➤ Bilan des réalisations.</li> </ul>	2007-2008	10 000 \$	CRÉ, MCCCCF, Commission culture, communications et patrimoine
				2008-2009	10 000 \$	
				2009-2010	10 000 \$	
2	Soutenir les initiatives impliquant la participation de trois partenaires régionaux et plus OU les initiatives portant sur le partage des ressources et le développement d'outils collectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation d'activités issues de la concertation via les propositions de la Commission culture, communications et patrimoine ou encore via un appel de projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation de projets à partenaires multiples ou encore portant sur le partage des ressources et le développement d'outils collectifs.</li> <li>➤ Bilan des réalisations.</li> </ul>	2007-2008	45 000 \$	CRÉ, MCCCCF, Commission culture, communications et patrimoine
				2008-2009	45 000 \$	
				2009-2010	45 000 \$	
3	Soutenir la réalisation de projets structurants, mobilisateurs, novateurs et porteurs de développement en culture, en communications et en patrimoine.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation d'activités issues de la concertation via les propositions de la Commission culture, communications et patrimoine ou encore via un appel de projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisation de projets structurants, mobilisateurs, novateurs et porteurs de développement régional.</li> <li>➤ Bilan des réalisations.</li> </ul>	2007-2008	45 000 \$	CRÉ, MCCCCF, Commission culture, communications et patrimoine
				2008-2009	45 000 \$	
				2009-2010	45 000 \$	

## Axe d'intervention 2 : RECONNAISSANCE DES JEUNES DE LA RELÈVE CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Objectif	Favoriser la reconnaissance des jeunes de la relève professionnelle culturelle et artistique du territoire	Indicateur de performance	Nombre de projets soutenus ou réalisés à intention de la jeune relève culturelle et artistique
----------	--	---------------------------	--

### Activités réalisées par des tiers

Finalité de l'aide	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés :
				Année de l'entente	Montant affecté	
1	Soutenir des initiatives de reconnaissance favorisant une plus grande diffusion pour les jeunes travailleurs culturels et la jeune relève artistique.	➤ Réalisation d'activités issues de la concertation via les propositions de la Commission culture, communications et patrimoine ou encore via un appel de projets.	➤ Réalisation de projets de reconnaissance et de diffusion.  ➤ Bilan des réalisations.	2007-2008	7 500 \$	CRÉ, MCCCCF, Commission culture, communications et patrimoine, Forum Jeunesse
				2008-2009	À confirmer	
				2009-2010	À confirmer	
2	Soutenir des initiatives de formation, de tutorat et de stage pour les jeunes travailleurs culturels et la jeune relève artistique.	➤ Réalisation d'activités issues de la concertation via les propositions de la Commission culture, communications et patrimoine ou encore via un appel de projets.	➤ Réalisation de projets de formation, tutorat et de stage.  ➤ Bilan des réalisations.	2007-2008	7 500 \$	CRÉ, MCCCCF, Commission culture, communications et patrimoine, Forum Jeunesse
				2008-2009	À confirmer	
				2009-2010	À confirmer	



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées sur le territoire**  
**de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS, madame Marguerite Blais, pour et au**  
**nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame**  
**Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-**  
**LAURENT, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires**  
**municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 88, rue Saint-**  
**Laurent, Salaberry-de-Valleyfield, J6S 6J9, représentée par le président, monsieur**  
**Sergio Pavone, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration**  
**numéro CA-2008-010 adoptée le 7 mars 2008 dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE, monsieur**  
**Jean-Marc Fournier, pour et au nom du gouvernement du Québec.**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des Aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le **MFA** pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits.

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus (CRÉ).

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la **CRÉ** concernée.

**ATTENDU QUE** le territoire de la **CRÉ** vit une transformation démographique caractérisée par le vieillissement de sa population et que la **CRÉ** souhaite mettre de l'avant des moyens d'action qui garantiront à ses citoyens un milieu de vie respectueux de leurs besoins et de leur dignité.

**ATTENDU QUE** la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent dispose de peu de pistes d'action concrètes à mettre en œuvre actuellement en raison de l'absence de données sur les réalités et les besoins spécifiques aux aînés issus des différentes localités situées sur le territoire.

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** considère impératif de se doter d'une analyse complète de la situation avant d'identifier des pistes d'actions concrètes.

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a pour mandat de favoriser la concertation des partenaires régionaux et que l'établissement d'une concertation permanente des aînés sur le territoire permettrait de proposer des solutions tangibles aux besoins actuels et futurs des aînés.

**En conséquence, les parties conviennent de ce qui suit :**

**1. DÉFINITIONS**

**Approche territoriale intégrée (ATI) :** Démarche territoriale qui privilégie la concertation et le partenariat des intervenants locaux d'un territoire donné dans la prise de décision et des choix des actions.

**2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

#### **3.1 Les objectifs généraux visés par l'entente :**

- 3.1.1 accroître les connaissances concernant la réalité et les besoins des aînés;
- 3.1.2 favoriser la concertation des aînés en vue d'identifier des objectifs de développement;
- 3.1.3 favoriser la reconnaissance de l'apport des aînés au développement de leur communauté locale et régionale;
- 3.1.4 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux, régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 3.1.5 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer les conditions de vie des aînés.

#### **3.2 Les objectifs spécifiques de l'entente :**

##### **Année 1**

Tels que définis dans le document *Mieux connaître pour mieux intervenir auprès des aînés de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent*, annexé à la présente entente (annexe 1) :

- produire une analyse de la situation des aînés sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent;
- mettre en place des moyens de concertation avec les organisations et les associations qui œuvrent auprès des aînés;
- élaborer un plan stratégique de promotion visant la reconnaissance de l'apport des aînés;
- élaborer un plan d'action en fonction des enjeux identifiés dans l'analyse de la situation.

##### **Année 2**

- associer d'autres partenaires à l'entente spécifique en fonction des enjeux identifiés et de l'avancement des actions liées à l'entente en ATI;
- mettre en œuvre le plan d'action et soutenir des projets.
- soutenir la concertation des aînés sur le territoire;

##### **Années 3-4-5**

- associer d'autres partenaires à l'entente spécifique en fonction des enjeux identifiés;
- mettre en œuvre le plan d'action et soutenir des projets;
- soutenir la concertation des aînés sur le territoire;
- procéder à l'évaluation des actions et des projets mis en œuvre et réajuster au besoin.

### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les **PARTIES** s'engagent à :

4.1 mettre en place un comité de suivi. Pour la première année de l'entente, ce comité sera composé de 3 membres, soit d'un(e) représentant(e) de la **CRÉ**, du **MFA** (Direction territoriale) et du **MAMR**. Si d'autres partenaires s'ajoutent à cette entente, une entente écrite modifiera le nombre de représentants pour ajouter un représentant pour chaque nouveau partenaire.

4.2 confier au comité régional de suivi les mandats suivants :

- 4.2.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente;
- 4.2.2 assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
- 4.2.3 mobiliser de nouveaux partenaires afin de les adjoindre à l'entente;
- 4.2.4 s'assurer de l'élaboration du plan d'action et d'un cadre d'évaluation;
- 4.2.5 déposer un rapport d'activités annuel et un bilan final à la fin de l'entente;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

- 4.2.6 faire les recommandations appropriées à la **CRÉ** relativement à l'utilisation des sommes d'argent provenant du FDR.

**5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**5.1 Le MFA s'engage à :**

- 5.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans.
- 5.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
- a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 5.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

**5.2 Le MAMR s'engage à :**

- 5.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 5.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 5.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 5.2.4 coordonner les actions interministérielles.

**5.3 La CRÉ s'engage à :**

- 5.3.1 défrayer les coûts de gestion de l'entente et à préciser que les sommes à venir feront l'objet d'une modification à cette entente (addenda);
- 5.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 5.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
- d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 5.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
- L'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des **CRÉ** à leur réalisation;
  - Les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

- L'entente spécifique doit permettre aux CRÉ d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- La CRÉ s'engage à associer des partenaires âgés de son territoire dans la mise en œuvre de l'entente spécifique et à convenir avec l'ensemble des organisations représentant les âgés sur son territoire, en 2008-2009, d'une structure de représentation pour la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent.

Lorsque la CRÉ finance des projets à même des fonds provenant du MFA dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La CRÉ demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la CRÉ et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉ;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

## **6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Contributions				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>MFA</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>
<b>CRÉ</b>	<b>10 000\$</b>				
<b>Autres partenaires</b>	<b>S/O</b>				

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

**8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique au territoire de la **CRÉ**.

**9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

**10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente spécifique sera réalisé par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

**11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalué du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

**12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le **MFA**:

Madame Rose-Mary Thonney  
Directrice  
Direction territoriale Sud  
Ministère de la Famille et des Aînés  
201, pl. Charles-Le Moyne  
Longueuil, Qc J4K 2T5

Pour le **MAMR**:

Monsieur Robert Sabourin  
Directeur régional  
Direction régionale de la Montérégie  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
109, rue Saint-Charles, bureau 1.01B  
Saint-Jean-sur-Richelieu, Qc J3B 2C2

Pour la **CRÉ**:

Monsieur Michel Lapierre  
Directeur général  
CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
88, rue Saint-Laurent  
Salaberry-de-Valleyfield, Qc J6S 6J9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

#### **15. CESSIION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### **16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

#### **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

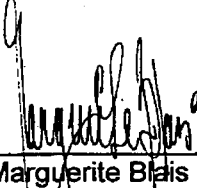
**18. SIGNATURES**

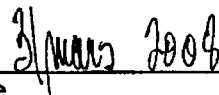
Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :



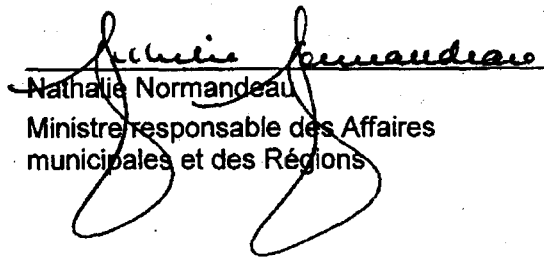
**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

  
\_\_\_\_\_  
Marguerite Blais  
Ministre responsable de la Famille et des  
Aînés

  
\_\_\_\_\_  
Date

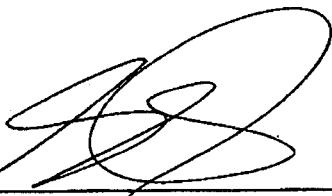
ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
2007-2012

  
Nathalie Normandeau  
Ministre responsable des Affaires  
municipales et des Régions

2008-03-31  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**

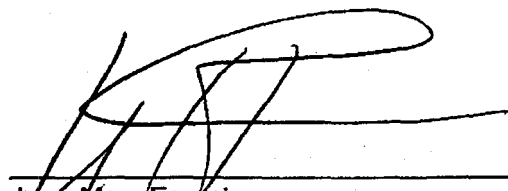


Sergio Pavone  
Président  
Conférence régionale des élus de la  
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

*23 mai 2008*

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**  
**2007-2012**



---

Jean-Marc Fournier  
Ministre responsable de la région  
de la Montérégie

9 juin 2008

---

Date

### **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)** de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 88, rue Saint-Laurent, Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6J9, représentée par le président, M. Sergio Pavone, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration la CE-2007-21 du 16 février 2007 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après désignés « les PARTIES »

Intervenant aux présentes :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE**, M. Jean-Marc Fournier, ayant un établissement au 166, boulevard Industriel, bureau 110, Châteauguay (Québec) J6J 4Z2.

### **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel prend fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

ATTENDU QUE le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts;

ATTENDU QUE les travaux de la commission relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre du PRDIRT peuvent concerner les terres de tenures privées, tant sur les aspects forestier, faunique, énergétique, minier ou récréotouristique;

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

ATTENDU QUE la CRÉ s'engage à ajouter un financement supplémentaire conditionnel à l'ajout de budgets supplémentaires au moins équivalent de la part du MRNF relatif au budget complémentaire lié à la problématique régionale.

### **1- INTERPRÉTATION**

La présente ENTENTE constitue la seule ENTENTE intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente ENTENTE est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente ENTENTE fait partie intégrante de cette ENTENTE.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente ENTENTE serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente ENTENTE continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'ENTENTE, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRÉ pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

### **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique sur le territoire de la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'ENTENTE vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013 qui sera accompagné des ressources nécessaires.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

### 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 3.1 ENGAGEMENT DE LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE

Le MRNF s'engage à :

3.1.1 Attribuer à la CRÉ, pour chaque année d'application du PROGRAMME, un montant maximal de trois cent mille dollars (300 000 \$) selon les modalités suivantes :

Pour la première année d'application du PROGRAMME :

- 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la signature de l'ENTENTE, le dépôt du **plan d'action** et son approbation par le MRNF;
- le résiduel de 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février 2009 du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :

- 75 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ :
  - du **rapport d'activité final** de l'année précédente et de son approbation par le MRNF si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal de l'année précédente, et
  - du **plan d'action** et de son approbation par le MRNF.
- 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février de chaque année du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante prévu à l'ENTENTE.

3.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.

3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du MRNF à titre d'interlocuteurs auprès de la CRÉ pour soutenir la mise en œuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.

3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.

3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.

3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT.

3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers. Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRRNT relatif à l'ENTENTE.



## ENTENTE SPÉCIFIQUE

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.
- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat de la CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

### 3.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

Prendre entente ou à obtenir l'accord des propriétaires privés concernés par l'application de la présente ENTENTE.

- 3.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de la région de la Montérégie d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente ENTENTE et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, à même les budgets complémentaires dédiés à cet effet, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même le budget de l'ENTENTE, lorsque requise.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.2.12 Mettre sur pied un Forum régional pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget de l'ENTENTE, lorsque requis et s'engager à le tenir sur une base régulière avec une périodicité d'au plus 18 mois.
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.
- 3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

À tout mettre en œuvre afin de pouvoir répondre à toutes les priorités et les particularités régionales en adaptant ses activités au besoin au choix de la CRÉ.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

- 3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'ENTENTE dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.
- 3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'ENTENTE dans le respect de ses mandats et politiques.
- 3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.
- 3.3.4 Assurer la promotion de l'ENTENTE et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

À tout mettre en œuvre afin de pouvoir répondre à toutes les priorités et les particularités régionales et en adaptant ses activités au besoin au choix du MAMR.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

- L'ENTENTE s'applique sur le territoire de la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent comprenant les :
- MRC Beauharnois-Salaberry
- MRC Le Haut-Saint-Laurent
- MRC Les jardins de Napierville
- MRC Roussillon
- MRC Vaudreuil-Soulanges
- ainsi que les communautés autochtones Kanawake et Akwasasne.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente ENTENTE, la CRÉ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'ENTENTE vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'ENTENTE ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'ENTENTE, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'ENTENTE.

### **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente ENTENTE, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente ENTENTE.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'ENTENTE est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

Advenant la résiliation, la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente ENTENTE.

### **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette ENTENTE sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

### **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente ENTENTE, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente ENTENTE et elle en fait partie intégrante.

### **11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente ENTENTE, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente ENTENTE) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

André B. Lemay, directeur général par intérim  
Direction générale de l'Estrie-Montréal-Montérégie  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Robert Sabourin, directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
109, rue Saint-Charles, bureau 1.01B  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2

Jacques Laberge, directeur général  
Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent  
88, rue Saint-Laurent  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6J9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente ENTENTE ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

### **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et avec les intervenants, les détails importants de l'ENTENTE et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'ENTENTE et le territoire d'application;
- Le budget total de l'ENTENTE.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente ENTENTE.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'ENTENTE, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'ENTENTE ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'ENTENTE. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'ENTENTE.

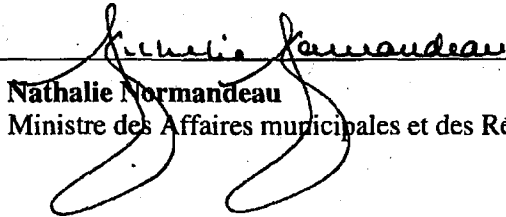
**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources  
naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune sur le territoire de la CRÉ de la Vallée-du-  
Haut-Saint-Laurent

  
**Nathalie Normandeau**  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

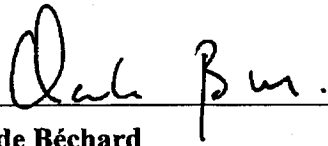
2008-12-11

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources  
naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune sur le territoire de la CRÉ de la Vallée-du-  
Haut-Saint-Laurent



**Claude Béchar**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

16.12.2008

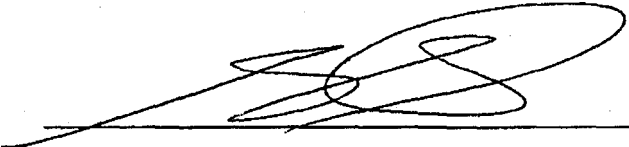
Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent**

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune sur le territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent



**Sergio Pavone**  
Président  
Conférence régionale des élus de la  
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

24 NOVEMBRE 2008

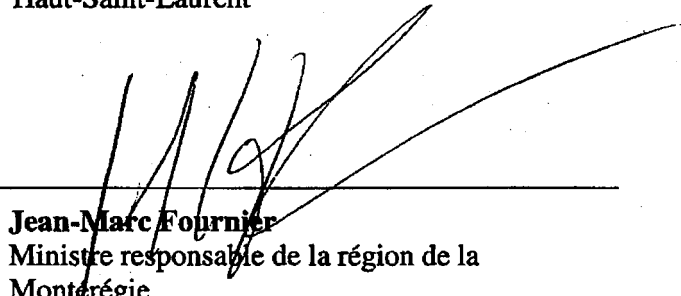
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources  
naturelles et de la Faune dans la région de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune sur le territoire de la CRÉ de la Vallée-du-  
Haut-Saint-Laurent



---

**Jean-Marc Fournier**  
Ministre responsable de la région de la  
Montréal

24-11-2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
AU CENTRE-DU-QUÉBEC 2007-2010**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine Saint-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Emploi-Québec** »

**ET**

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

**ET**

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale de droit public instituée en vertu de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), ayant son siège au 550, rue Bonaventure, Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5, ici représentée par monsieur Jean-Denis Allaire, président-directeur général, dûment autorisé en vertu des règlements généraux de l'institution,

ci-après désignée l'« **ASSS** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), dont le siège est au 1352, rue Michaud, Drummondville (Québec) J2C 2Z5, représentée par le président, monsieur Maurice Richard, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CA 207-09-275 du 13 septembre 2007, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉCQ** »

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS**, personne morale légalement instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), ayant son siège au 10, boulevard des Bois-Francis Nord, C.P. 40, Victoriaville (Québec) G6P 6S5, représentée par madame Paulette S. Rancourt, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CC5-274-0803 du 17 mars 2008, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « **Commissions scolaires** »

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES**, personne morale légalement instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), ayant son siège au 205, rue Saint-Édouard, Drummondville (Québec) J2B 6X1, représentée par madame Jeanne-Mance Paul, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CC : 1100/2008 du 25 mars 2008, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « **Commissions scolaires** »

ET

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE**, personne morale légalement instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), ayant son siège au 375, rue de Monseigneur-Brunault, Nicolet (Québec) J3T 1Y6, représentée par madame Marjolaine Arsenault, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CC 0709-1484 du 11 septembre 2007, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « **Commissions scolaires** »

ET

**LA TABLE DE CONCERTATION DU MOUVEMENT DES FEMMES CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 19-A, rue De Courval, Victoriaville (Québec) G6P 4W2, représentée par madame Renée Levasseur, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 16 novembre 2007, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **TCMFCQ** »

ET

**L'ASSOCIATION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 1400, rue Michaud, Drummondville (Québec) J2C 7V3, représentée par monsieur Martin Dupont, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 28 mars 2008 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l'« **ARDECQ** »

ET

**FEMMES ET PRODUCTION INDUSTRIELLE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 14135, boulevard Bécancour, bureau B, Bécancour (Québec) G9H 2K8, représentée par madame Chantal Jobin, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro 08-01-18-128 du 18 janvier 2008 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignées « **FPI** »

ET

**SERVICES INTÉGRÉS POUR L'EMPLOI**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 120, rue Notre-Dame Est, bureau 103, Victoriaville (Québec) G6P 3Z6, représentée par madame Christiane Levasseur, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro CA4 / 165-0117 du 17 janvier 2008, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignés « **SIE** »

ET

**LES MUTANTES DE DRUMMOND INC**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 400, rue Hériot, 2<sup>e</sup> étage, Drummondville (Québec) J2B 1B3, représentée par madame Dominique Chevalier, directrice, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 18 mars 2008 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignées « **PARTANCE** »

ci-après désignés « les **PARTIES** »

**ET INTERVENANT À L'ENTENTE :**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

**ET**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, institué par le gouvernement selon l'article 37 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la *Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001), représenté par monsieur Normand W. Bernier, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution, numéro 45-05 du 18 juin 2007, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CRPMT** »

**ET**

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme d'étude et de concertation institué en vertu de la Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., c. c-59) représenté par la présidente, madame Christiane Pelchat,

ci-après désigné le « **CSF** »

ci-après désignés « les **INTERVENANTS** »

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** le **MCCCF**, conformément au décret 306-2007 du 19 avril 2007, a notamment pour mission de favoriser la contribution sociale, civique, économique et professionnelle des femmes au développement du Québec;

**ATTENDU QUE** le **MCCCF**, conformément au décret 306-2007 du 19 avril 2007, assume les responsabilités suivantes en matière de condition féminine :

- Consolider l'intervention gouvernementale pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes et le respect des droits des femmes;
- Favoriser l'atteinte effective de cette égalité, notamment par l'élimination de la discrimination systémique envers les femmes;
- Sensibiliser, encourager et soutenir les instances nationales, régionales et locales afin que cette égalité et le respect des droits des femmes soient pleinement pris en compte dans leurs actions;
- Veiller à la progression effective de cette égalité;
- Susciter la participation de la population à l'atteinte de cette égalité et au respect des droits des femmes et encourager la réalisation d'actions à cette fin.

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* visant notamment la promotion de modèles et de comportements égalitaires, l'atteinte de l'égalité économique entre les femmes et les hommes, la mise en place d'approche de santé adaptée aux spécificités des femmes et l'accroissement de la participation des femmes aux instances décisionnelles;

**ATTENDU QUE** dans le cadre du *Plan d'action 2007-2010* de cette *Politique*, l'une des mesures prévues vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** le **MAMR**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de promouvoir la démocratie municipale, en favorisant notamment la participation aux institutions municipales;

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ**, instituée en vertu de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour la région du Centre-du-Québec;

**ATTENDU QUE**, selon l'article 21.7 de cette loi, la **CRÉCQ** a pour mandat de favoriser la concertation des partenaires dans la région;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.7 de cette loi, la **CRÉCQ** peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.18 de cette loi le Fonds de développement régional a été institué et que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre d'ententes spécifiques conformément aux règles de gestion et normes applicables à ce fonds;

**ATTENDU QUE** la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22-1, a. 21.23.1) prévoit que les sommes d'argent provenant du Fonds de

développement régional peuvent être gérées par une CRÉ et que cette dernière peut charger de cette gestion son comité exécutif, un de ses membres ou son directeur général;

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ** a adopté au mois de mars 2005 une *Politique d'équité en condition féminine* assurant la prise en compte des besoins et de la réalité des femmes tout en introduisant les principes d'utilisation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS);

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.7 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions*, la **CRÉCQ** doit déposer à la ministre un plan quinquennal de développement devant tenir compte notamment des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi déterminés par le Conseil régional des partenaires du marché du travail de son territoire, de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes;

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ** a adopté son plan quinquennal de développement reflétant les particularités et les orientations de l'ensemble des secteurs de développement se déployant sur son territoire;

**ATTENDU QUE** la préoccupation de l'égalité de fait entre les femmes et les hommes y est intégrée et vise particulièrement l'accroissement de l'autonomie financière des femmes, l'amélioration des conditions de vie des femmes et l'accroissement de la participation citoyenne des femmes;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** a pour mission, de concert avec les partenaires du marché du travail, de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** favorise l'essor d'une formation continue de la main-d'œuvre qui soit qualifiante et transférable;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** a mis au point une stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine dans le but de soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** a notamment pour fonctions d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par **Emploi-Québec** d'entente spécifique régionale en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec les CRÉ visées à l'article 21.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (chapitre M-22.1) et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

**ATTENDU QUE** le **MDEIE** a pour mission de soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable;

**ATTENDU QUE** le **CSF** a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie et de travail des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et du travail des femmes;

**ATTENDU QUE** le **CSF** peut fournir de l'information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme;

**ATTENDU QUE** dans son avis *Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional au Centre-du-Québec* publié en 2001 et mis à jour en 2004, le **CSF** conclut à des disparités par rapport aux hommes, disparités souvent plus importantes au Centre-du-Québec que dans l'ensemble du Québec;

**ATTENDU QUE** l'**ASSS** assure la gouvernance du secteur de la santé et des services sociaux de la région sociosanitaire;

**ATTENDU QUE** les centres locaux de développement ont pour mission de mobiliser et de concerter l'ensemble des intervenants locaux dans une démarche commune en vue du développement de l'économie et de l'emploi sur leur territoire. Ils constituent une porte d'entrée unique pour assurer les mesures de soutien aux entreprises et aux employeurs par la création d'un guichet multiservices à l'entrepreneuriat;

**ATTENDU QUE** l'accès au milieu des affaires constitue pour les femmes une voie d'avenir et un levier essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie;

**ATTENDU QUE** la **TCMFCQ** est une instance régionale travaillant à l'amélioration des conditions de vie des Centricois dans plusieurs secteurs touchant la condition féminine, notamment en matière de développement local et régional, en entrepreneuriat féminin et en santé;

**ATTENDU QUE** **FPI** a pour mission d'améliorer les conditions socioéconomiques des femmes par l'augmentation de leur nombre dans les activités non traditionnelles, qu'elles concernent l'emploi ou la formation, tout en favorisant l'implication des partenaires;

**ATTENDU QUE** **SIE** travaille à l'amélioration de la condition socioéconomique des femmes et vise l'intégration ou la réintégration des femmes sur le marché du travail et la reconnaissance du droit au travail;

**ATTENDU QUE** **SIE** souhaite intensifier leur collaboration en vue d'atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes sur le territoire du Centre-du-Québec;

**ATTENDU QUE** **PARTANCE** a pour rôle de développer l'employabilité des femmes en offrant des outils, de la formation, un soutien personnalisé et rigoureux afin de leur permettre d'atteindre l'autonomie professionnelle en intégrant des secteurs prometteurs d'emploi;

**ATTENDU QUE** les **Commissions scolaires** ont pour mission de soutenir leurs établissements scolaires dans la mise en œuvre de services éducatifs de qualité qui permettent d'instruire, de socialiser et de qualifier tous les élèves jeunes et adultes. Elles ont également pour mission d'offrir divers services aux entreprises et aux organisations, favorisant ainsi le développement local et régional;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** souhaitent intensifier leur collaboration en vue d'atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes sur le territoire du Centre-du-Québec.

## 1. DÉFINITIONS ET CONCEPTS

Les termes suivants sont définis aux fins de la présente et pour sa mise en œuvre. Ils déterminent les concepts utilisés pour rencontrer les objectifs de l'entente.

**Égalité :** On entend par égalité, l'égle visibilité, autonomie, responsabilité et participation des deux sexes dans toutes les sphères de la vie publique et privée.

**Égalité de droit :** L'égalité de droit interdit toutes discriminations fondées sur le sexe sur le plan juridique (lois, politiques, chartes, etc.).

**Égalité de fait :** L'égalité de fait complète l'égalité de droit en cherchant à réaliser, au-delà des lois, l'égalité réelle dans la société.

L'inégalité de fait est constatée lorsque, malgré des lois qui interdisent la discrimination selon le sexe, des inégalités entre les femmes et les hommes persistent. Elles découlent d'une discrimination systémique qui par ses pratiques, coutumes ou schèmes culturels excluent les femmes et ne leur permettent pas de contribuer pleinement à l'évolution politique, économique, sociale et culturelle de la société.

**Équité :** L'équité entre les sexes est le fait d'être juste envers les femmes et les hommes. Afin d'assurer l'équité, il faut souvent adopter des mesures qui compensent pour les désavantages historiques et sociaux qui ont empêché les femmes et les

hommes de profiter de chances égales. L'équité mène à l'égalité. (Tiré de *Analyse comparative entre les sexes : Guide d'élaboration des politiques*, Condition féminine Canada)

**Analyse différenciée  
selon les sexes  
(ADS) :**

L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est un processus qui vise à discerner de façon préventive, au cours de la conception et de l'élaboration d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, les effets distincts que pourra avoir son adoption par le gouvernement sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socioéconomiques différentes qui les caractérisent.

L'ADS peut être aussi utilisée à des fins d'évaluation, de révision ou de reconduction d'une politique, d'un programme ou d'une mesure. L'ADS révèle les conséquences différentes, les disparités ou les discriminations qui peuvent résulter d'une mesure, mais elle ne dispose pas de la décision à prendre.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente précise la portée des engagements des parties à la mise en œuvre de priorités d'action visant l'égalité de fait entre les femmes et les hommes sur le territoire du Centre-du-Québec en mettant des ressources humaines, financières et matérielles à la disposition de ce secteur d'activité, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties et intervenants concernés.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les parties s'entendent pour collaborer à une démarche qui vise l'intégration pleine et entière des femmes dans les sphères d'activité en vue d'améliorer leurs conditions de vie et ainsi atteindre l'égalité de fait entre les sexes. Ils conviennent donc de travailler à :

- Accroître et consolider la participation des femmes dans les structures décisionnelles locales et régionales;
- Stimuler et soutenir l'entrepreneuriat féminin au Centre-du-Québec;
- Mettre en place des mécanismes pour faciliter et soutenir l'accès des femmes au marché du travail;
- Promouvoir la diversification professionnelle des femmes auprès des partenaires à l'emploi, des partenaires à la formation, des employeurs et également auprès des femmes et des filles;
- Intégrer la préoccupation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les programmes et mesures des différentes instances locales et régionales;
- Accroître notre connaissance de la santé et du bien-être des Centricois et mettre en place des ressources mieux adaptées à leurs besoins et réalités particulières.

## **4. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE L'ENTENTE**

Les parties reconnaissent les interventions spécifiques suivantes et conviennent de s'associer afin de les mettre en œuvre :

### ***Participation citoyenne***

- Élaboration d'une offre de formation pour les futures candidates et les élues;
- Organisation d'une campagne de promotion médiatique encourageant les femmes à investir les instances décisionnelles municipales;
- Promotion de la trousse d'outils *Pour vos instances décisionnelles... pensez à ELLES!*

### ***Entrepreneuriat féminin***

- Poursuite du concours *Gagnez votre entreprise.*



**Emploi des femmes**

- Mise en place d'un comité régional Femmes & Emploi;
- Élaboration, diffusion et suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes.

**Diversification professionnelle**

- Élaboration et diffusion d'une trousse d'outils dédiée aux conseillères et conseillers d'orientation du Centre-du-Québec portant sur les besoins de main-d'œuvre de la région;
- Élaboration, diffusion et promotion d'un outil d'information comparatif des métiers traditionnellement masculins et traditionnellement féminins en demande au Centre-du-Québec;
- Organisation d'une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région;
- Cueillette de données sexuées en matière d'emploi et de formation.

**Développement égalitaire**

- Soutien aux organisations dans l'implantation de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS);
- Élaboration de politiques d'égalité et d'équité transférables dans les organisations;
- Mise à jour et promotion de l'Observatoire de la condition féminine.

**Santé des femmes**

- Mise en place d'un mécanisme de liaison entre les organisations concernées par la santé des femmes;
- Élaboration et suivi d'actions ciblées en matière de santé et de bien-être des femmes;
- Inventaire de données sexuées spécifiques à la région du Centre-du-Québec portant sur la santé des femmes.

**5. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Le **MCCCF**, **Emploi-Québec**, le **MDEIE**, l'**ASSS**, les **Commissions scolaires**, la **CRÉCQ**, le **MAMR**, l'**ARDECQ**, **FPI**, **SIE**, **PARTANCE**, et la **TCMFCQ** s'engagent, conformément à leur mandat respectif, à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans l'entente spécifique.

**6. ENGAGEMENTS DU MCCCF**

Le **MCCCF** s'engage à :

- 6.1 Déléguer une représentante ou un représentant au comité de suivi de l'entente spécifique;
- 6.2 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 6.3 Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente spécifique en y affectant une somme de 96 000 \$ répartie sur trois ans, somme qui sera versée à la **CRÉCQ** de la façon suivante :
  - a) un montant de 32 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - b) un montant de 32 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - c) un montant de 32 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCF** seront versées à la **CRÉCQ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, les sommes seront versées à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports d'activités de chacune des années financières.

## 7. ENGAGEMENTS D'Emploi-Québec

Emploi-Québec s'engage à :

- 7.1 Soutenir la poursuite du concours *Gagnez votre entreprise* par l'entremise de la formation dédiée aux finalistes du concours;
- 7.2 Participer à l'organisation des formations dédiées aux femmes entrepreneures de la région;
- 7.3 Participer aux travaux d'un comité régional « Femmes & Emploi »;
- 7.4 Participer à l'élaboration, à la diffusion et au suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes;
- 7.5 Participer à l'élaboration et à la diffusion d'un outil d'information comparatif des métiers traditionnellement masculins et traditionnellement féminins en demande au Centre-du-Québec;
- 7.6 Participer à l'organisation d'une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région;
- 7.7 Recueillir des données sexuées en matière d'emploi et de formation et les transmettre à **FPI**;
- 7.8 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 7.9 Déléguer une représentante ou un représentant au comité de suivi de l'entente spécifique;
- 7.10 Par l'intermédiaire du **CRPMT**, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique en affectant dans la planification régionale, le montant prévu à l'article 7.11 et réparti de la façon suivante :
  - a) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - b) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - c) un montant de 25 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.
- 7.11 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, soutenir financièrement à partir du *Fonds de développement du marché du travail*, la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 75 000 \$ répartie conformément à l'article 7.10, en versant ce montant à la **TCMFCQ**;
- 7.12 Faire le suivi de l'entente auprès du **CRPMT**.

## 8. ENGAGEMENTS DU MDEIE

Le **MDEIE** s'engage à :

- 8.1 Soutenir la poursuite du concours *Gagnez votre entreprise*;
- 8.2 Déléguer une représentante ou un représentant au comité de suivi de l'entente spécifique;
- 8.3 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 8.4 Dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique jusqu'à concurrence d'une somme totale de 5 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009, en versant ce montant à la **TCMFCQ**.

## 9. ENGAGEMENTS DE L'ASSS

L'**ASSS** s'engage à :

- 9.1 Établir un mécanisme de liaison avec les groupes de femmes concernés par le dossier de la santé des femmes;
- 9.2 Participer à l'élaboration et au suivi d'actions ciblées en matière de santé et de bien-être des femmes;

- 9.3 Tenir des données sexuées, spécifiques à la région du Centre-du-Québec, sur la santé des femmes;
- 9.4 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 9.5 Sous réserve des disponibilités budgétaires de l'**ASSS**, et dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, veiller à soutenir diverses actions en matière de santé et de bien-être des femmes qui seront préalablement identifiées par le comité formé en 9.1.

## 10. ENGAGEMENTS DE LA CRÉCQ

La **CRÉCQ** s'engage à :

- 10.1 Coordonner la mise en œuvre de l'entente spécifique conjointement avec la **TCMFCQ**;
- 10.2 Administrer les sommes qui lui sont versées par le **MCCCCF** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 10.3 Conjointement avec la **TCMFCQ**, déposer à chaque année, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 10.4 Conjointement avec la **TCMFCQ** et à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire au terme de l'application de l'entente un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 10.5 Participer à la promotion de la trousse d'outils *Pour vos instances décisionnelles... pensez à ELLES!*;
- 10.6 Soutenir la poursuite du concours *Gagnez votre entreprise*;
- 10.7 Participer et soutenir l'organisation d'une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région;
- 10.8 Participer aux démarches d'implantation de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS);
- 10.9 Participer à l'élaboration de politiques d'égalité et d'équité transférables dans les organisations;
- 10.10 Participer à la mise à jour et à la promotion de l'Observatoire de la condition féminine;
- 10.11 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine;
- 10.12 Déléguer son directeur général au comité de suivi de l'entente spécifique;
- 10.13 Dans le cadre du *Fonds de développement régional*, contribuer à la mise en œuvre de l'entente spécifique, sous réserve de la disponibilité des crédits et conformément aux règles et normes applicables à ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme totale de 150 000 \$ sur trois ans. Cette somme versée à la **TCMFCQ** est répartie selon ce qui suit :
  - a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

## 11. ENGAGEMENTS DU MAMR

Le **MAMR** s'engage à :

- 11.1 Participer à l'élaboration d'une offre de formation pour les futures candidates et les élues;
- 11.2 Participer à l'organisation d'une campagne de promotion médiatique pour encourager les femmes à investir les instances décisionnelles municipales en vue des élections de 2009;
- 11.3 Participer à la promotion de la trousse d'outils *Pour vos instances décisionnelles... pensez à ELLES!*;
- 11.4 Participer aux démarches d'implantation de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS);

- 11.5 Participer à l'élaboration de politiques d'égalité et d'équité transférables dans les organisations;
- 11.6 Mettre à jour et promouvoir l'Observatoire de la condition féminine;
- 11.7 Encourager les membres de la CAR à disposer de données sexuées;
- 11.8 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 11.9 Déléguer une représentante ou un représentant au comité de suivi de l'entente spécifique;
- 11.10 Sous réserve des disponibilités budgétaires du ministère, et dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, veiller à soutenir l'une ou l'autre des interventions suivantes :
  - Formation pour les futures candidates et les élues;
  - Campagne de promotion médiatique en vue des élections de 2009;
  - Toute autre intervention pertinente à la présence des femmes sur le plan municipal.

## 12. ENGAGEMENTS DE LA TCMFCQ

La **TCMFCQ** s'engage à :

- 12.1 Coordonner la mise en œuvre de l'entente spécifique conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 12.2 Administrer les sommes qui lui sont versées par **Emploi-Québec**, le **MDEIE** et la **CRÉCQ** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 12.3 Conjointement avec la **CRÉCQ**, déposer à chaque année, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 12.4 Conjointement avec la **CRÉCQ** et à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire au terme de l'application de l'entente un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 12.5 Elaborer une offre de formation pour les futures candidates et les élues;
- 12.6 Participer à l'organisation d'une campagne de promotion médiatique pour encourager les femmes à investir les instances décisionnelles municipales en vue des élections de 2009;
- 12.7 Promouvoir la trousse d'outils *Pour vos instances décisionnelles... pensez à ELLES!*;
- 12.8 Soutenir la poursuite du concours *Gagnez votre entreprise*;
- 12.9 Participer à l'organisation des formations dédiées aux femmes entrepreneures de la région;
- 12.10 Participer à la mise en place et aux travaux d'un comité régional Femmes & Emploi;
- 12.11 Participer à l'élaboration, à la diffusion et au suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes;
- 12.12 Poursuivre les démarches d'implantation de l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS);
- 12.13 Participer à l'élaboration de politiques d'égalité et d'équité transférables dans les organisations;
- 12.14 Participer à la mise à jour et à la promotion de l'Observatoire de la condition féminine;
- 12.15 Faciliter l'établissement d'un mécanisme de liaison entre l'**ASSS** et les groupes de femmes concernés par le dossier de la santé des femmes;
- 12.16 Participer à l'élaboration et au suivi d'actions ciblées en matière de santé et de bien-être des femmes;
- 12.17 Embaucher les ressources humaines permettant la mise en œuvre des objectifs spécifiques;
- 12.18 Déléguer une représentante au comité de suivi de l'entente spécifique.

### 13. ENGAGEMENTS DE L'ARDECQ

L'ARDECQ s'engage à :

- 13.1 Soutenir la poursuite du concours *Gagnez votre entreprise*;
- 13.2 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme assurant la maîtrise d'œuvre des objectifs apparaissant dans la présente entente, conjointement avec la **CRÉCQ**.

### 14. ENGAGEMENTS DE FPI

FPI s'engage à :

- 14.1 Participer à la mise en place et aux travaux d'un comité régional Femmes & Emploi;
- 14.2 Participer à l'élaboration, à la diffusion et au suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes;
- 14.3 Créer, élaborer et diffuser une trousse d'outils pour les conseillères et les conseillers d'orientation du Centre-du-Québec en lien avec les besoins de main-d'œuvre, en y consacrant un montant de 11 500 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- 14.4 Créer, élaborer et diffuser un outil d'information comparatif des métiers traditionnellement masculins et traditionnellement féminins en demande au Centre-du-Québec;
- 14.5 Organiser une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région;
- 14.6 Recueillir des données sexuées en matière d'emploi et de formation;
- 14.7 Déléguer une représentante au comité de suivi de l'entente spécifique.

### 15. ENGAGEMENTS DE SIE

SIE s'engage à :

- 15.1 Participer à la mise en place et aux travaux d'un comité régional Femmes & Emploi et déléguer une représentante à ce comité;
- 15.2 Participer à l'élaboration, à la diffusion et au suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes;
- 15.3 Recueillir des données sexuées en matière d'emploi et de formation en regard de la diversification professionnelle et les transmettre à **FPI**;
- 15.4 Collaborer aux différents travaux mis en place par **FPI** dans le cadre du volet « diversification professionnelle »;
- 15.5 Déléguer une représentante au comité de suivi de la présente entente.

### 16. ENGAGEMENTS DE PARTANCE

PARTANCE s'engage à :

- 16.1 Participer à la mise en place et aux travaux d'un comité régional Femmes & Emploi et déléguer une représentante à ce comité;
- 16.2 Participer à l'élaboration, à la diffusion et au suivi d'un plan d'action pour favoriser l'employabilité des femmes;
- 16.3 Recueillir des données sexuées en matière d'emploi et de formation en regard de la diversification professionnelle et les transmettre à **FPI**;
- 16.4 Collaborer aux différents travaux mis en place par **FPI** dans le cadre du volet « diversification professionnelle »;
- 16.5 Déléguer une représentante au comité de suivi de la présente entente.

**17. ENGAGEMENTS DES Commissions scolaires, soit la CS des Bois-Francs, la CS des Chênes et la CS de la Riveraine**

Les Commissions scolaires s'engagent à :

- 17.1 Participer à l'élaboration et à la diffusion d'une trousse d'outils pour les conseillères et les conseillers d'orientation du Centre-du-Québec en lien avec les besoins de main-d'œuvre;
- 17.2 Participer à la diffusion et à la promotion d'un outil d'information comparatif des métiers traditionnellement masculins et traditionnellement féminins en demande au Centre-du-Québec, sous réserve des crédits accordés dans le cadre de la mesure *Projets novateurs*;
- 17.3 Collaborer avec **FPI** pour l'organisation d'une activité annuelle portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région;
- 17.4 Recueillir des données sexuées en matière d'emploi et de formation et les transmettre à **FPI**;
- 17.5 Reconnaître la **TCMFCQ** comme étant l'organisme responsable en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la coordination de la mise en œuvre de la présente entente conjointement avec la **CRÉCQ**;
- 17.6 Déléguer une représentante ou un représentant par commission scolaire au comité de suivi de l'entente spécifique.

**18. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE ET PLAN DE FINANCEMENT**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL	%
<b>MCCCF</b>	32 000 \$	32 000 \$	32 000 \$	96 000 \$	28,4 %
<b>Emploi-Québec</b>	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$	22,2 %
<b>MDEIE</b>		5 000 \$		5 000 \$	1,5 %
<b>CRÉCQ</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$	44,5 %
<b>FPI</b>	11 500 \$			11 500 \$	3,4 %
<b>Total</b>	118 500 \$	112 000 \$	107 000 \$	337 500 \$	100,0 %

- 18.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001);
- 18.2 Le soutien financier des ministères et des organismes est conditionnel à l'évaluation annuelle de l'entente;
- 18.3 Les parties conviennent que ce plan de financement ne pourra être modifié sans le consentement de toutes les parties;
- 18.4 Le présent protocole n'engage pas les parties à verser un montant quelconque additionnel à la présente aide financière si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète de l'entente;
- 18.5 La présente entente spécifique n'exclut pas la possibilité pour l'ensemble des parties de réaliser des projets autres que ceux financés à la présente entente.

**19. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Région administrative du Centre-du-Québec comprenant les territoires des MRC d'Arthabaska, de Bécancour, de Drummond, de L'Érable et de Nicolet-Yamaska.

## 20. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et les intervenants et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date à laquelle son objet et ses obligations prévues ont été réalisés. Elle prend effet le 7 janvier 2008.

## 21. SUIVI ET ÉVALUATION

**21.1** Pour soutenir la **TCMFCQ** et la **CRÉCQ** dans la gestion de l'entente spécifique et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, un comité de suivi de l'entente est créé. Ce comité de suivi est composé de 13 membres, soit chacune des parties ayant nommé un représentant à ce comité ainsi qu'une représentante du **CSF**, intervenant à l'entente ayant une expertise en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et la connaissance fine des besoins des femmes de la région;

**21.2** Le comité de suivi de la présente entente a pour mandat de soutenir la **TCMFCQ** et la **CRÉCQ** par l'accompagnement et le soutien dans :

- La mise en œuvre de l'entente spécifique;
- L'élaboration d'un plan triennal d'action;
- La production de rapports annuels;
- L'évaluation annuelle des objectifs à partir d'indicateurs;
- Le suivi financier et administratif de l'entente spécifique;
- Les ajustements à l'entente spécifique;
- La réalisation d'un bilan global quant à l'atteinte des objectifs, à la fin de l'entente.

**21.3** Le comité de suivi pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs;

**21.4** Les parties conviennent qu'un plan d'action triennal sera préparé par la **TCMFCQ** et la **CRÉCQ** en collaboration avec le comité de suivi de l'entente spécifique. Ce plan sera déposé dans les 90 jours de la signature de la présente entente et il présentera les objectifs spécifiques annuels recherchés. Ce plan sera approuvé par les parties à la présente entente;

**21.5** Les parties s'engagent à approuver, dans les 90 jours de la signature de l'entente spécifique, le cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de même que les modalités de reddition de compte pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente visés au départ. Ce cadre d'évaluation sera préparé par la **TCMFCQ** et la **CRÉCQ** en collaboration avec le comité de suivi de l'entente;

**21.6** Les parties conviennent de tenir, à tous les six mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

## 22. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **TCMFCQ** et la **CRÉCQ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **23. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **24. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **25. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **26. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 22 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le MCCCCF : Madame Hélène McGEE  
Directrice régionale  
Ministère de la Culture, des Communications et de la  
Condition féminine  
100, rue Laviolette, bureau 315  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Pour Emploi-Québec : Madame Lorraine Saint-Cyr  
Directrice régionale  
Emploi-Québec  
Direction régionale du Centre-du-Québec  
1680, boulevard Saint-Joseph, bureau RC 07  
Drummondville (Québec) J2C 2G3

Pour le MDEIE : Monsieur Vincent Bourassa  
Directeur régional  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation  
et de l'Exportation  
Direction régionale du Centre-du-Québec  
62, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau 1.03  
Victoriaville (Québec) G6P 4E3

Pour l'ASSS : Monsieur André Dontigny  
Directeur de santé publique  
Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie  
et du Centre-du-Québec  
Direction de santé publique  
550, rue Bonaventure  
Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5



Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

Pour le MAMR :	Monsieur Gaétan Désilets Directeur régional Ministère des Affaires municipales et des Régions Direction régionale du Centre-du-Québec 62, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau S-05 Victoriaville (Québec) G6P 4E3
Pour la CRÉCQ :	Monsieur Claude-Henri Léveillé Directeur général Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec 1352, rue Michaud Drummondville (Québec) J2C 2Z5
Pour la CS des Bois-Francs :	Madame Louise Savard Directrice générale Commission scolaire des Bois-Francs 40, boulevard des Bois-Francs Nord, C.P. 40 Victoriaville (Québec) G6P 6S5
Pour la CS des Chênes :	Monsieur Yvan Aubé Directeur général Commission scolaire des Chênes 205, rue Saint-Édouard Drummondville (Québec) J2B 6X1
Pour la CS de la Riveraine :	Monsieur Normand Perreault Directeur général Commission scolaire de la Riveraine 375, rue de Monseigneur-Brunault Nicolet (Québec) J3T 1Y6
Pour la TCMFCQ :	Madame Francyne Ducharme Coordonnatrice Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec 19-A, rue De Courval Victoriaville (Québec) G6P 4W2
Pour l'ARDECQ :	Monsieur Martin Dupont Président Association régionale de développement économique du Centre-du-Québec 1400, rue Michaud Drummondville (Québec) J2C 7V3
Pour FPI :	Madame Geneviève Dubois Directrice Femmes et production industrielle 14 135, boul. Bécancour, bureau B Bécancour (Québec) G9H 2K8
Pour SIE :	Madame Chantal Jobin Directrice Services intégrés pour l'emploi 120, rue Notre-Dame Est, bureau 103 Victoriaville (Québec) G6P 3Z6
Pour PARTANCE :	Madame Dominique Chevalier Directrice Partance 400, rue Hériot, 2 <sup>e</sup> étage Drummondville (Québec) J2B 1B3

## Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

Pour le ministre  
responsable de la  
région :

Monsieur Mathieu Saint-Pierre  
Attaché politique du ministre responsable de la  
région du Centre-du-Québec  
Édifice Place 309  
309, boulevard Frontenac Ouest, bureau 200  
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2

Pour le CRPMT :

Monsieur Normand W. Bernier  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du travail du  
Centre-du-Québec  
1680, boulevard Saint-Joseph, bureau RC 07  
Drummondville (Québec) J2C 2G3

Pour le CSF :

Madame Sandra Shee  
Responsable régionale au Centre-du-Québec  
Conseil du Statut de la Femme  
800, Place d'Youville, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 6E2

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### 27. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

**27.1** Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

**27.2** Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente;

**27.3** Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent;

**27.4** Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### 28. SIGNATURES

Les parties et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

MCCCF

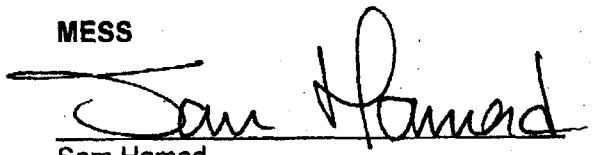


Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine

2008-04-04

Date

MESS

  
Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

10/04/08  
Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

MDEIE

RB.L.J

Raymond Bachand

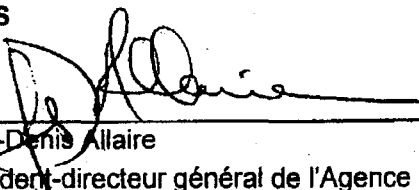
Ministre du Développement économique, de  
l'Innovation et de l'Exportation

12 avril 2009

Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

ASSS

  
Jean-Denis Allaire  
Président-directeur général de l'Agence de Santé  
et des Services sociaux de la Mauricie et du  
Centre-du-Québec

12 mai 2008  
Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

MAMR

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

Date 2008-03-31

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

CRÉCQ



Maurice Richard

Président de la Conférence régionale des élus du  
Centre-du-Québec

6 mai 2008

Date



**CS des Bois-Francis**



Paulette S. Rancourt

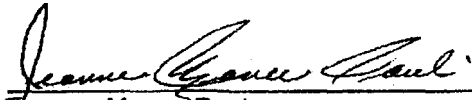
Présidente de la Commission scolaire des  
Bois-Francis

5 mai 2008

Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

CS des Chênes




Jeanne-Mance Paul

Présidente de la Commission scolaire des Chênes

6 mai 2008

Date

**CS de la Rivéraine**


  
Marjolaine Arsenault

Présidente de la Commission scolaire de la  
Rivéraine

06 mai 08  
Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

TCMFCQ

  
Renée Levasseur


Présidente de la Table de concertation du  
mouvement des femmes Centre-du-Québec

Date 9 mai 2008

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

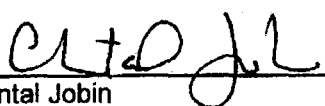
ARDECQ

  
Martin Dupont  
Président de l'Association régionale de  
développement économique du Centre-du-Québec

  
Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

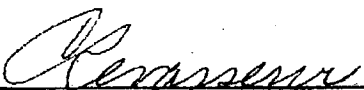
FPI

  
Chantal Jobin

Présidente de Femmes et production industrielle

2008/05/06  
Date

SIE

  
\_\_\_\_\_  
Christiane Levasseur  
Présidente de Services intégrés pour l'emploi

7/5/2008  
Date

**PARTANCE**

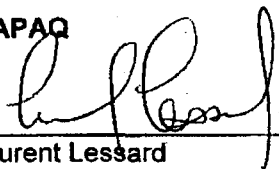
Dominique Chevalier  
Dominique Chevalier  
Directrice de Les Mutantes de Drummond inc.

15 mai 2008  
Date



Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

MAPAQ



Laurent Lessard

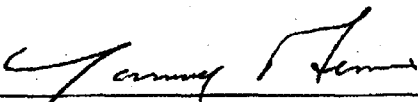
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de  
l'Alimentation et ministre responsable de la région  
du Centre-du-Québec

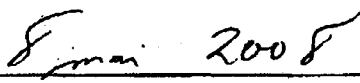
09/04/08

Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

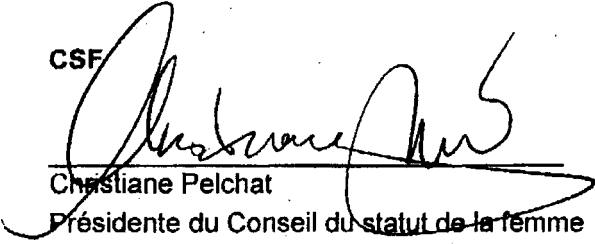
CRPMT

  
Normand W. Bernier  
Président du Conseil des partenaires du marché  
du travail

 2008  
Date

Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au Centre-du-Québec

CSF

  
Christiane Pelchat

Présidente du Conseil du statut de la femme

31 mars 2008  
Date

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

***portant sur la mobilisation et le partenariat pour  
la réussite éducative au Centre-du-Québec  
2008-2011***

### ENTRE

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, madame Michelle Courchesne,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MELS** »

ET

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour  
et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE  
L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**,  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale  
instituée par *la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions*, ayant son siège  
social au 1352, rue Michaud, Drummondville (Québec) J2C 2Z5, ici représentée par  
monsieur Maurice Richard, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉCQ** »

ET

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU  
CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale de droit public, instituée en vertu de l'article 339 de la  
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), ayant son siège social  
au 550, rue Bonaventure, Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5, ici représentée par  
monsieur Jean-Denis Allaire, président-directeur général, dûment autorisé en vertu des  
règlements généraux de l'organisation,

ci-après désignée l'« **AGENCE** »

ET

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS**, personne morale instituée en vertu de la  
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), ayant son siège social au 40, boulevard des  
Bois-Francis Nord, C.P. 40, Victoriaville (Québec) G6P 6S5, ici représentée par  
madame Paulette S. Rancourt, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du  
conseil des commissaires dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CSBF** »

ET

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), ayant son siège social au 205, rue Saint-Édouard, C.P. 846, Drummondville (Québec) J2B 6X1, ici représentée par madame Jeanne-Mance Paul, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil des commissaires dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CSDC** »

ET

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), ayant son siège social au 375, rue de Monseigneur-Brunault, Nicolet (Québec) J3T 1Y6, ici représentée par madame Marjolaine Arsenault, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil des commissaires dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CSLR** »

ci-après désignées les « **COMMISSIONS SCOLAIRES** »

ET

**LE COLLÈGE SAINT-BERNARD**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 25, avenue des Frères, Drummondville (Québec) J2B 6A2, ici représentée par monsieur Alexandre Cusson, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **COLLÈGE SAINT-BERNARD** »

ET

**LE CEGEP DE DRUMMONDVILLE**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29.1), ayant son siège social au 960, rue Saint-Georges, Drummondville (Québec) J2C 6A2, ici représenté par madame Jeanne-Mance Paul, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CEGEP DE DRUMMONDVILLE** »

ET

**LE CEGEP DE VICTORIAVILLE**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29.1), ayant son siège social au 475, rue Notre-Dame Est, Victoriaville (Québec) G6P 4B3, ici représenté par madame Lorraine St-Cyr, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CEGEP DE VICTORIAVILLE** »

ci-après désignés les « **CEGEPS** »

ET

**LE COLLÈGE ELLIS**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 253, rue Moisan, Drummondville (Québec) J2C 1W9, ici représenté par monsieur Alain Scalzo, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **COLLÈGE ELLIS** »

ET

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c.U-1), ayant son siège social au 3351, boulevard des Forges, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7, ici représenté par messieurs Ghislain Bourque et André Gabias, recteur et secrétaire général, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l'« **UQTR** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

ET

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, institué par le gouvernement selon l'article 37 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ici représenté aux fins des présentes par monsieur Normand W. Bernier, président, dûment autorisé dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CRPMT** »

ET

**LE FORUM JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC**, comité aviseur de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec ayant son siège social au 1352, rue Michaud, Drummondville (Québec) J2C 2Z5, ici représenté aux fins des présentes par madame Lisa-Marie Côté, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution adoptée par l'instance dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **FORUM** »

ci-après désignés les « **INTERVENANTS** ».

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ**, instituée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q. c. M-22.1), est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional pour la région du Centre-du-Québec;

**ATTENDU QU'**en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q.; c. M-22.1, article 21.7), la **CRÉCQ** peut conclure également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.7 de cette loi, la **CRÉCQ** doit déposer à la ministre un plan quinquennal de développement devant tenir compte, notamment des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi déterminés par le **CRPMT** de son territoire, de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes;

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ** a adopté le 13 décembre 2007 un Plan de développement de la région du Centre-du-Québec 2008-2013 comportant des intentions particulières à l'égard du décrochage scolaire, de la sous-scolarisation et du manque de main-d'œuvre spécialisée et requérant une mobilisation régionale;

**ATTENDU QUE** la région s'est dotée de la Table régionale de l'éducation (la **TRECQ**), dont une des principales préoccupations concerne la réussite éducative et au sein de laquelle siègent des représentants de toutes les **PARTIES** à la présente entente;

**ATTENDU QUE** la **CRÉCQ** reconnaît la **TRECQ** comme l'instance privilégiée en matière d'éducation dans la région;

**ATTENDU QU'**une importante mobilisation, coordonnée par la **TRECQ**, par l'entremise d'une Entente de collaboration sur la réussite éducative au Centre-du-Québec, est en cours depuis 2003;

**ATTENDU QUE** cette entente de collaboration, ayant pour but de favoriser la citoyenneté active et responsable, aura permis à la **TRECQ** d'agir auprès des familles, des employeurs et des partenaires à tous les niveaux du parcours scolaire;

**ATTENDU QUE** le taux élevé du décrochage scolaire est préoccupant pour l'avenir des jeunes du Centre-du-Québec;

**ATTENDU QU'**il est impératif de valoriser l'éducation, d'augmenter la qualification et la diplomation dans la région du Centre-du-Québec;

**ATTENDU QU'**il y a consensus chez l'ensemble des acteurs régionaux sur la nécessité de poursuivre la mobilisation pour favoriser la réussite éducative des jeunes;

**ATTENDU QUE** cette mobilisation des partenaires, favorisant la réussite éducative, va contribuer au développement de la région.

## 1. DÉFINITIONS

- 1.1 **Décrochage scolaire** : fait pour un élève de quitter l'école sans avoir obtenu un diplôme d'études secondaires, ni une autre qualification.
- 1.2 **Diplomation** : nombre de diplômes décernés dans une population donnée.
- 1.3 **Expériences rentables et novatrices** : projet unique et exemplaire qui est multiplicateur d'effets sur la réussite scolaire.
- 1.4 **Parcours scolaire** : cheminement suivi par un jeune ou un adulte lui permettant de s'instruire, de socialiser et de se qualifier en fonction de son potentiel, de ses champs d'intérêt et de ses objectifs.
- 1.5 **Persévérance scolaire** (terme normalisé par l'Office québécois de la langue française) : maintien plus ou moins grand, au fil des années, des effectifs scolaires admis dans le système d'éducation ou engagés dans un cycle ou un programme d'études à une année donnée ou à un âge donné.
- 1.6 **Qualification** : ensemble des connaissances et des compétences permettant à une personne d'exercer une fonction ou un métier sur le marché du travail ou de poursuivre ses études.
- 1.7 **Réinsertion scolaire** : processus d'intégration scolaire d'un individu qui a interrompu ses études sans avoir obtenu une qualification, à un programme d'études.
- 1.8 **Réussite éducative** : vise l'intégration sociale et professionnelle des personnes. Elle implique l'acquisition des compétences nécessaires qui assurent le développement cognitif et la maîtrise des savoirs en lien avec des programmes de formation. Elle assure le développement social et affectif permettant d'établir et d'entretenir des relations sociales, de s'adapter et de s'intégrer à la vie en société et d'exercer une citoyenneté responsable. La reconnaissance des compétences acquises permettra la poursuite d'études supérieures ou l'exercice d'un métier ou d'une profession.
- 1.9 **Taux de diplomation** : proportion d'élèves ou d'étudiants qui obtiennent ou ont obtenu un diplôme dans une population donnée.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** à l'égard de la réalisation de projets de partenariat régionaux visant à améliorer la réussite éducative dans la région du Centre-du-Québec.

Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

Cette entente porte sur les années financières gouvernementales 2008-2009 à 2010-2011.

## 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

### 3.1 Favoriser la persévérance scolaire et la diplomation

- Développer des stratégies adaptées aux différents groupes pour les sensibiliser, les informer et les mobiliser sur les enjeux relatifs à la réussite éducative;
- Élargir le réseau de partenaires ayant le pouvoir d'intervenir sur les différents aspects de la réussite éducative;
- Susciter des occasions d'échange et de concertation intersectorielles favorisant le partage de diverses initiatives et la synergie régionale en matière de réussite éducative;
- Identifier et publiciser les expériences rentables et novatrices en matière de réussite éducative, les reconnaître et les promouvoir;
- Promouvoir les disciplines liées aux sciences, aux mathématiques et aux technologies et en valoriser la réussite scolaire;



- Favoriser la réinsertion et la qualification des personnes ayant, entre autres, un parcours scolaire atypique.

3.2 Développer la formation professionnelle et la formation technique en réponse aux besoins de la région en s'appuyant sur la capacité d'adaptation des réseaux d'enseignement

- Développer une offre de formation en adéquation avec les besoins actuels et émergents du marché du travail;
- Développer une offre en continuité pour certains programmes jusqu'à la formation universitaire;
- Développer des formations attractives dans les diverses disciplines en misant sur l'innovation;
- Intensifier la valorisation de la formation professionnelle et de la formation technique auprès des jeunes et des parents;
- Développer des moyens concrets visant une meilleure connaissance du marché du travail et des opportunités de carrières auprès des jeunes et de leurs familles;
- Susciter des occasions d'échange et de partenariat avec les employeurs afin de favoriser l'arrimage entre la formation et l'emploi.

#### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent, conformément à leurs mandats respectifs, à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans l'entente.

Les **PARTIES** conviennent que la coordination et la mise en œuvre de la présente entente seront assurées dans le cadre des travaux de la **TRECQ**.

Afin de s'assurer du succès de la présente entente, les **PARTIES** :

- s'assurent de la participation de leur organisation respective aux activités prévues dans le cadre de l'entente;
- participent à la valorisation et au rayonnement local et régional des différentes activités du plan d'action de l'entente;
- participent au comité de gestion de l'entente ;
- délèguent un représentant aux différents comités d'actualisation de l'entente, s'il y a lieu.

Les **PARTIES** conviennent que les engagements financiers découlant de la présente entente demeurent assujettis à la disponibilité des crédits et au respect des règles, des normes, des mesures, des programmes et des politiques en vigueur. Ainsi, tout engagement financier du gouvernement du Québec demeure assujetti à l'existence, sur un crédit, d'un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

#### 5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

##### 5.1 Le MELS s'engage à :

5.1.1 Sous réserve de l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des établissements d'enseignement :

5.1.1.1 réserver, dans le cadre de la mesure 30161 *Soutien aux priorités régionales*, une somme de 20 000 \$ annuellement pour des projets présentés par les commissions scolaires dans le cadre du plan d'action de la présente entente;

5.1.1.2 réserver, dans le cadre du Programme de soutien à des partenaires en éducation, une somme de 40 000 \$ annuellement pour des projets présentés par les commissions scolaires dans le cadre du plan d'action de la présente entente;

- 5.1.1.3 réserver, dans le cadre de la mesure 30294 *Autres allocations - FPTFC*, une somme de 162 330 \$ annuellement pour les deux premières années de l'entente des projets présentés par les commissions scolaires, les Cégeps et les Collèges dans le cadre du plan d'action de la présente entente;
- 5.1.1.4 les sommes prévues aux articles 5.1.1.1, 5.1.1.2 et 5.1.1.3 seront versées aux établissements d'enseignement dans le cadre des règles budgétaires annuelles applicables.
- 5.1.2 Supporter la présidence dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres de la TRECQ et du Comité de gestion de l'entente;
- 5.1.3 Assurer la coordination, le soutien technique et la logistique de la TRECQ et du Comité de gestion de l'entente.

## 5.2 EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- 5.2.1 Sous réserve de l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles, soutenir financièrement la réalisation de l'entente en affectant un montant de 50 000 \$ par année pendant trois ans, le premier montant sera versé à la CRÉCQ dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera versé suite au dépôt du rapport d'évaluation annuelle et à la satisfaction du Comité de gestion ainsi qu'en fonction des disponibilités budgétaires.

## 5.3 Le MDEIE s'engage à :

- 5.3.1 Soutenir financièrement la réalisation des projets retenus conjointement par les **PARTIES** concernées en mettant à la disposition des promoteurs un montant de 5 000 \$ par année pendant trois ans, à même ses programmes existants. L'aide financière sera versée en vertu du Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles.

## 5.4 Le MAMR s'engage à :

- 5.4.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles pour la mise en œuvre de l'entente;
- 5.4.2 Présenter à la Conférence administrative régionale du Centre-du-Québec (CAR), dans le cadre de son mandat de concertation et de coordination interministérielles, l'état de situation de l'entente et y déposer le rapport d'évaluation annuel approuvé par le comité de gestion de l'entente spécifique.

## 5.5 La CRÉCQ s'engage à :

- 5.5.1 Réserver, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant annuel de 100 000 \$ afin de soutenir les projets visés par la présente entente qu'elle aura autorisés. Pour la première année, la somme de 100 000\$ sera réservée à la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera réservé en fonction de l'évaluation de l'entente et des disponibilités budgétaires;
- 5.5.2 Réserver, à même l'enveloppe du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) du Centre-du-Québec, un montant annuel de 40 000 \$ afin de soutenir les projets visés par la présente entente après recommandation du Forum jeunesse ;
- 5.5.3 Déposer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente dans un compte spécifique;

- 5.5.4 Administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les plans d'action et les budgets afférents adoptés par le Comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables ;
- 5.5.5 Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- 5.5.6 Tenir une comptabilité distincte et spécifique se rapportant aux affaires financières de l'entente ;
- 5.5.7 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au Comité de gestion;
- 5.5.8 Fournir, sur demande, tous les comptes, tous les dossiers ou tous les documents de toute nature, relatifs à l'entente, à toute personne autorisée par une des **PARTIES** à la présente entente, afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre des copies;
- 5.5.9 Déposer au Comité de gestion de l'entente, et ce, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de chaque année, un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées par les autres **PARTIES** permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 5.5.10 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 5.5.11 Percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

**5.6 L'AGENCE s'engage à :**

- 5.6.1 Soutenir financièrement la réalisation de l'entente en y affectant un montant de 10 000 \$ par année pendant trois ans, le premier montant sera versé à la **CRÉCQ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera versé suite au dépôt du rapport d'évaluation annuelle et à la satisfaction du Comité de gestion ainsi qu'en fonction des disponibilités budgétaires.

**5.7 Les COMMISSIONS SCOLAIRES s'engagent à :**

- 5.7.1 Contribuer, dans le cadre de leurs activités, à l'accomplissement de l'objet de la présente entente par la réalisation de projets de partenariat régional en lien avec les objectifs de l'entente pour l'équivalent, pour chaque commission scolaire, d'une somme de 5 000 \$ annuellement.

**5.8 Le COLLÈGE SAINT-BERNARD s'engage à :**

- 5.8.1 À titre de représentant de l'ensemble des établissements privés (préscolaire, primaire et secondaire) du territoire du Centre-du-Québec, soutenir financièrement la réalisation de cette entente en y affectant une somme de 5 000 \$ annuellement; le premier montant sera versé à la **CRÉCQ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera versé suite au dépôt du rapport d'évaluation annuelle et à la satisfaction du Comité de gestion ainsi qu'en fonction des disponibilités budgétaires.

**5.9 Les CEGEPS s'engagent à :**

- 5.9.1 Contribuer, dans le cadre de leurs activités, à l'accomplissement de l'objet de la présente entente par la réalisation de projets de partenariat régional en lien avec les objectifs de l'entente pour l'équivalent, pour chaque **CEGEP**, d'une somme de 5 000 \$ annuellement.

**5.10 LE COLLÈGE ELLIS s'engage à :**

- 5.10.1 Soutenir financièrement la réalisation de l'entente en y affectant un montant de 5 000 \$ par année pendant trois ans, le premier montant sera versé à la **CRÉCQ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera versé suite au dépôt du rapport d'évaluation annuelle et à la satisfaction du Comité de gestion ainsi qu'en fonction des disponibilités budgétaires.

**5.11 L'UQTR s'engage à :**

- 5.11.1 Soutenir financièrement la réalisation de l'entente en affectant un montant de 5 000 \$ par année pendant trois ans, le premier montant sera versé à la **CRÉCQ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente et pour les années subséquentes, le montant sera versé suite au dépôt du rapport d'évaluation annuelle et à la satisfaction du Comité de gestion ainsi qu'en fonction des disponibilités budgétaires.

**6. PLAN DE FINANCEMENT DE L'ENTENTE**

- 6.1 Les **PARTIES** conviennent du plan de financement suivant :

<b>PARTIES</b>	<b>2008-2009</b>	<b>2009-2010</b>	<b>2010-2011</b>	<b>Total</b>	<b>%</b>
<b>AGENCE</b>	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$	3 %
<b>CÉGEP DE DRUMMONDVILLE</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>CÉGEP DE VICTORIAVILLE</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>COLLÈGE ELLIS</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>CRÉCQ - FDR</b>	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$	25 %
<b>CRÉCQ - FRIJ</b>	--	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$	7 %
<b>CSBF</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>CSDC</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>CSLR</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>EMPLOI-QUÉBEC - CRPMT</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$	13 %
<b>COLLÈGE SAINT-BERNARD</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>MDEIE</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>MELS</b>	222 330 \$	222 330 \$	60 000 \$	504 660 \$	42 %
<b>UQTR</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$	1 %
<b>Total</b>	427 330 \$	467 330 \$	305 000 \$	1 199 660 \$	100 %

6.2 La présente entente n'exclut pas la possibilité pour l'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** de réaliser des projets autres que ceux qui seront financés dans le cadre de la présente entente.

6.3 Le présent protocole n'engage pas les **PARTIES** à verser un montant quelconque additionnel à leur contribution financière, si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète des objectifs de l'entente.

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application est la région administrative du Centre-du-Québec comprenant les territoires des MRC d'Arthabaska, de Bécancour, de Drummond, de L'Érable et de Nicolet-Yamaska.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 et prend fin le 31 mars 2011.

Elle couvre les années financières de 2008-2009 à 2010-2011, conditionnellement aux disponibilités financières.

## **9. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **9.1 Formation d'un comité de gestion de l'entente**

Les **PARTIES** et **INTERVENANTS** conviennent que la mise en œuvre de la présente entente sera assurée dans le cadre des travaux de la **TRECQ**. À cette fin, les **PARTIES** conviennent de mettre en place un Comité de gestion qui sera composé de tous les membres de la **TRECQ**.

Le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

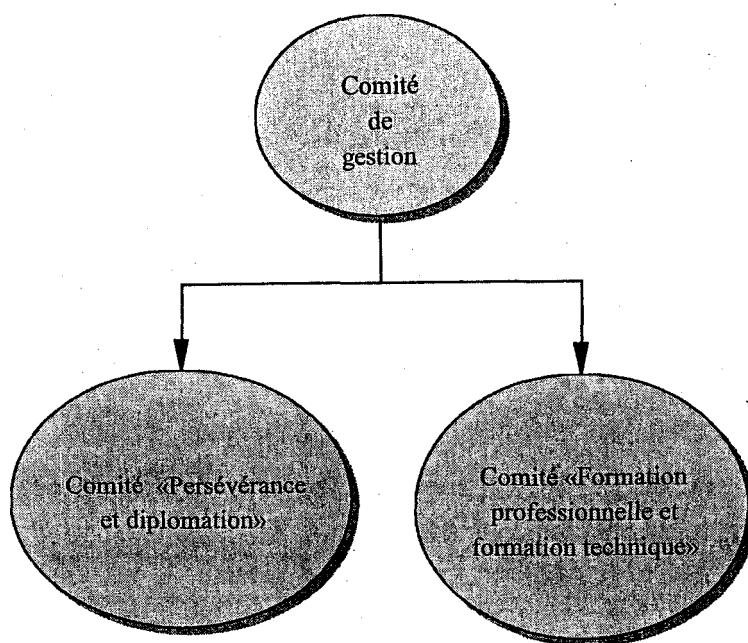
### **9.2 Rôles du comité de gestion**

- Veiller à la mise en œuvre de l'entente;
- Coordonner les travaux des comités d'actualisation de l'entente;
- Actualiser le plan d'action, en faire le suivi et l'évaluation;
- Adopter les plans d'action de même que les budgets afférents à chaque activité qui y sont prévues;
- Transmettre ses recommandations à la CRÉ quant aux activités à réaliser à même les sommes provenant du FDR;
- Adopter annuellement les résultats financiers de l'entente;
- Déterminer les mandats, les conditions d'exercice et assurer la supervision des chargés de projet;
- Impliquer d'autres partenaires en fonction des expertises requises;
- Prendre connaissance des recommandations transmises par les comités d'actualisation sur tout sujet relié à la persévérance et à la diplomation ainsi qu'à la formation professionnelle et technique;
- Évaluer annuellement l'entente à partir du plan d'action;
- Produire un rapport d'activité pour chacune des orientations de la présente entente.

### **9.3 Fréquences des rencontres du comité de gestion**

Les **PARTIES** conviennent de tenir un minimum de cinq rencontres par année pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'entente.

7



## **10. COMITÉS D'ACTUALISATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

En vue de permettre la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'entente, deux comités sont formés :

### **10.1 Comité « persévérance et diplomation »**

#### *Composition du comité*

À chaque année, le comité de gestion voit à la composition du présent comité.

#### *Rôles du comité*

- Élaborer un plan d'action comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour chacune des années de l'entente et le soumettre pour examen au Comité de gestion;
- S'assurer de la mise en œuvre des projets et activités prévus au plan d'action;
- Apporter les ajustements ou modifications nécessaires pour atteindre les objectifs du plan d'action;
- Assumer le suivi des activités et l'évaluation des résultats;
- Produire un rapport annuel incluant un rapport financier pour chaque année de l'entente;
- Acheminer les comptes rendus et transmettre les recommandations appropriées au Comité de gestion sur tout sujet relié à la persévérance et à la diplomation.

## 10.2 Comité « formation professionnelle et formation technique »

### *Composition du comité*

À chaque année, le comité de gestion voit à la composition du présent comité.

### *Rôles du comité*

- Élaborer un plan d'action pour chacune des années de l'entente et le soumettre pour examen au Comité de gestion;
- S'assurer de la mise en œuvre des projets et activités prévus au plan d'action;
- Apporter les ajustements ou modifications nécessaires pour atteindre les objectifs du plan d'action;
- Assumer le suivi des activités et l'évaluation des résultats;
- Produire un rapport annuel incluant un rapport financier pour chaque année de l'entente;
- Acheminer les comptes rendus et transmettre les recommandations appropriées au Comité de gestion sur tout sujet relié à la formation professionnelle et technique.

## 11. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, les **PARTIES** qui veulent se prévaloir du droit à la résiliation doivent transmettre un avis de résiliation écrit à la partie énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit de résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉCQ** s'engage à rembourser à la **PARTIE** qui s'est prévalué du droit de résiliation tout solde sur les montants versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé dans un délai de 30 jours de la date de résiliation.

Aux fins du calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les fins de cette entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances L.R.Q., c. M-24.01).

## 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions des **PARTIES** à l'entente ou celles provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

## 14. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont livrées ou acheminées par courrier de la façon suivante :

**Pour le MELS :**

Monsieur Claude Lamarre  
Directeur régional  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
Édifce Capitanal, bureau 213  
100, rue Laviolette  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

**Pour EMPLOI-QUÉBEC :**

Madame Lorraine Saint-Cyr  
Directrice régionale  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
1680, boulevard Saint-Joseph, bureau RC 07  
Drummondville (Québec) J2C 2G3

**Pour le MDEIE :**

Monsieur Vincent Bourassa  
Directeur régional  
Ministère du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation  
62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1<sup>er</sup> étage  
Victoriaville (Québec) G6P 4E3

**Pour le MAMR :**

Monsieur Gaétan Désilets  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
62, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau S-05  
Victoriaville (Québec) G6P 4E3

**Pour la CRÉCQ :**

Monsieur Claude-Henri Léveillé  
Directeur général  
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec  
1352, rue Michaud  
Drummondville (Québec) J2C 2Z5

**Pour l'AGENCE :**

Monsieur Serge Beauchamp  
Directeur général adjoint  
Agence de la santé et des services sociaux  
de la Mauricie et du Centre-du-Québec  
550, rue Bonaventure  
Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5

**Pour la CSBF :**

Madame Louise Savard  
Directrice générale  
Commission scolaire des Bois-Francis  
40, boulevard des Bois-Francis Nord, C.P. 40  
Victoriaville (Québec) G6P 6S5

**Pour la CSDC :**

Monsieur Yvan Aubé  
Directeur général  
Commission scolaire des Chênes  
205, Saint-Édouard, C.P. 846  
Drummondville (Québec) J2B 6X1

**Pour la CSLR :**

Monsieur Normand Perreault  
Directeur général  
Commission scolaire de la Rivéraine  
375, rue de Monseigneur-Brunault  
Nicolet (Québec) J3T 1Y6

**Pour le Collège Saint-Bernard :**

Monsieur Alexandre Cusson  
Directeur général  
Collège Saint-Bernard  
25, avenue des Frères  
Drummondville (Québec) J2B 6A2



<b>Pour le Cégep de Drummondville :</b>	Monsieur Normand W. Bernier Directeur général Cégep de Drummondville 960, rue Saint-Georges Drummondville (Québec) J2C 6A2
<b>Pour le Cégep de Victoriaville :</b>	Monsieur Vincent Guay Directeur général Cégep de Victoriaville 475, rue Notre-Dame Est Victoriaville (Québec) G6P 4B3
<b>Pour le Collège privé :</b>	Monsieur Alain Scalzo Directeur général Collège Ellis 253, rue Moisan Drummondville (Québec) J2C 1W9
<b>Pour l'UQTR :</b>	Monsieur Ghislain Bourque Recteur Monsieur André Gabias Secrétaire général Université du Québec à Trois-Rivières 3351, boulevard Des Forges, C.P. 500 Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
<b>Pour le CRPMT :</b>	Madame Lorraine Saint-Cyr Secrétaire Conseil régional des partenaires du marché du travail du Centre-du-Québec 1680, boulevard Saint-Joseph, bureau RC 07 Drummondville (Québec) J2C 2G3
<b>Pour le Forum :</b>	Madame Julie Provencher Conseillère Forum Jeunesse Centre-du-Québec 1352, rue Michaud Drummondville (Québec) J2C 2Z5

Chaque partie avisera les autres de tout changement d'adresse dans les meilleurs délais.

## **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'annexe acceptée par les **PARTIES** prévaudra.

## **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

- a. Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉCQ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :
- le nom des **PARTIES** et des **INTERVENANTS**;
  - le montant des engagements financiers;
  - l'objet de l'entente et le territoire couvert;
  - le budget total de l'entente.
- b. La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES** et les **INTERVENANTS**, à moins d'avis contraire.
- c. Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.
- d. Les **PARTIES** acceptent que des représentants des **INTERVENANTS** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les signataires doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente spécifique.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

MELS



Michelle Courchesne  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

le 8 septembre 2008

Date

MESS

Sam Hamad

Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

14/08/08

Date

MDEIE

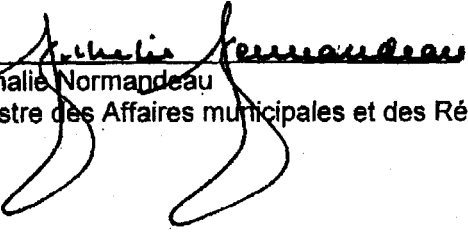
R. Bachand

Raymond Bachand  
Ministre du Développement économique, de  
l'Innovation et de l'Exportation

28 mars 2009

Date

MAMR

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008 - 07 - 31  
Date

CRECQ



Maurice Richard  
Président

25 septembre 2008  
Date


AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES  
SOCIAUX

  
Jean-Denis Allaire  
Président-directeur général

22 SEPTEMBRE 2008  
Date



COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS

  
Paulette S. Rancourt  
Présidente

22 sept. 08  
Date

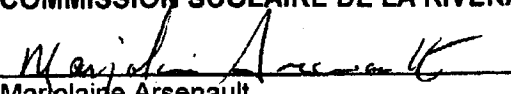
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

  
Jeanne-Mance Paul  
Présidente

Date


23 septembre 2008

**COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE**

  
Marjolaine Arsenault  
Présidente

24 Sept. 08  
Date

COLLÈGE SAINT-BERNARD

  
Alexandre Cusson  
Directeur général

22 / 09 / 2008  
Date

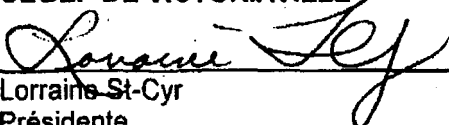
CEGEP DE DRUMMONDVILLE

  
Jeanne-Mance Paul  
Présidente

Date

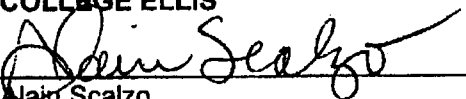
23 septembre 2008

CEGEP DE VICTORIAVILLE

  
Lorraine St-Cyr  
Présidente

19 septembre 2008  
Date

COLLÈGE ELLIS

  
Alain Scalzo  
Directeur général

7-10-08

Date

UQTR

*Ghislain Bourque*

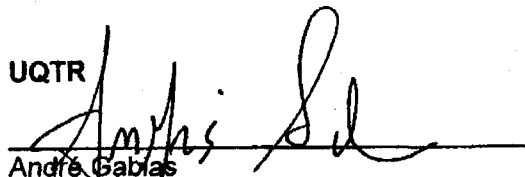
Ghislain Bourque  
Recteur

*23 sept. 2008*

Date



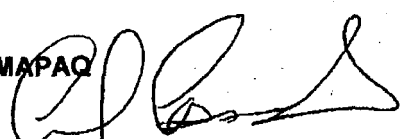
UQTR

  
André Gauthier  
Secrétaire général

Date

24 septembre 2008

MAPAQ

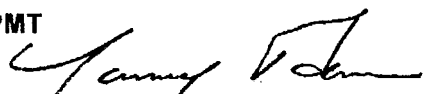


Laurent Lessard  
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de  
l'Alimentation et ministre responsable de la région  
du Centre-du-Québec

08/08/08

Date

CRPMT



Normand W. Bernier  
Président

Date



**FORUM JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC**

*Lisa-Marie Côté*  
Lisa-Marie Côté  
Présidente

*11e octobre 2008*  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources**  
**naturelles et de la Faune dans la région du Centre-du-Québec**

ENTRE

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE,**  
monsieur Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MRNF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,**  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 1352, rue Michaud, Drummondville (Québec) J2C 2Z5, ici représentée par monsieur Maurice Richard, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro C.A. 2006-03-187 datée du 9 mars 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉCQ** »

ci-après désignés « **les PARTIES** »

ET INTERVENANT À L'ENTENTE :

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec.

**PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE, le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE la CRÉCQ a accepté une participation pleine et entière aux deux programmes « Programme de participation à la mise en valeur des forêts » et au « Programme relatif à l'implantation des Commissions forestières et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier » en mars 2006 (C.A. 2006-03-187);

ATTENDU QUE, le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QUE la CRÉCQ a convenu de procéder à la signature de l'avenant proposé par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune relativement à l'implantation, au Centre-du-Québec, d'une « Commission régionale des ressources naturelles et du territoire » et à la conception d'un projet de « Plan régional intégré de développement des ressources naturelles et du territoire », en date du 12 octobre 2006 (C.A. 2006-12-230);

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel prenait fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE la CRÉCQ a adopté, en date du 11 janvier 2007, le contenu du rapport de consultation et l'a acheminé au ministre des Ressources naturelles et de la Faune. Ce rapport contenait une proposition concernant le nombre et la provenance des commissaires devant siéger à la « CRRNT » du Centre-du-Québec et il a été accepté par le Ministre;

ATTENDU QUE, le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* indique que le Ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS peuvent, à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la *Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la *Loi sur les forêts* (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts;

ATTENDU QUE la forêt centricoise, bien que de tenure essentiellement privée, appartient au patrimoine forestier québécois et à ce titre mérite que l'on s'en préoccupe comme d'un bien collectif;

ATTENDU QUE les travaux de la CRRNT peuvent concerner des domaines d'affaires en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines situés en tenures privées.

## 1. INTERPRÉTATION

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une Conférence régionale des élus pour réaliser et mettre en œuvre principalement un PRDIRT et, le cas échéant, d'autres mandats confiés par le MRNF et / ou la CRÉCQ;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire du Centre-du-Québec, couvrant les domaines de la faune, du territoire et de la forêt, de l'énergie et des mines et, le cas échéant, les ressources hydriques.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives issus de la réalisation du PRDIRT et visant à favoriser le développement économique de la région du Centre-du-Québec dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'entente vise à donner à la CRÉCQ, en collaboration avec les partenaires du milieu dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de leur mandat pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la CRÉCQ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013;
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010;
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013;
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉCQ ou les communautés autochtones, et qui aura été préalablement convenu entre le MRNF et la CRÉCQ, d'ici le 31 mars 2013;

## 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 3.1 Engagements de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune

**Le MRNF s'engage à :**

- 3.1.1 Attribuer à la CRÉCQ, pour la première année (2008-2009) d'application du PROGRAMME, un montant de trois cent mille dollars (300 000 \$) selon les modalités suivantes :

- 60% du montant dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente et l'approbation d'un plan d'action annuel;
- 30% du montant à la suite du dépôt par la CRÉCQ du premier rapport préliminaire d'activités prévu le 28 février 2009 et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient;

- 10% du montant à la suite du dépôt par la CRÉCQ, au plus tard le 30 juin 2009, des états financiers vérifiés de la CRÉCQ incluant un rapport final d'activités portant sur le PROGRAMME, et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant alloué.
- 3.1.2 Attribuer à la CRÉCQ, pour chacune des années **2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013** un montant de trois cent mille dollars (300 000 \$) selon les modalités suivantes :
- 60 % du montant à la suite du dépôt par la CRÉCQ et de l'approbation, par le MRNF, d'un plan d'action annuel, si les conclusions de ce plan d'action justifient les dépenses du montant annuel;
  - 30 % du montant à la suite du dépôt par la CRÉCQ, au plus tard le 28 février de chaque année, d'un rapport préliminaire d'activités incluant un état des revenus et des dépenses préliminaires pour l'exercice en cours et conditionnellement à son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant annuel;
  - 10% du montant à la suite du dépôt, au plus tard le 30 juin de chaque année, des états financiers vérifiés de la CRÉCQ incluant un rapport final d'activités portant sur le PROGRAMME, et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant alloué.
- 3.1.3 Malgré l'attribution d'un montant annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant annuel de l'année suivante prévue à l'entente.
- 3.1.4 Déposer à la CRÉCQ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;
- 3.1.5 Désigner le directeur général régional du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de la CRÉCQ pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement;
- 3.1.6 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT;
- 3.1.7 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT;
- 3.1.8 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT;
- 3.1.9 Convenir annuellement avec la CRÉCQ des éléments du plan d'action de la CRRNT qui précisera notamment les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers;
- 3.1.10 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population;
- 3.1.11 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion;
- 3.1.12 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones;
- 3.1.13 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- 3.1.14 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.



### 3.2 Engagements de la CRÉCQ

#### La CRÉCQ s'engage à :

- 3.2.1 convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de la région Mauricie et Centre-du-Québec d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers;
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la durée de la présente entente;
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010;
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF telles que prévues à l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.14;
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT;
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013;
- 3.2.7 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉCQ ou les communautés autochtones, et qui aura été préalablement convenu entre le MRNF et la CRÉCQ d'ici le 31 mars 2013;
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME;
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF;
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉCQ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même le budget de la présente entente, lorsque requise;
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre du PRDIRT;
- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même leur budget, lorsque requis;
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats des travaux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel préliminaire déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières;

3.2.14 Déposer auprès du directeur général régional du MRNF, au plus tard le 30 juin de chaque année, les états financiers vérifiés concernant la gestion de la CRRNT et de la présente entente;

3.2.15 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **3.3 Engagements de la ministre des Affaires municipales et des Régions**

**Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;

3.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

## **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

4.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

4.2 La politique relative aux conflits d'intérêts de la CRÉCQ s'applique aux délégués du Forum ou aux commissaires de la CRRNT et au comité qu'il plaira à celle-ci d'instaurer. À cet effet, le code d'éthique de la CRÉCQ, auquel est assujéti la CRRNT, et la déclaration à être signée par tout membre d'une instance de la CRÉCQ sont reproduits en annexe des règles et modalités de fonctionnement qui régissent la CRRNT.

## **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La région administrative du Centre-du-Québec constituée de la totalité des territoires des MRC d'Arthabaska, de Bécancour, de Drummond, de L'Érable et de Nicolet-Yamaska.

## **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉCQ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉCQ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR et de la CRÉCQ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## 8. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables à compter de la date de réception de cet avis pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉCQ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 9. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## 10. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le MRNF :

Monsieur Alain Simard  
Directeur général régional  
Direction générale régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec  
100, rue Laviolette, local 207  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Pour le **MAMR** : Monsieur Gaétan Désilets  
Directeur régional  
Direction régionale du Centre-du-Québec  
62, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau S-05  
Victoriaville (Québec) G6P 4E3

Pour la **CRÉCQ** : Monsieur Claude-Henri Léveillé  
Directeur général  
1352, rue Michaud  
Drummondville (Québec) J2C 2Z5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## 12. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉCQ, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des parties;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

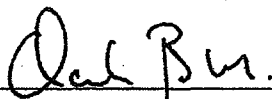
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## 14. SIGNATURES

Les parties et intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

MRNF



Claude Béchar  
Ministre des Ressources naturelles et de la  
Faune

16.12.2008

Date

MAMR

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-11-18

Date

CRÉCQ



**Maurice Richard**  
Président de la Conférence régionale des élus  
du Centre-du-Québec

16 dec 08

Date

PAQ

11/03/69

Date \_\_\_\_\_



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande #67

Liste des agents ruraux présents dans chaque région.

Voir liste ci-jointe.

## COORDONNÉES DES AGENTS RURAUX DANS CHACUNE DES RÉGIONS 1

### ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**Maryse Thibault**  
Manon Allard  
Valérie Dugas  
CLD Abitibi  
Téléphone : (819) 732-6918  
Télécopieur : (819) 732-1762  
maryse.thibault@cldabitibi.com  
manon.allard@cldabitibi.com  
valerie.dugas@cldabitibi.com

**Magali Cloutier**  
Caroline Gauthier  
Carole Momeau  
CLD d'Abitibi-Ouest  
Téléphone : (819) 333-2214  
Télécopieur : (819) 333-3677  
m.cloutier@cldao.qc.ca  
c.gauthier@cldao.qc.ca  
c.momeau@cldao.qc.ca

**Pour le CLD Rouyn-Noranda**  
Karine Frelas  
Bellecombe, Beaudry,  
Cloutier, Granada  
karine.frelas@rouyn-noranda.ca

**Claudie Morel**  
Cléry, Mont-  
Brun, Destor, D'Alembert  
claudie.morel@rouyn-noranda.ca

**Francesca Bellerose**  
Montbeillard, Arntfield, Evain  
francesca.bellerose@rouyn-  
noranda.ca

Téléphone : (819) 797-7110  
Télécopieur : (819) 762-7139

**Vita Jensen**  
Cadillac  
Téléphone : (819) 759-3606  
Télécopieur : (819) 759-3607  
vita.jensen@rouyn-noranda.ca

**Nadia Bellehumeur**  
Société de développement du  
Témiscamingue (CLD)  
Téléphone : (819) 629-3355  
Télécopieur : (819) 629-2793  
nadiab\_sdt@temiscamingue.net

**Elise Tremblay**  
MRC Vallée-de-l'Or  
Téléphone : (819) 825-7733  
Télécopieur : (819) 825-4137  
elisetremblay@mrcvo.qc.ca

**Monique Baril**  
Municipalité de Guérin,  
Téléphone : (819) 784-7014  
Télécopieur : (819) 784-7014

**Darcy Brien**  
Fonds d'aide à la PME  
de Lorrainville  
Téléphone : (819) 625-2227  
Télécopieur : (819) 625-2227  
darcy.brien@hotmail.com

**Martine Aumond**  
Municipalité de Duhamel-Ouest  
Téléphone : (819) 629-2522  
Télécopieur : (819) 629-2422  
duhamel.ouest@sympatico.ca

**Mariette Camière**  
Corporation de développement  
de Laverlochère  
Téléphone : (819) 765-2772  
Télécopieur : (819) 765-2773  
cdlaverlochere@hotmail.com

**Jocelyne Bilodeau**  
Saint-Marc-de-Figuery  
Téléphone : (819) 732-8501  
Télécopieur : (819) 732-4324  
jojobilod@yahoo.fr

**Sylvie Brisson**  
Municipalité de Preissac  
Téléphone : (819) 732-4938  
Télécopieur : (819) 732-4909  
vivicopB@netscape.net

**Alain Filteau**  
Municipalité de Rémigny  
Téléphone : (819) 761-2128  
Télécopieur : (819) 761-2128  
f.d.q.@sympatico.ca

**Pierrette Charron**  
Municipalité de Belterre  
Téléphone : (819) 722-2122  
Télécopieur : (819) 722-2527  
pierretcharron@yahoo.fr

**Paulette Trotter**  
Municipalité de La Motte  
Téléphone : (819) 732-2878  
Télécopieur : (819) 727-4248  
ad.lamotte@cableamos.com

**Sylvie Lefebvre**  
Municipalité de St-Dominique-  
du-Rosaire  
Téléphone : (819) 727-9544  
Télécopieur : (819) 727-4344  
sylvie.lefebvre@cableamos.com

**Guillaume Lauzon**  
Cellule d'aménagement des  
Coteaux  
Municipalité de La Morandière  
Téléphone : (819) 734-6143  
Télécopieur : (819) 734-6143  
ptitlauzon@hotmail.com

**Jenny Perron**  
Comité de développement  
Launay  
Téléphone : (819) 796-3404  
Télécopieur : (819) 796-2545  
karo0002@hotmail.com

**Ghislain Deschênes**  
Comité de développement  
du secteur Macamic  
Téléphone : (819) 782-4604  
Télécopieur : (819) 782-4283  
villemacamic\_gd@  
cablevision.qc.ca

**Daniel Desjardins**  
Ville de Ville-Marie  
Téléphone : (819) 629-2918  
Télécopieur : (819) 622-1801  
vm.verslavenir@  
cablevision.qc.ca

**Warolin Arnaud**  
Ville de Témiscamingue  
Téléphone : (819) 628-3273  
Télécopieur : (819) 627-3019  
agentdeveloppement@  
cablevision.qc.ca

**Hugo Bellehumeur**  
Municipalité de Saint-Eugène-de-  
Guigues  
Téléphone : (819) 785-2301  
Télécopieur : (819) 785-2301  
mun.st-eugenes@sympatico.ca

**Nancy Fortier**  
Municipalité de St-Mathieu  
d'Harricane  
Téléphone : (819) 727-9557  
Télécopieur : (819) 727-9557  
mun.st-mathieu@cableamos.  
com

**Sandra Baillargeon**  
Municipalité de  
Dupuy  
Mélanie Moreau  
Municipalité de la Reine  
Téléphone : (819) 947-5271  
Télécopieur : (819) 947-5271  
adostaler@hotmail.com

**Ghislain Drolet**  
Municipalité de Trécesson  
Téléphone : (819) 732-8611  
Télécopieur : (819) 732-8322  
adl.trecesson@hotmail.com

**Paul-Antoine Martel**  
Ville de Val-d'Or  
Téléphone : (819) 824-9613  
Télécopieur : (819) 824-4747  
martelp@ville.valdor.qc.ca

**Roxanne Héon**  
Municipalité de  
St-Félix-de-Dalquier  
Téléphone : (819) 727-1732  
Télécopieur : (819) 727-5732  
loisirs.st-felix@cableamos.com

**Kathleen Guévin**  
Municipalité de La Corne  
Téléphone : (819) 799-2365  
Télécopieur : (819) 799-3572  
adl.lacorne@cableamos.com

**Martin Briault**  
Société de développement  
économique de Malartic  
Téléphone : (819) 757-3611  
Télécopieur : (819) 757-3084  
mbriault@ville.malartic.qc.ca

**Chantal Kistabish**  
Service de développement  
économique AMIK  
Téléphone : (819) 732-3350  
Télécopieur : (819) 732-3385  
chantalk@sdeamik.com

**Michel Lévesque**  
Comité culturel l'Arc-en-ciel  
Magique de Languedoc  
Téléphone : (819) 339-5671  
Télécopieur : (819) 339-5400  
michel.levesque@lino.com

**Anick Jean**  
Municipalité de Taschereau  
Téléphone : (819) 796-2219  
Télécopieur : (819) 796-2220  
annic\_j@hotmail.com

**Lyna Pine**  
Les promoteurs d'Angliers inc.  
Téléphone : (819) 949-4431  
Télécopieur : (819) 949-4351  
tedraper@sympatico.ca

**Annie Duquette**  
Municipalité Sainte-Gertrude-  
Manneville  
Téléphone : (819) 727-2244  
Télécopieur : (819) 727-3291  
codedeveloppement@  
hotmail.com

**Marc-Laurent Soucy**  
Corporation de développement  
économique de Senneterre  
Téléphone : (819) 737-2277  
Télécopieur : (819) 737-4215  
c.d.e.sen@sympatico.ca

**Isabelle Servant**  
Municipalité de Senneterre  
Téléphone : (819) 737-3139  
Télécopieur : (819) 737-4668  
adrisabelles@hotmail.com

## CONTACTS

### BAS-SAINT-LAURENT

**Jérôme Caron**  
**Michel Moreau**  
**Carole Dumont**  
**CLD Des Basques**  
 Téléphone : (418) 851-1481  
 Télécopieur : (418) 851-1237  
 jerome.caron@cld-basques.qc.ca  
 michel.moreau@cld-basques.qc.ca  
 carole.dumont@cld-basques.qc.ca

**Thérèse Brodeur**  
**CLD de Kamouraska**  
 Téléphone : (418) 856-3340  
 Télécopieur : (418) 856-5053  
 cld.rural@kamouraska.com

**Anny Jalbert**  
**Karine Lechasseur**  
**Christian Ouellet**  
 Téléphone : (418) 562-1250  
 Télécopieur : (418) 562-2954  
**CLD de Matane**  
 cld.anny@globetrotter.net  
 cld.karinelechasseur@globetrotte  
 r.net  
 cld.christianouellet@globetrotter.  
 net

**Chantal Lavoie**  
**Annelise Bois**  
**Maxime Tremblay**  
**Nancy bérubé**  
**Stéphane Pineault**  
**CLD de la Matapédia**  
 Téléphone : (418) 629-4212  
 Télécopieur : (418) 629-5530  
 chantale.lavoie@cldmat@globetr  
 otter.net  
 Annelise.adr@globetrotter.net  
 Maxime.adr@globetrotter.net  
 nancy.adr@globetrotter.net  
 stephane.adr@globetrotter.net

**Martine Caron**  
**CLD de la Mitis (Ste-Octave)**  
 Téléphone : (418) 780-0190  
 Télécopieur : (418) 775-2459  
 martine.caron@cldlamitis.qc.ca

**Benoît Lorrain-Cayer**  
**CLD de la Mitis (St-Gabriel)**  
 Téléphone : (418) 798-4297  
 Télécopieur : (418) 798-4108  
 veronique.savard@  
 globetrotter.net

**Gisèle Hallé**  
**CLD de la Mitis**  
**(St-Joseph-de-Lepage, Ste-  
 Angèle-de-Mérici, Ste-  
 Jeanne D'arc, La  
 Rédemption)**  
 Téléphone : (418) 776-5546  
 Télécopieur : (418) 776-5711  
 gisele.halle@cldlamitis.qc.ca

**Kathy Laplante**  
**CLD de la Mitis (Mont-Joli)**  
 Téléphone : (418) 775-7089  
 Télécopieur : (418) 775-9303  
 kathy.laplanter@cldlamitis  
 .qc.ca

**CLD Rimouski-Neigette**  
**Louis Vigneault**  
**St-Narcisse de Rimouski, St-  
 Marcellin**  
 louisvclrn@yahoo.ca

**Marise Bélanger**  
**St-Eugène de Ladrière, St-  
 Valérien, St-Fabien, Esprit-  
 Saint, La Trinité des Monts**  
 ma.belanger@globetrotter.net

Téléphone : (418) 722-8766  
 Télécopieur : (418) 723-5924

**Jean-Martin Leclerc**  
**Guilmont Pelletier**  
**Nikole Dubois**  
**CLD de la MRC**  
**du Témiscouata**  
 Téléphone : (418) 899-9253  
 Télécopieur : (418) 899-92-55  
 j-martincld@qc.aira.com  
 guilmontcld@qc.aira.com  
 formations@antidotemonde.ca

### Pour Rivière-du-Loup

**Giberte Chassé**  
 Corporations de développement de  
**L'Isle Verte et de Notre-Dame-  
 des-Sept-Douleurs**  
 Téléphone : (418) 898-2812  
 Télécopieur : (418) 898-2788  
 lisle.verte@qc.aira.com

**Serge Lemay**  
 Corporations de développement  
 économique de **Saint-Cyprien et  
 de Saint-Arsène**  
 Téléphone : (418) 963-1215  
 Téléphone : (418) 862-5987  
 Télécopieur : (418) 963-3490  
 cdcsase@yahoo.fr

**Chantale Ouellette**  
 Corporations de développement de  
**Saint-Modeste et de Saint-  
 François de-Xavier-de-Viger**  
 Téléphones : (418) 867-2352  
 (418) 497-2302  
 Télécopieur : (418) 867-5359  
 devmodesteantonin@yahoo.ca

**Marie-Ève Ouellet**  
 Corporation de développement de  
**Saint-Épiphanie**  
 Téléphone : (418) 862-0052  
 Télécopieur : (418) 862-7753  
 Marie-eve.rural@hotmail.com

### CAPITALE-NATIONALE

**Sylvie Germain**  
**CLD de la MRC de Charlevoix**  
 Téléphone : (418) 435-3673  
 Télécopieur : (418) 435-0126  
 sgermain@cld-charlevoix.org

**Huguette Marin**  
**CLD de la MRC**  
**de Charlevoix-Est**  
 Téléphone : (418) 439-4614  
 Télécopieur : (418) 439-4845  
 huguette.marin@  
 cldcharlevoixest.ca

## CONTACTS

**Sonia Carignan**  
**Cynthia Hovington**  
**CLD de la Côte-de-Beaupré**  
 Téléphone : (418) 827-5256  
 Télécopieur : (418) 827-5065  
 sonia.carignan@  
 cldcotedebeaupre.qc.ca  
 cynthia.hovington@cldcqb.net

**Julie Goudreault**  
**CLD de l'Île d'Orléans**  
 Téléphone : (418) 829-0297  
 Télécopie : (418) 829-0304  
 julie.goudreault@cldio.qc.ca

**Valérie Blanchet**  
**MRC de la Jacques-Cartier**  
 Téléphone : (418) 844-2160  
 Télécopie : (418) 844-2664  
 vblanchet@  
 mrc.lajacquescartier.qc.ca

**Stéphanie Poiré**  
**Carole Lapointe**  
**André-Anne Béland**  
**CLD de Portneuf**  
 Téléphone : (418) 285-4616  
 Télécopieur : (418) 285-4655  
 s.poiré@globetrotter.net  
 c.lapointe@globetrotter.net  
 a.beland@globetrotter.net

### CENTRE-DU-QUÉBEC

**Richard Croteau**  
**Annie Turcotte**  
 Corporation de développement  
 économique des Bois-Francs  
 (CLD)  
 (pour la MRC Arthabaska)  
 Téléphone : (819) 758-3172  
 Télécopieur : (819) 758-1187  
 rcroteau@cdebf.qc.ca  
 aturcotte@cdebf.qc.ca

**Sophie Veilleux**  
**Alexandre Ollive**  
**CLD de la MRC de Bécancour**  
 Téléphone : (819) 298-2070  
 Télécopieur : (819) 298-2041  
 rural@cldbécancour.qc.ca  
 a.ollive@cldbécancour.qc.ca

**Danielle Ménard**  
 Société de développement  
 économique de Drummondville  
 (CLD Drummond)  
 Téléphone : (819) 477-5511  
 Télécopieur : (819) 477-5512  
 d.menard@sded-drummond.qc.ca

**Isabelle Fillion**  
**CLD de l'Érable**  
 Téléphone : (819) 362-2333  
 Télécopieur : (819) 362-8022  
 ifillion@cld-erable.qc.ca

**Benoît Aubé**  
**CLD de la MRC de Nicolet-  
 Yamaska**  
 Téléphone : (819) 293-2997  
 Télécopieur : (819) 293-5367  
 b.aube@  
 cldnicolet-yamaska.qc.ca

### CHAUDIÈRE-APPALACHES

**Carole Mercier**  
**Louise nadeau**  
 Société de dév. économique de la  
 région de **Thetford** (MRC de  
**l'Amiante)**  
 Téléphone : (418) 338-2188  
 Télécopieur : (418) 338-4984  
 carole.mercier@regionthetford.com  
 ruraladjoint@regionthetford.net  
**Lise Roy**  
**CLD de Beauce-Sartigan**  
 Téléphone : (418) 228-7810  
 Télécopieur : (418) 226-0298  
 roy.lise@globetrotter.net

**Guy Boudreau**  
**CLD de Bellechasse**  
 Téléphone : (418) 883-2249  
 Télécopieur : (418) 883-2555  
 gboudreau@cldbellechasse.qc.ca

**Doris Labrie**  
**Emmanuel Caron**  
**CLD de la MRC de l'Islet**  
 Téléphone : (418) 598-6388  
 Télécopieur : (418) 598-6488  
 doris.labrie@cldlislet.com  
 emmanuel.caron@cldlislet.com

**Anne Vadeboncoeur**  
**Arianne Labonté**  
**CLD Les Etchemins**  
 Téléphone : (418) 625-3904  
 Télécopieur : (418) 625-3907  
 anne.vadeboncoeur@  
 cldetchemins.qc.ca  
 arianne.labonte@  
 cldetchemins.qc.ca

**Valérie Larose**  
**CLD de la Nouvelle-Beauce**  
 Téléphone : (418) 386-1608  
 Télécopieur : (418) 387-3199  
 valerie.larose@cldnb.com

**Jean-Louis Proulx**  
**Marie-Lou Tremblay**  
**CLD de la MRC de Montmagny**  
 Téléphone : (418) 248-5985  
 Télécopieur : (418) 248-4624  
 jlproulx@montmagny.com  
 mloutremblay@montmagny.com

**Tony Gingras**  
**Jean Bilodeau-Fontaine**  
**CLD de la MRC de Lotbinière**  
 Téléphone : (418) 926-2205  
 Télécopieur : (418) 926-3733  
 tony.gingras@  
 cldlotbiniere.qc.ca  
 jean.b-fontaine@  
 cldlotbiniere.qc.ca

**Nancie Allaire**  
**CLD de la MRC Robert-Cliche**  
 Téléphone : (418) 397-4354  
 Télécopieur : (418) 397-5184  
 nancie.allaire@cldrc.qc.ca

Mise à jour le 5 mars 2008

## COORDONNÉES DES AGENTS RURAUX DANS CHACUNE DES RÉGIONS 2

### CÔTE-NORD

**Katia Roy**  
Janna Bilodeau  
CLD de la Basse-Côte-Nord  
Téléphone : (418) 787-2125  
Télécopieur : (418) 787-2126  
cldcnkr@globetrotter.net  
cldcnjb@globetrotter.net

**Isabel Rioux**  
CLD de Manicouagan  
Téléphone : (418) 296-2593  
Télécopieur : (418) 296-2636  
irieux@cldmanic.qc.ca

**Mélanie Dumont**  
CLD de Caniapiscau  
Téléphone : (418) 287-3506  
Télécopieur : (418) 287-5215  
mdumont@caniapiscau.net

**Amélie Bédard**  
MRC de Sept-Rivières  
Téléphone : (418) 962-1900  
Télécopieur : (418) 962-3365  
amelie.bedard@globetrotter.net

**Lucie Roy**  
CLD de la Haute-Côte-Nord  
Téléphone : (418) 233-3230  
Télécopieur : (418) 233-3202  
lucie.roy@cldhcn.qc.ca

**Pierre Chevrier Jr**  
CLD Minganie (Aguanish)  
Téléphone : (418) 533-2129  
Télécopieur : (418) 533-2012  
pchevrier\_jr@cld.minganie.org

**Julie Loisel**  
CLD Minganie (Longue-Pointe-de-Mingan)  
Téléphone : (418) 949-2389  
Télécopieur : (418) 949-2166  
jloiselle@cld.minganie.org

### ESTRIE

**Patricia Sévigny**  
CLD de la MRC de Coaticook  
Téléphone : (819) 849-6669  
Télécopieur : (819) 849-0054  
rural@cldmrccoaticook.qc.ca

**Sophie Charbonneau**  
CLD de la MRC de Memphrémagog  
Téléphone : (819) 843-8273  
Télécopieur : (819) 843-8868  
s.charbonneau@mrcmemphremagog.com

**André Piette**  
Nathalie Bocquet  
CLD de la MRC Le Granit  
Téléphone : (819) 583-4411  
Télécopieur : (819) 583-5344  
andre.piette@cldgranit.qc.ca  
nathalie.bocquet@cldgranit.qc.ca

**Julie Plamondon**  
Ana Rosa Mariscal  
CLD de la MRC Val-Saint-François  
Téléphone : (819) 845-7871  
Télécopieur : (819) 845-2472  
jplamondon@cldvalsf.ca  
amariscal@cldvalsf.ca

**Gerry Espada**  
CLD Le Haut-Saint-François  
Téléphone : (819) 832-4914  
Télécopieur : (819) 832-4657  
rural@cldmrccoaticook.qc.ca

**Jacinthe Bourget**  
MRC Des Sources  
Téléphone : (819) 879-6661  
Télécopieur : (819) 879-5188  
jbourget@mrcdessources.com

### GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

**Agnès Dupriez**  
CLD des Îles-de-la-Madeleine  
Téléphone : (418) 986-2225  
Télécopieur : (418) 986-4874  
agnes.dupriez@clddesiles.ca

**Ambroise Henry**  
CLD de Bonaventure  
Téléphone : (418) 752-3333  
Télécopieur : (418) 752-3065  
cldbonav.ambroise@globetrotter.net  
Dany Savoie (MRC)  
Téléphone : (418) 752-6601  
Télécopieur : (418) 752-6651  
mrcbonavdsavoie@globetrotter.net

**Richard Duguay**  
CLD du Rocher-Percé  
Téléphone : (418) 689-6678  
Télécopieur : (418) 689-5807  
rduguay@rocherperce.qc.ca

**Maryse Létourneau**  
CLD de la Haute-Gaspésie  
Téléphone : (418) 763-7791  
Télécopieur : (418) 763-7737  
mrchg.maryse@globetrotter.net

**Jean-Pierre Cassivi**  
CLD de la Côte-de-Gaspé  
Téléphone : (418) 368-7000  
Télécopieur : (418) 368-8181  
cldruralite@cotedegaspe.com

**Denise Jalbert**  
Sophie Leblanc  
CLD Avignon  
Téléphone : (418) 364-2000  
Télécopieur : (418) 364-2002  
djalbert@cldavignon.com  
sleblanc@cldavignon.com

### LANAUDIÈRE

**Chantal Allard**  
MRC de L'Assomption  
Téléphone : (450) 654-6488  
Télécopieur : (450) 654-9823  
allardc@mrclassomption.qc.ca

**Dominique Masse**  
CLD de Joliette  
Téléphone : (450) 752-5566  
Télécopieur : (450) 752-5191  
dmasse@cld-joliette.qc.ca

**Sylvana Gingras**  
CLD Montcalm  
Téléphone : (450) 831-3777  
Télécopieur : (450) 831-5143  
sylvanagingras@cldmontcalm.qc.ca

**Linda Trottier**  
CLD D'Autray  
Téléphone : (450) 836-7028  
Télécopieur : (450) 836-1272  
linda.trottier@cldautray.qc.ca

**Emilie Lepage**  
Ville de Lanoraie  
Téléphone : (450) 887-1100  
Télécopieur : (450) 887-2077  
elepage@lanoraie.ca

**Simon De Grandpré**  
Jacinthe Mailhot  
CLD de la Matawinie  
Téléphone : (450) 834-5222  
Télécopieur : (450) 834-8224  
sdegrandpre@matawinie.org  
jmailhot@matawinie.org

### LAURENTIDES

**Yannie Villeneuve**  
CLD Rivière-du-Nord  
Téléphone : (450) 431-0707  
Télécopieur : (450) 431-7507  
y.villeneuve@cld-rdn.qc.ca

**Alison Drylie**  
CLD Pays-d'en-Haut  
Téléphone : (450) 229-6637  
Télécopieur : (450) 229-6638  
adrylie@mrcpdh.org

**Manon Côté**  
Céline Beauregard  
CLD Antoine-Labelle  
Téléphone : (819) 623-1545  
Télécopieur : (819) 623-7311  
m.cote@cld-antoine-labelle.qc.ca  
c.beauregard@cld-antoine-labelle.qc.ca

**Élyse Martineau**  
Gilles Séguin  
CLD Laurentides  
Téléphone : (819) 688-7335  
Télécopieur : (819) 688-2537  
emartineau@cldlaurentides.org  
gseguin@cldlaurentides.org

**Jean-Luc Riopel, DG**  
CLD Mirabel  
Téléphone : (450) 435-2800  
Télécopieur : (450) 435-3177  
jriopel@cldmirabel.qc.ca

**Normand Lemay**  
CLD Deux-Montagnes  
Téléphone : (450) 472-1502  
Télécopieur : (450) 491-7893  
nlemay@clddm.com

**Billy Morin**  
CLD Argenteuil  
Téléphone : (450) 562-8829  
Télécopieur : (450) 562-1635  
bmorin@argenteuil.qc.ca

### MAURICIE

**André Brodeur**  
CLD du Haut-Saint-Maurice  
Téléphone : (819) 523-6111  
Télécopieur : (819) 523-8246  
abrodeur.cldhsm@cldhsm.qc.ca

**Nancy Godin**  
Autre agent à engager  
CLD de la MRC de Maskinongé  
Téléphone : (819) 228-2744  
Télécopieur : (819) 228-3142  
ngodin@cld-maskinonge.qc.ca

**Patricia Claveau**  
CLD de Shawinigan  
Téléphone : (819) 537-7249  
Télécopieur : (819) 537-6260  
patricia.claveau@cldshawinigan.qc.ca

**François Roberge**  
CLD Mékinac  
Téléphone : (418) 365-6365  
Télécopieur : (418) 365-5715  
francois.roberge@cldmekinac.com

**Lionel Arseneault**  
CLD des Chenaux  
Téléphone : (819) 295-5115  
Télécopieur : (819) 295-5117  
lionel.arseneault@clddeschenaux.ca

## CONTACTS

### MONTÉRÉGIE

**Annie Gauthier**  
CLD Les Maskoutains  
Téléphone : (450) 773-4232  
Télécopieur : (450) 773-6767  
gauthiera@cld-lesmaskoutains.qc.ca

**Vacant**  
CLD Beauharnois-Salaberry  
Téléphone : (450) 373-2214  
Télécopieur : (450) 373-3386  
.....@  
cld-beauharnois-salaberry.org

**Nadine Mercier**  
CLD des Jardins-de-Napierville  
Téléphone : (450) 245-7289  
Télécopieur : (450) 245-7417  
agrural@  
cld-jardinsdenapierville.com

**Caroline O'Grady**  
CLD du Haut-Saint-Laurent  
Téléphone : (450) 264-5252  
Télécopieur : (450) 264-5111  
c.ograde@cldhsl.ca

**Josée-Anne Derome**  
CLD Lajemmerais  
Téléphone : (450) 583-3303  
Télécopieur : (450) 583-3592  
jaderome@cldlajemmerais.qc.ca

**Vacant**  
CLD d'Acton  
Téléphone : (450) 545-3203  
Télécopieur : (450) 546-4616  
.....@cooptel.qc.ca

**Vacant**  
CLD du Haut-Richelieu  
Téléphone : (450) 359-9999  
Télécopieur : (450) 359-0994  
.....@haut-richelieu.qc.ca

**Caroline Freulon**  
CLD Vaudreuil-Soulanges  
Téléphone : (450) 424-2262  
Télécopieur : (450) 424-1901  
cfreulon@cldvs.com

**Martine Beaulieu**  
CLD La Vallée-du-Richelieu  
Téléphone : (450) 464-4188  
Télécopieur : (450) 464-8182  
mbeaulieu@cldvr.qc.ca

**Pierre-Olivier Labart**  
CLD Le Cœur-de-la-Montérégie  
Téléphone : (450) 469-5731  
Télécopieur : (450) 469-2217  
polabart@coeurmonteregie.qc.ca

**Bruno Dagenais**  
CLD Roussillon  
Téléphone : (450) 632-1440  
Télécopieur : (450) 632-1344  
b.dagenais@cldroussillon.qc.ca

**Nathalie Delorme**  
CLD Haute-Yamaska  
Téléphone : (450) 777-1141  
Télécopieur : (450) 777-1657  
n.delorme@  
cld.haute-yamaska.com

**Guy Ieroux**  
CLD du Bas-Richelieu  
Téléphone : (450) 742-5933  
Télécopieur : (450) 742-0234  
gleroux@  
cld-bas-richelieu.qc.ca

**Pierre Genesse**  
Tania Szymanski  
CLD Brome-Missisquoi  
Téléphone : (450) 266-4928  
Télécopieur : (450) 266-6141  
pgenesis@cldbmq.qc.ca  
tszymanski@cldbmq.qc.ca

### NORD-DU-QUÉBEC

**Jean-François Comeau**  
Vacant  
Corporation de développement économique de Chibougamau-Chapais  
Municipalité de la Baie-James  
Téléphone : (418) 745-2355  
Télécopieur : (418) 745-3871  
jfcomeau@baie-james.net

**Gérald Racine**  
Corporation de développement économique V.V.B.  
Municipalité de la Baie-James (Beaucanton)  
Téléphone : (819) 941-2180  
Télécopieur : (819) 941-2183  
cdevvbj@lino.com

### OUTAOUAIS

**Isabelle de Bruyn**  
Mélanie Pieschke  
Amy Taylor  
CLD du Pontiac  
Téléphone : (819) 648-5217  
Télécopieur : (819) 648-2866  
ldebruyn.cld@mrcpontiac.qc.ca  
mpieschke.cld@mrcpontiac.qc.ca  
ataylor.cld@mrcpontiac.qc.ca

**Nicole Godin**  
Martine Leduc  
Jean-François Larrivée (MRC)  
CLD de Papineau  
Téléphone : (819) 423-5491  
Télécopieur : (819) 423-5314  
nicolegod@videotron.ca  
m.leduc@cldpapineau.ca  
foret@mrcpapineau.ca

**Claire Lapointe**  
Renald Mongrain  
Fabrice Bényey  
CLD de la Vallée-de-la-Gatineau  
Téléphone : (819) 449-7649  
Télécopieur : (819) 449-5049  
clapointe@cldvg.qc.ca  
rmongrain@cldvg.qc.ca  
fbényey@mrcvg.qc.ca

**Simon Ouellet**  
CLD des Collines-de-l'Outaouais  
Téléphone : (819) 456-2121  
Télécopieur : (819) 456-4242  
souellet@cldcollines.org

**Jean François Larrivée**  
Mrc de Pontiac  
Téléphone : (819) 427-6243  
foret@mrcpapineau.com

## CONTACTS

### SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

#### CLD du Fiord du Saguenay

**Mireille Bergeron**  
Saint-Ambroise  
Téléphone : (418) 672-4765  
Télécopieur : (418) 672-6126  
mbergeron@clddufiord.qc.ca

**Isabelle Audet**  
Bégin  
Téléphone : (418) 672-4270  
Télécopieur : (418) 672-6161  
iaudet@clddufiord.qc.ca

**Martin Gagné**  
Larouche  
Téléphone : (418) 695-2201  
Télécopieur : (418) 695-4989  
mgagne@clddufiord.qc.ca

**Caroline Boies**  
Saint-David-de-Falardeau  
Téléphone : (418) 673-4639  
Télécopieur : (418) 673-4628  
cboies@clddufiord.qc.ca

**Isabelle Larouche**  
Saint-Honoré  
Téléphone : (418) 673-6496  
Télécopieur : (418) 673-3871  
ilarouche@clddufiord.qc.ca

**Alain Gagné**  
Rivière-Éternité  
Téléphone : (418) 272-2860  
Télécopieur : (418) 272-3454  
agagne@clddufiord.qc.ca

**Jacqueline Gravel**  
Saint-Charles-de-Bourget  
Téléphone : (418) 672-2624  
Télécopieur : (418) 672-4403  
jgravel@clddufiord.qc.ca

**Éric Lavoie**  
Anse Saint-jean  
Téléphone : (418) 272-2633  
Télécopieur : (418) 272-3148  
elavoie@clddufiord.qc.ca

#### (suite) CLD du Fiord du Saguenay

**Anne-Lise Minier**  
Anse-à-la-Croix  
Téléphone : (418) 544-8027  
Télécopieur : (418) 544-9122  
alminier@clddufiord.qc.ca

**Fernando Lavoie**  
Ferland-et-Boileau  
Téléphone : (418) 676-2529  
Télécopieur : (418) 676-2681  
flavoie@clddufiord.qc.ca

**Pierre Fortier**  
Anse-aux-Foins  
Téléphone : (418) 674-1122  
Télécopieur : (418) 674-9213  
pfortier@clddufiord.qc.ca

**Jean Bergeron**  
Petit-Saguenay  
Téléphone : (418) 272-2393  
Télécopieur : (418) 272-1223  
jbergeron@clddufiord.qc.ca

**Véronique Leblanc**  
Ste-Rose-du-Nord  
Téléphone : (418) 675-3333  
Télécopieur : (418) 675-1149  
vieblanc@clddufiord.qc.ca

**Carole Richer**  
CLD Maria-Chapdelaine  
Téléphone : (418) 276-0022  
Télécopieur : (418) 276-0623  
cricher@cldmaria.qc.ca

**Dominique Tremblay**  
CLD Domaine-du-Roy  
Téléphone : (418) 275-2755  
Télécopieur : (418) 679-9359  
dtremblay@clddomaineduroy.qc.ca

**Marie Ève Roy**  
CLD du Lac-Saint-Jean-Est  
Téléphone : (418) 682-6645  
Télécopieur : (418) 662-3297  
marieeveroy@cldlacstjean.qc.ca

**Mathieu Lapointe**  
CLD du Lac-Saint-Jean-Est  
Téléphone : (418) 662-6645  
Télécopieur : (418) 662-3297  
mathieulapointe@cldlacstjean.qc.ca

Mise à jour le 8 mars 2008

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 68

Concernant Solidarité rurale, préciser les budgets alloués à l'organisme en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.

À titre d'instance-conseil du gouvernement du Québec, Solidarité rurale du Québec (SRQ) a pour mandat de :

- fournir des avis sur les questions concernant le monde rural et au besoin réaliser des recherches, des consultations ou proposer des solutions au développement des milieux ruraux;
- appuyer les milieux ruraux sur les questions concernant l'information et la connaissance des problématiques rurales, les échanges d'expériences, les modes d'intervention et au besoin organiser des forums sur les thématiques rurales;
- offrir un soutien technique, des sessions de formation et de l'expertise-conseil aux agents de développement rural;
- mettre à la disposition des intervenants en milieu rural un centre d'information, de prospective et de référence sur la ruralité québécoise et étrangère;
- collaborer avec la Direction du développement rural et régionale du MAMROT et les autres partenaires de la ruralité pour certains volets de la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*.

Les budgets pour 2008-2009 s'élèvent à 765 000 \$ et ceux de 2009-2010 s'élèvent à 780 000 \$.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c) Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2008-2009; d) Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e) Pour chaque recommandation issue de la politique de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2008-2009 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f) Prévisions des actions pour 2009-2010 et le budget qui y sera consacré; g) Liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2008-2009 et les perspectives pour l'année 2009-2010; h) Dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires.

**a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière**

Les subventions versées en 2008-2009 dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 sont présentées au tableau 1 pour les pactes ruraux, au tableau 2 pour les agents ruraux, au tableau 3 pour le Fonds d'initiatives pour l'avenir rurale, au tableau 4 pour les laboratoires ruraux et au tableau 5 pour les produits spécialisés.

**b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour**

Dans le cadre des pactes ruraux, le MAMROT fait un versement annuel par MRC et il revient à ces dernières de sélectionner les initiatives à supporter. Au 2 mars 2009, les 91 MRC avaient accepté 1 435 projets. La répartition des projets par région est présentée au tableau 6.

**c) Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2008-2009**

Voir la question 53.

**d) Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification.**

Les ministères et organismes gèrent leurs enveloppes de façon à tenir compte des différentes situations. Par exemple, sans qu'il y ait de programme spécifique, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport octroi un financement par étudiant plus élevé dans les cégeps plus éloignés des grands centres. Existent en sus des programmes spécifiquement modulés :

- le maintien de l'École de village (MELS)
- le programme de reconnaissance des Villages-Relais (MTQ)
- le programme de soutien au transport collectif (MTQ)
- la réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts en faveur des milieux ruraux (MAMROT)
- initiative en milieu rural (MDEIE)
- le programme Réno-Village (SHQ)
- le programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier-Volet II (MRNF)

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c) Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2008-2009; d) Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e) Pour chaque recommandation issue de la politique de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2008-2009 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f) Prévisions des actions pour 2009-2010 et le budget qui y sera consacré; g) Liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2008-2009 et les perspectives pour l'année 2009-2010; h) Dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires.

Plusieurs ministères ont inscrits comme engagement dans la politique 2007-2014, la réalisation de démarches concrètes visant à moduler leurs interventions. Elles touchent, notamment, les domaines suivants :

- conciliation travail-famille des agricultrices (MFA)
- soutien au CPE dans les communautés en dévitalisation (MFA)
- exploration en vue de mettre en place un programme de soutien aux PFNL (MRNF)
- favoriser la production d'énergie renouvelable de moins de 1MW (MRNF)
- faciliter la mise en place de projets communautaires de développement éolien de moins de 25MW (MRNF)
- prise en compte des réalités rurales dans les ententes concernant les approches territoriales en matière de lutte à la pauvreté (MESS)

**e) Pour chaque recommandation issue de la politique nationale de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2008-2009 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations**

Une compilation du suivi effectué par les ministères et organismes pour chacun de leurs 54 engagements est actuellement en cours.

**f) Prévisions des actions pour 2009-2010 et le budget qui y sera consacré**

- la réalisation des travaux nécessaires à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 : laboratoires ruraux, Fonds d'initiative pour l'avenir rural incluant les groupes de travail, mesure des produits de spécialités, indice de suivi de vitalité, grands prix de la ruralité, journées de la ruralité, les Pactes ruraux et la mesure de soutien aux agents de développement rural;
- la poursuite de la gestion administrative et financière des Pactes ruraux;
- le suivi de la reddition de comptes par les MRC pour évaluer les résultats et faire des bilans périodiques des Pactes et des autres mesures de la Politique;
- la poursuite des activités d'information et de formation liées à la mise en œuvre de la Politique auprès des clientèles internes et externes (bureaux régionaux, ministères et organismes gouvernementaux, élus et autres acteurs locaux et régionaux);
- la préparation des rencontres du Comité des partenaires de la ruralité et la gestion des projets de Laboratoires ruraux et du Fonds initiative pour l'avenir rural;
- la poursuite des travaux du comité interministériel technique sur la ruralité notamment pour la mise en œuvre et le suivi des 54 engagements de la Politique et la mise en œuvre des moyens inscrits à la Politique;
- la participation à l'analyse et à l'adaptation des stratégies, politiques et programmes gouvernementaux dans le cadre de la mise en application de la clause de modulation inscrite dans la Politique;



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c) Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2008-2009; d) Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e) Pour chaque recommandation issue de la politique de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2008-2009 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f) Prévisions des actions pour 2009-2010 et le budget qui y sera consacré; g) Liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2008-2009 et les perspectives pour l'année 2009-2010; h) Dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires.

- la participation à des colloques pour maintenir le haut niveau d'expertise de la direction et la tenue d'événements pour favoriser la mise en réseau des agents ruraux et des autres partenaires associés à la mise en œuvre des Pactes ruraux et de la Politique;
- la participation à divers comités et chantiers interministériels en lien avec les mesures inscrites dans la Politique et avec d'autres travaux susceptibles d'avoir des incidences sur le développement rural;
- la coordination et le suivi de projets de recherche et d'actions concertées en ruralité;
- la vigie sur la ruralité (observatoire des politiques et des initiatives rurales) et la mise à jour du volet rural du site Web du ministère;
- la participation à divers comités, organisations et groupes de travail voués au développement rural;
- le développement et l'intensification des relations avec les divers organismes internationaux associés au développement rural.

**Le budget 2009-2010 de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 :**

- Les Pactes ruraux	33 000 000 \$	- Solidarité rurale du Québec	780 000 \$	- Agents ruraux	3 537 000 \$
- Fonds d'initiatives pour l'avenir rural :	1 308 000 \$	- Laboratoires ruraux	2 500 000 \$	- Produits spécialisés	1 875 000 \$

**Total : 43 000 000 \$ (incluant la part transférée pour les pactes ruraux et les agents de développement rural au Bureau de la Capitale Nationale)**

**g) Liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2008-2009 et les perspectives pour l'année 2009-2010**

➤ **Le Comité des partenaires de la ruralité :**

Le Comité des partenaires de la ruralité qui a pour mandat de suivre et d'accompagner la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité s'est réuni à cinq reprises en 2008-2009 et le comité technique issu du Comité des partenaires de la ruralité s'est réuni à deux reprises en 2008-2009.

➤ **Le Comité interministériel sur la ruralité :**

Le Comité interministériel sur la ruralité a pour mandat de faciliter la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité et constitue un lieu d'échange, d'harmonisation et de coordination des actions gouvernementales sectorielles. 20 ministères et organismes participent à ce comité. Il constitue aussi la plate-forme d'élaboration des modalités de participation des ministères à la mise en œuvre des mesures spécifiques à la politique : laboratoire ruraux, démarche de modulation, Groupes de travail. En 2008-2009, le comité s'est réuni à une reprise. Les travaux de ce comité pour la mise en œuvre de la Politique se poursuivront au cours de 2009-2010.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c) Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2008-2009; d) Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e) Pour chaque recommandation issue de la politique de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2008-2009 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f) Prévisions des actions pour 2009-2010 et le budget qui y sera consacré; g) Liste des comités issus de la politique de la ruralité, leurs réalisations en 2008-2009 et les perspectives pour l'année 2009-2010; h) Dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires.

➤ **Les six groupe de travail sur les initiatives porteuses de développement**

Les 6 groupes de travail qui ont été mis sur pied tel que prévu à la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 couvrent les thèmes suivants : les collectivités rurales branchées, la complémentarité rurale-urbaine, la mise en marché des produits de spécialités : les emporiums du Québec, la multifonctionnalité des territoires ruraux, les communautés dévitalisées et le milieu rural comme producteur d'énergie.

➤ **Les autres comités, groupes de travail ou participation à des organisations**

La Direction du développement rural et régionale du MAMROT participe à différents comités ou groupes de travail en vue de faciliter la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité et la prise en compte des particularités et des préoccupations des milieux ruraux. Ainsi, elle participe :

- au CA de Solidarité rurale du Québec
- au comité de coordination de l'Université rurale québécoise
- au comité de coordination et de suivi de recherche sur les TIC et le développement rural
- au CA de MFR-Québec
- au comité de gestion du projet des écoles éloignées en réseau
- au groupe de recherche en loisir rural
- au comité de travail diversification et circuits courts de commercialisation en agro-alimentaire
- au comité aviseur des Villages Relais

*Pour plus de détails sur ces comités ou groupes de travail voir document préparé pour la réponse 20.*

**h) Dans le cadre du renouvellement de la politique de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires**

La Politique nationale de la ruralité a été renouvelée en 2006 et ce, jusqu'en 2014.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**Versements effectués pour les pactes ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

	Région	Enveloppe du Pacte 2007-2008	Enveloppe du Pacte 2008-2009
1	Bas-St-Laurent	2 161 973 \$	2 604 648 \$
2	Saguenay-Lac-St-Jean	1 184 274 \$	1 385 039 \$
3	Capitale-Nationale	1 221 383 \$	1 407 885 \$
4	Mauricie	1 239 889 \$	1 466 287 \$
5	Estrie	1 391 986 \$	1 633 069 \$
7	Outaouais	1 117 429 \$	1 338 777 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	1 199 762 \$	1 405 785 \$
9	Côte-Nord	1 057 101 \$	1 263 776 \$
10	Nord-du-Québec	171 228 \$	198 943 \$
11	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 748 763 \$	2 144 908 \$
12	Chaudière-Appalaches	2 150 374 \$	2 547 590 \$
14	Lanaudière	1 527 924 \$	1 797 693 \$
15	Laurentides	1 820 196 \$	2 155 712 \$
16	Montréal	2 772 040 \$	3 240 767 \$
17	Centre-du-Québec	1 235 678 \$	1 434 437 \$
	<b>Total</b>	<b>22 000 000 \$</b>	<b>26 025 316 \$</b>

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 69	Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;
--------------	--

**Versements effectués pour les agents ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2007-2014		
			Nombre d'agents	2007-2008	2008-2009
01	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska	2	50 000 \$	51 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Matapédia	3	75 000 \$	76 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	La Mitis	2	50 000 \$	51 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Les Basques	2	50 000 \$	51 000 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Matane	1	25 000 \$	25 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Rimouski-Neigette	1	25 000 \$	25 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup	1	25 000 \$	25 500 \$
01	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata	3	75 000 \$	76 500 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est	2	50 000 \$	51 000 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Domaine-du-Roy	1	25 000 \$	25 500 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Le Fjord-du-Saguenay	2	50 000 \$	51 000 \$
02	Saguenay--Lac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine	2	50 000 \$	51 000 \$
04	Mauricie	La ville de La Tuque	1	25 000 \$	25 500 \$
04	Mauricie	La ville de Shawinigan	1	25 000 \$	25 500 \$
04	Mauricie	Les Chenaux	1	25 000 \$	25 500 \$
04	Mauricie	Maskinongé	2	50 000 \$	51 000 \$
04	Mauricie	Mékinac	1	25 000 \$	25 500 \$
05	Estrie	Coaticook	1	25 000 \$	25 500 \$
05	Estrie	Le Granit	2	50 000 \$	51 000 \$
05	Estrie	Le Haut-Saint-François	1	25 000 \$	25 500 \$
05	Estrie	Le Val-Saint-François	2	50 000 \$	51 000 \$
05	Estrie	Memphrémagog	1	25 000 \$	25 500 \$
05	Estrie	Les Sources	1	25 000 \$	25 500 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 69	Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;
--------------	--

**Versements effectués pour les agents ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2007-2014		
			Nombre d'agents	2007-2008	2008-2009
07	Outaouais	La Vallée-de-la-Gatineau	3	75 000 \$	76 500 \$
07	Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	1	25 000 \$	25 500 \$
07	Outaouais	Papineau	3	75 000 \$	76 500 \$
07	Outaouais	Pontiac	3	75 000 \$	76 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi	3	75 000 \$	76 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Ouest	3	75 000 \$	76 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	La ville de Rouyn-Noranda	1	25 000 \$	25 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue	3	75 000 \$	76 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	1	25 000 \$	25 500 \$
09	Côte-Nord	Basse-Côte-Nord	2	50 000 \$	51 000 \$
09	Côte-Nord	Caniapiscau	1	25 000 \$	25 500 \$
09	Côte-Nord	La Haute-Côte-Nord	1	25 000 \$	25 500 \$
09	Côte-Nord	Manicouagan	1	25 000 \$	25 500 \$
09	Côte-Nord	Minganie	1	25 000 \$	25 500 \$
09	Côte-Nord	Sept-Rivières	1	25 000 \$	25 500 \$
10	Nord-du-Québec	Adm. Régionale Kativik	-	-	-
10	Nord-du-Québec	Municipalité de la Baie James	3	75 000 \$	76 500 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Avignon	2	50 000 \$	51 000 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	2	50 000 \$	51 000 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Côte-de-Gaspé	1	25 000 \$	25 500 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	La Haute-Gaspésie	1	25 000 \$	25 500 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Le Rocher-Percé	2	50 000 \$	51 000 \$
11	Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Mun: Les Iles-de-la-Madeleine	1	25 000 \$	25 500 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**Versements effectués pour les agents ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2007-2014		
			Nombre d'agents	2007-2008	2008-2009
12	Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan	1	25 000 \$	25 500 \$
12	Chaudière-Appalaches	Bellechasse	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	La Nouvelle-Beauce	1	25 000 \$	25 500 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Amiante	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Les Etchemins	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Islet	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lotbinière	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Montmagny	2	50 000 \$	51 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Robert-Cliche	1	25 000 \$	25 500 \$
14	Lanaudière	D'Autray	1	25 000 \$	25 500 \$
14	Lanaudière	Joliette	1	25 000 \$	25 500 \$
14	Lanaudière	L'Assomption	1	25 000 \$	25 500 \$
14	Lanaudière	Matawinie	2	50 000 \$	51 000 \$
14	Lanaudière	Montcalm	1	25 000 \$	25 500 \$
15	Laurentides	Antoine-Labelle	2	50 000 \$	51 000 \$
15	Laurentides	Argenteuil	1	25 000 \$	25 500 \$
15	Laurentides	Deux-Montagnes	1	25 000 \$	25 500 \$
15	Laurentides	La Rivière-du-Nord	1	25 000 \$	25 500 \$
15	Laurentides	La ville de Mirabel	1	25 000 \$	25 500 \$
15	Laurentides	Les Laurentides	2	50 000 \$	51 000 \$
15	Laurentides	Les Pays-d'en-Haut	1	25 000 \$	25 500 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**Versements effectués pour les agents ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

NUMÉRO RÉGION	NOM RÉGION	NOM MRC	PNR 2007-2014		
			Nombre d'agents	2007-2008	2008-2009
16	Monterégie	Acton	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Beauharnois-Salaberry	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Brome-Missisquoi	2	50 000 \$	51 000 \$
16	Monterégie	La Haute-Yamaska	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	La Vallée-du-Richelieu	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Lajemmerais	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Le Bas-Richelieu	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Le Haut-Richelieu	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Le Haut-Saint-Laurent	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Les Jardins-de-Napierville	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Les Maskoutains	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Roussillon	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Rouville	1	25 000 \$	25 500 \$
16	Monterégie	Vaudreuil-Soulanges	1	25 000 \$	25 500 \$
17	Centre-du-Québec	Arthabaska	2	50 000 \$	51 000 \$
17	Centre-du-Québec	Bécancour	2	50 000 \$	51 000 \$
17	Centre-du-Québec	Drummond	1	25 000 \$	25 500 \$
17	Centre-du-Québec	L'Érable	1	25 000 \$	25 500 \$
17	Centre-du-Québec	Nicolet-Yamaska	1	25 000 \$	25 500 \$
		<b>MAMROT</b>	128	3 200 000 \$	3 264 000 \$
03	Capitale-Nationale	Charlevoix-Est	1	25 000 \$	25 500 \$
03	Capitale-Nationale	Charlevoix	1	25 000 \$	25 500 \$
03	Capitale-Nationale	L'Ile-d'Orléans	1	25 000 \$	25 500 \$
03	Capitale-Nationale	La Côte-de-Beaupré	1	25 000 \$	25 500 \$
03	Capitale-Nationale	La Jacques-Cartier	1	25 000 \$	25 500 \$
03	Capitale-Nationale	Portneuf	3	75 000 \$	76 500 \$
		<b>Bureau Capitale Nationale</b>	8	200 000 \$	204 000 \$
		<b>TOTAL</b>	136	3 400 000 \$	3 468 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 3

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**FONDS D'INITIATIVES POUR L'AVENIR RURALE - PNR 2007-2014**

PROJETS	MONTANT 2007-2008	MONTANT 2008-2009
À la découverte des saveurs du Québec	20 000 \$	
Atlas rural		20 000 \$
Biopierre : Champignons forestiers	50 000 \$	
Biopierre : Formation PFNL	72 000 \$	50 000 \$
Biopierre : Outil bilan bioénergétique	39 000 \$	
CÉFRIO Congrès connectivité des communautés	25 000 \$	
CÉFRIO MRC innovante	50 000 \$	25 000 \$
Chantier économie sociale : Production d'un Guide	7 000 \$	
Colloque sur le transport des personnes FQM-APAQ	15 000 \$	
Données de l'UQAR pour questionnaire de l'OCDE		9 000 \$
Groupe de travail : Complémentarité Urbaine/Rurale : UMQ	150 000 \$	150 000 \$
Groupe de travail : Producteur d'énergie alternative FQM	150 000 \$	100 000 \$
Groupe de travail : Milieux dévitalisés	150 000 \$	
Groupe de travail : Les emporiums : ACLDQ	150 000 \$	100 000 \$
Groupe de travail : Multifonctionnalité milieu ruraux SRQ	150 000 \$	100 000 \$
Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées (TIC Fédération Chambre Commerce)	150 000 \$	100 000 \$
Grands prix de la ruralité		68 000 \$
Guide Association des marchés publics	25 000 \$	
Innov'Action-Incubateur (MRC Matapédia & Mitis)	20 000 \$	10 000 \$
Les 12-18 Érables	10 000 \$	
Les bioénergies	8 935 \$	
Maison familiale rurale du Québec		30 000 \$



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 3

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**FONDS D'INITIATIVES POUR L'AVENIR RURALE - PNR 2007-2014**

<b>PROJETS</b>	<b>MONTANT 2007-2008</b>	<b>MONTANT 2008-2009</b>
Nouvelle filière de production Viandes des cantons (VSC)	100 000 \$	100 000 \$
Nouvelle TIC projet-pilote	64 000 \$	50 000 \$
OCDE (Examen de la PNR et Conférence internationale 2009 à Québec)		220 000 \$
Patrimoine immatériel II	10 000 \$	
Patrimoine immatériel III	80 000 \$	
Percé TIC projet-pilote	56 000 \$	14 000 \$
Projet milieu dévitalisé Mauricie avec la MESS		15 000 \$
Université du Québec à Rimouski CRDT		30 000 \$
Université rurale québécoise : Concert action		50 000 \$
<b>Total</b>	<b>1 551 935 \$</b>	<b>1 241 000 \$</b>

Note : Ces projets sont pour la plupart de portée nationale. Il n'y a donc pas de ventilation régionale de présentée.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 4

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**Versements effectués pour les laboratoires ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	(en milliers de \$)	
			2007-2008	2008-2009
01 - Bas-Saint-Laurent	Biomasse forestière, Matapédia	Coopérative forestière Matapédia	80	80
01 - Bas-Saint-Laurent	Gestion multiressources, Mont-Carmel	Municipalité Mont-Carmel	85	85
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Portes sur le Lac	Portes ouvertes sur le lac	60	60
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Produits non ligneux, Girardville	Coopérative forestière Girardville	75	75
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean et 03 - Capitale-Nationale	Gestion territoriale PDFD Charlevoix	Groupe partenaires dév. Forestier durable communautés Charlevoix et Bas-Saguenay	80	80
04 - Mauricie	Coop dev. socioculturel attikamekw	Conseil de la nation Attikamekw	50	50
07 - Outaouais	H2O, les Collines	MRC des Collines-de-l'Outaouais	60	60
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Village du futur, St-Elzéar	Contact	50	100
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Percé, la santé ensemble	Ass. Coop. consommation de Percé	90	90
12 - Chaudière-Appalaches	Formation cirque équestre N-D-du-Rosaire	Municipalité Notre-Dame-du-Rosaire	90	90
14 - Lanaudière	Saule biofiltration et énergie, St-Roch-de-l'Achigan	Municipalité St-Roch-de-l'Achigan	70	75
15 - Laurentides	Empower pour la santé	MRC d'Argenteuil	60	60
15 - Laurentides	Crénaux agricoles d'excellence Ant.Labelle	CLD de la MRC Antoine-Labelle	80	80
16 - Montérégie	Coop entrepreneurs en innovation Acton	CLD région d'Acton	70	65
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>1 000</b>	<b>1 050</b>

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 4

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**Versements effectués pour les laboratoires ruraux dans le cadre de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 par région**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2**

Région	Nom du projet	Promoteurs	(en milliers de \$)	
			2007-2008	2008-2009
05 - Estrie	La Cité-École, au cœur de sa communauté	Commission scolaire des Hauts-Cantons	0	100
12 - Chaudière-Appalaches	Mise en valeur des PFNL - MRC L'Islet	Coop.solidarité produits forestiers non-ligneux MRC de l'Islet	0	100
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Agroforesterie et paysae - MRC Rocher-Percé	MRC le Rocher-Percé	0	100
16 - Montérégie	Développement socioéconomique: produit d'appel distinctif	CLD Brome-Missisquoi	0	100
08 - Abitibi-Témiscamingue	Grappe énergétique des Coteaux	Cellule d'aménagement des Coteaux	0	100
08 - Abitibi-Témiscamingue	Dév. nouvelle source en approvisionnement en litière et combustible	CUMA d'Abitibi Ouest	0	100
16 - Montérégie	Le travailleur de rang: une plus-value pour une qualité de vie en milieu rural	Au cœur des familles agricoles	0	100
15 - Laurentides	Projet de paysages: principes, outils et actions	CRÉ des Laurentides	0	50
08 - Abitibi-Témiscamingue	TIC - un virage vers l'innovation	Société développement Témiscamingue	0	100
05 - Estrie	De la terre à la table - Volet mise en marché - Coaticook	Saveurs des Cantons	0	100
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>0</b>	<b>950</b>
<b>TOTAL</b>			<b>1 000</b>	<b>2 000</b>

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 5

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - PNR 2007-2014**

No. de la Région	Région	Projets		Année financière	
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	2007-2008	2008-2009
1	Bas-Saint-Laurent	Grelots, Bâtons et Cie du Fou du cochon	Saucisson sec biologique sans nitrite	15 915 \$	8 085 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Les Jardins de la mer	Poivre de mer aromate poisson		17 400 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Les Jardins de Métis	Confit de boutons d'hémérocailles	10 000 \$	10 000 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Poterie Millette	Lavabo fabriqué en porcelaine		25 000 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Sapin des Monts inc.	Armoires de cuisine et salles de bain en sapin baumier	7 985 \$	6 000 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Production FAT senc	Broutard		10 515 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Promenons-nous dans les bois (9187-2986 Québec inc.)	Meubles en bois haut de gamme en bois massif modifiés thermiquement	20 000 \$	5 000 \$
1	Bas-Saint-Laurent	Innovacèdre enr.	Produit en cèdre torréfié de douches	20 000 \$	4 000 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MaltBroue inc.	Malt-Fabrication de bière	12 500 \$	12 500 \$
1	Bas-Saint-Laurent	MaltBroue inc.	Malt-Fabrication de bière		10 000 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	9181-0267 Québec inc.	Mégachiles	15 500 \$	9 500 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ferme Blackburn & Morin	Comptoir à la ferme/porc	15 500 \$	
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	9183-6114 Québec inc.	Yogourt biologique	15 500 \$	4 500 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ferme Hébert enr	Malt blond fermier biologique		15 000 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fromagerie la Petite Heidi enr	Sucettes glacées au lactosérum de lait de chèvre		14 227 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Les Jardins Maria-Chapdelaine inc.	Soda aux bleuets	12 500 \$	12 500 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Nature 3M inc.	Coussins en cuir et fourrure		17 500 \$
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Opti-Bleu inc.	Jus de bleuets	16 000 \$	7 000 \$
3	Capitale-Nationale	Boucherie Charcuterie Artisanal Lyn Tremblay enr.	Porc charcutier	25 000 \$	
3	Capitale-Nationale	Centre de l'émeu de Charlevoix inc.	Huile d'émeu	20 000 \$	5 000 \$
3	Capitale-Nationale	Gestion Bistro Brasserie inc.	Bière de spécialité haut de gamme	15 000 \$	
3	Capitale-Nationale	La Maison d'affinage Maurice Dufour inc.	Fromage de brebis	5 500 \$	3 000 \$
3	Capitale-Nationale	Patrick Fregni	Plats cuisinés haut de gamme		10 000 \$
3	Capitale-Nationale	Viandes biologiques de Charlevoix inc.	Saucisson sec biologique	8 750 \$	8 750 \$
3	Capitale-Nationale	Champignons Charlevoix inc.	Produit dérivé des pleurotes et Champignons déshydratés		10 000 \$
3	Capitale-Nationale	Emmanuel da Silva	Production d'argile		18 494 \$
3	Capitale-Nationale	Le Sanglier du Roy	Saucisson de sanglier		8 000 \$
3	Capitale-Nationale	Ferme Capitaine Noël inc.	Vinaigre de vins de petits fruits	16 650 \$	8 350 \$
3	Capitale-Nationale	Les Fraises de l'Île d'Orléans inc.	Framboise d'automne	5 000 \$	4 500 \$
3	Capitale-Nationale	Ferme Mafix	Lait biologique de chèvre et de brebis	6 000 \$	
3	Capitale-Nationale	Ferme Tourilli	Fromage de garde bleu fait à partir de lait de chèvre		13 000 \$
3	Capitale-Nationale	La Cerisaie la Belle des Bois	Cerises macérées dans l'alcool		9 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 5

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - PNR 2007-2014**

No. de la Région	Région	Projets		Année financière	
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	2007-2008	2008-2009
3	Capitale-Nationale	Le Jardin Portneuvois «Les Écureuils»	Petits fruits séchés		9 906 \$
4	Mauricie	Fromagerie F.X. Pichet	Fromage type raclette		15 000 \$
4	Mauricie	Fromagerie F.X. Pichet	Fromage à fondu		6 000 \$
4	Mauricie	Nutra-Canada	Usine d'extraction petits fruits	20 000 \$	
4	Mauricie	Bières de la Nouvelle-France	Bière de malt de riz	20 000 \$	5 000 \$
4	Mauricie	Bio-Diésel Québec inc.	Biodiésel	20 000 \$	5 000 \$
4	Mauricie	Domaine & Vins Gélinas	Vins de glace blanc et rosé		25 000 \$
4	Mauricie	Le Temps des Cerises	Cerises séchées		15 000 \$
4	Mauricie	Productions Tarkasis	Site touristique immersif et participatif		25 000 \$
4	Mauricie	Sylvain Éthier	Petits fruits		4 000 \$
5	Estrie	Caldwell Bio-fermentation Canada	Kim Chi		9 000 \$
5	Estrie	Ferme piscicole Des Bobines	Truite fumée à chaud en filet	9 150 \$	5 850 \$
5	Estrie	La Ferme Martinette	Gamme de sucres d'érable		20 000 \$
5	Estrie	Verger Ferland	Boisson alcoolique à base de poires et de prunes	15 250 \$	
5	Estrie	Bryophyta inc.	Mousse ornemental	14 725 \$	9 275 \$
5	Estrie	Érable à son meilleur inc.	Boisson alcoolique à base de sève et de sirop d'érable	6 100 \$	3 900 \$
5	Estrie	Les Jardins de Victoria	Micro Mesclun	12 200 \$	7 800 \$
5	Estrie	Champs Mignons	King érigé (pleurote)	15 250 \$	9 750 \$
5	Estrie	J'ustenbois inc.	Gamme de couteaux en érable	7 625 \$	4 875 \$
5	Estrie	Les Aliments Massawippi inc.	Miso à l'avoine	6 100 \$	3 900 \$
5	Estrie	Le Petit Mont Ham	Fromage chèvre et brebis		6 000 \$
5	Estrie	Le Versant Rouge	Tartinades		11 200 \$
5	Estrie	Les Aliments Kenzy	Baklava au sirop d'érable		8 050 \$
5	Estrie	Naturessence	Hydrolat		12 400 \$
7	Outaouais	Champignons le Coprin	Culture de champignons		21 600 \$
7	Outaouais	Jean-Marie Sempels	Miel au ginseng	21 600 \$	
7	Outaouais	Les fins mets de l'histoire inc.	Biscuits artisanaux	21 600 \$	
7	Outaouais	Les fins mets de l'histoire inc.	Vinaigres et sirops		13 000 \$
7	Outaouais	Olivia Chocolatiers	Chocolat artisanal		21 600 \$
7	Outaouais	Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais	Tisanes froides	21 600 \$	
7	Outaouais	Coutou inc.	Matières résiduelles	21 600 \$	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 5

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - PNR 2007-2014**

No. de la Région	Région	Projets		Année financière	
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	2007-2008	2008-2009
7	Outaouais	Ferme Folie Bergères	Fromageries de chèvres et moutons		23 000 \$
7	Outaouais	Lebo Bois enr.	Tambours		23 000 \$
7	Outaouais	Vision forêt	Champignons sauvages		11 000 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	Miellerie de La Grande Ourse	Chocomiel et caramel au miel	12 500 \$	12 500 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	Néoferme d'la Turlute	Pesto aux tomates séchées au soleil bio		12 500 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	Société économique de Kitcisakik	Banick aux bleuets biologiques		12 500 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	Cuisine Soleil bio-santé	3 céréales granola et 3 farines sans gluten	12 500 \$	12 500 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	Domaine DesDucs	Vin vieilli 2 ans		25 000 \$
9	Côte-Nord	Bleuets des Champs	Développement d'un beurre de bleuets		20 000 \$
9	Côte-Nord	Coop Unitek	Engrais à base de calcium marin (coquillages)		20 000 \$
9	Côte-Nord	Argile Eau Mer inc.	Gamme de produits moussants à base d'argile		25 000 \$
9	Côte-Nord	Marché Natashquan inc.	Gelée de chicoutai	20 000 \$	5 000 \$
9	Côte-Nord	Québec Labradorite inc.	Québec Labradorite	20 000 \$	3 986 \$
9	Côte-Nord	Ferme Christiane Morneau inc.	Fraises surgelées et emballées sous vide		12 000 \$
9	Côte-Nord	Trésors des bois	Champignons sauvages	20 000 \$	
10	Nord-du-Québec	Ébénisterie La vieille branche	Patrons originaux pour peintures décoratives sur bois		20 000 \$
10	Nord-du-Québec	Nature sauvage	Sirop de bouleau	20 000 \$	
10	Nord-du-Québec	Ungava gourmande	Coulis d'atocas sauvage et de vin rouge	20 000 \$	
10	Nord-du-Québec	Ungava gourmande	Sirop de petit thé des bois	20 000 \$	
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Gestion Dan'Art	Gel douche		18 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Jacques Bodard	Poignés par moulage à base de sable	16 400 \$	4 600 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Marc Leblanc	Maleb couteaux spécialisés	18 000 \$	2 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	9065-5119 Québec inc.	Algues de Gaspésie	15 000 \$	10 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Les Produits Tapp inc	Chou croûte (carotte)	3 000 \$	14 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Les Produits Tapp inc.	Chou croûte (concombre)		10 721 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Gaspésie sauvage	Champignon en poudre		12 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Fromagerie Pied-de-vent	Crème artisanale de vache		11 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	La Ferme Arseneau	Veau de Nathael	18 000 \$	7 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	La Petite tige	Alcool à base de pomme	16 000 \$	9 000 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	Café du Moussonneur	Café spécialisé		7 879 \$
11	Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	MicroBrasserie Pit Caribou	Fabrication d'une bière Porter		14 846 \$
12	Chaudière-Appalaches	2973-8739 Québec inc.	Croquants à l'érable (Goodbon)	20 000 \$	5 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 5

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - PNR 2007-2014**

No. de la Région	Région	Projets		Année financière	
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	2007-2008	2008-2009
12	Chaudière-Appalaches	Percussion Gaia	Djembé	10 050 \$	3 350 \$
12	Chaudière-Appalaches	Cassis et Mélisse senc	Fromage de chèvre		15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	JusBIO	Stévia		15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	La Maria senc	Produits de bien-être		12 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Le Ricaneux - M & J McIsaac inc.	Vin de table rouge de sureau		9 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	L'Éveil	Décorations en bois		12 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	St-Pamphile Fleuriste inc.	Panier Hart Rouge		15 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Ferme le Meully senc	Pleurote érigé et flamuline	4 500 \$	1 500 \$
12	Chaudière-Appalaches	Le Verger de Tilly inc.	Pommes déshydratées	18 750 \$	6 250 \$
12	Chaudière-Appalaches	Les Amandes du Québec	Amandes	11 250 \$	3 750 \$
12	Chaudière-Appalaches	N/A	Ivoire de Mer	20 000 \$	5 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Ferme Muranlain inc.	Bacon rond	4 650 \$	
14	Lanaudière	Chèvrerie Barousse	L'ange fourchu (fromage bio)	20 000 \$	5 000 \$
14	Lanaudière	Clos St-Ignace	Muscat	20 000 \$	5 000 \$
14	Lanaudière	Ferme Des Chênes enr.	Fromages Etorki		19 500 \$
14	Lanaudière	La Courgerie	Produit gourmet de la courge	20 000 \$	5 000 \$
14	Lanaudière	Du Champs à la meule	Raclette de Joliette		20 000 \$
14	Lanaudière	Miel Morand	Chutney au miel		24 687 \$
14	Lanaudière	Les ruchers du troubadour	Hydromel pétillant	11 400 \$	6 425 \$
14	Lanaudière	Délices de L'Artisan	Longe de porc marinée, séchée		23 888 \$
14	Lanaudière	À la Table des Jardins sauvages	Beurre de bolet	15 000 \$	5 000 \$
15	Lanaudière	Api Culture Hautes-Laurentides	Gelée royale bio		17 900 \$
15	Lanaudière	La Fine Fleur de la Tapani	Sels à la fleur d'ail lyophilisée		15 504 \$
15	Lanaudière	Les Serres de la Vallée inc.	Melon amer		15 665 \$
15	Lanaudière	Microbrasserie de la Lièvre	Bière blanche à l'absinthe		8 774 \$
15	Lanaudière	Le Verger Lamarche Enr.	Sirop de pommes sans sucre		21 000 \$
15	Lanaudière	Les Produits Apicoles Devamel inc.	Cidre à la chicouté	7 190 \$	3 192 \$
15	Lanaudière	Vignoble de la rivière du Chêne	Vin mousseux de vin de glace		17 213 \$
15	Lanaudière	La Ferme Raymond Alary & Fils	Glace italienne "Gelato"	17 810 \$	7 190 \$
15	Lanaudière	Les Délices Laurentiens inc.	"Biscoito" sans gluten	20 000 \$	5 000 \$
15	Lanaudière	L'Ambroisie de Mirabel inc.	Boisson alcoolique à l'érable	10 000 \$	3 062 \$
16	Montérégie	Vitis Boréalais (2e demande)	Vin glace/vendange rouge		8 063 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 5

Demande # 69

Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : a) Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière;

**PRODUITS DE SPÉCIALITÉ - PNR 2007-2014**

No. de la Région	Région	Projets		Année financière	
		Nom de l'entreprise	Nom du produit	2007-2008	2008-2009
16	Montérégie	Mont Echo	Hydrolat et thé d'argousier		20 000 \$
16	Montérégie	Bergeries Mimeault	Charcuterie d'agneau	12 250 \$	5 250 \$
16	Montérégie	Verger du sureau	Produits à base de sureau		7 793 \$
16	Montérégie	Mosaïk 3D	Mosaïque en trois dimensions		15 000 \$
16	Montérégie	Nature Délices	Ma jardinière bio	11 638 \$	
16	Montérégie	Biosambucus/Verger Sureau	Produits à base de sureau	15 820 \$	6 780 \$
16	Montérégie	Domaine des Salamandres	Poiré de glace	17 500 \$	7 500 \$
16	Montérégie	Jardins Amazone inc.	Ilex Verticillata		14 500 \$
16	Montérégie	Production horticole Van Winden	Fleurs coupées sous tunnels	7 193 \$	10 308 \$
16	Montérégie	Serre Flora Park	Plants en serre		
16	Montérégie	Serres Lefort	Mûres/framboises sous tunnels	7 000 \$	14 600 \$
16	Montérégie	Centre d'horticulture orientale au Qc	Radis Jolicoeur		5 000 \$
16	Montérégie	Douceurs d'Aurélie	Produits corporels	15 000 \$	20 000 \$
17	Centre-du-Québec	Fromagerie du Presbytère (9140-5621 Québec inc.)	Fromage biologique de type Comté		23 750 \$
17	Centre-du-Québec	La Moutonnière	Fromage mixte brebis et vache à pâte semi-ferme		25 000 \$
17	Centre-du-Québec	Vignoble Côte du Gavet	Vins fortifiés vieillis en barrique (blanc et rouge)		17 500 \$
17	Centre-du-Québec	Boulangerie Le temps de vivre	Bagel biologique au levain naturel cuit sur feu de bois		9 118 \$
17	Centre-du-Québec	Les Cultures de chez-nous	Mignon de poireau	22 500 \$	2 500 \$
17	Centre-du-Québec	La Chèvrerie Mathurin	Gelato de lait de chèvre	22 500 \$	2 500 \$
17	Centre-du-Québec	Coop de travail Les Jardins de l'Oie	Produits de l'Oie de Baie-du-Febvre		13 530 \$
17	Centre-du-Québec	Parfumerie d'Eulalie - Vignoble Sainte-Eulalie	Vignoble Ste-Eulalie	18 750 \$	6 250 \$
17	Centre-du-Québec	Vignoble Sainte-Eulalie	Mistelle		5 350 \$
<b>Total</b>				<b>1 108 250 \$</b>	<b>1 496 100 \$</b>



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 6

Demande #69	Bilan et perspectives de la politique nationale de la ruralité, préciser : b) Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour;
-------------	--

**PACTES RURAUX - PROJETS ACCEPTÉS PAR LES MRC DANS LE CADRE DE LA MESURE PACTE RURAL**

Nom de la région	Nombre de projets	Investissement total	Nb emplois créés ou maintenus
01 Bas-Saint-Laurent	247	24 456 993 \$	330
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	168	13 304 568 \$	126
03 Capitale-Nationale	75	10 611 995 \$	130
04 Mauricie	76	14 673 265 \$	117
05 Estrie	84	10 870 575 \$	95
07 Outaouais	61	22 440 329 \$	182
08 Abitibi-Témiscamingue	70	13 679 627 \$	73
09 Côte-Nord	106	14 039 017 \$	196
10 Nord-du-Québec	7	166 377 \$	8
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	93	36 324 313 \$	240
12 Chaudière-Appalaches	68	11 823 746 \$	107
14 Lanaudière	12	1 761 621 \$	14
15 Laurentides	107	11 091 708 \$	140
16 Montérégie	167	17 968 155 \$	261
17 Centre-du-Québec	94	8 789 726 \$	71
<b>L'ensemble du Québec</b>	<b>1 435</b>	<b>212 002 016 \$</b>	<b>2 090</b>

Les MRC sont responsables de la mise en œuvre de cette mesure. Elles ont uniquement à rendre compte de l'utilisation de leur fonds c'est-à-dire des projets acceptés

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande #70

Concernant le Fonds de soutien aux territoires en difficulté; a) Montant total accordé; b) Liste des MRC ayant signé un contrat de diversification; c) Nombre de villes dévitalisées couvertes.

**a) Montant total accordé**

Le Discours sur le budget 2008-2009 prévoit l'octroi d'une enveloppe de 38 M\$ pour le soutien aux territoires en difficulté, notamment pour la prolongation de l'application du Fonds de soutien aux territoires en difficulté. Cette somme s'ajoute au 15 M\$ déjà engagé dans le cadre de ce Fonds, pour un total de 53 M\$.

**b) Liste des MRC ayant signé un contrat de diversification et de développement**

Depuis la mise en place du Fonds de soutien aux territoires en difficulté, 50 contrats de diversification et de développement ont été signés avec des MRC ou territoires équivalents.

La liste se trouve à la question 57.

**c) Nombre de villes dévitalisées couvertes**

Les 50 contrats de diversification et de développement actuellement signés couvrent 128 des 152 municipalités dévitalisées figurant sur la liste du MAMROT établie en fonction de la combinaison de plusieurs facteurs basés sur les données du recensement de 2006.

Précisons que toutes les MRC qui ont signé un contrat de diversification et de développement comportent des municipalités qui font face à d'importantes difficultés nécessitant un soutien financier de la part du gouvernement du Québec.

Dans le cadre du Discours sur le budget 2008-2009 une enveloppe de 38 M\$ sur cinq ans est prévue pour soutenir les territoires en difficulté, soit notamment les MRC qui comprennent des municipalités dévitalisées. En plus de la prolongation des 50 contrats actuels, 12 nouveaux contrats sont à prévoir. Toutes les municipalités dévitalisées du Québec seront dorénavant couvertes par un contrat de diversification et de développement. Le MAMROT travaille actuellement à l'opérationnalisation de cette mesure.

*(Complément d'information à la réponse à la question 57)*

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 71

Copie du cadre normatif visant l'enveloppe de 38 M\$ accordée lors du budget 2008-2009 pour soutenir les territoires en difficulté.

La copie du cadre normatif du Fonds de soutien aux territoires en difficulté est disponible en annexe à la présente question.

## **Cadre normatif**

### **Fonds de soutien aux territoires en difficulté**

---

#### **But**

Dans le cadre du *Discours sur le budget 2008-2009*, une somme de 50 M\$ sur cinq ans est prévue pour le soutien des territoires en difficulté.

De cette somme, 12 M\$ seront alloués à la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour assurer le maintien de la vitalité des communautés locales et renforcer leur capacité de rétention et d'attraction des résidents et des entreprises. Cette somme est régie par deux programmes dont les normes ont été approuvées par le CT 206700 du 23 juin 2008, soit le Fonds d'intervention stratégique régional ainsi que le Fonds d'aide au développement des territoires de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Le solde de l'enveloppe de 38 M\$ servira au financement des mesures prévues dans ces trois volets :

- I. Prolonger de deux ans l'application du *Fonds de soutien aux territoires en difficulté* (FSTD), de façon à permettre à ces territoires de poursuivre leurs démarches de relance et de diversification;
- II. Étendre l'application de ce fonds à toutes les MRC qui comprennent des municipalités dévitalisées;
- III. Créer un nouveau volet au FSTD, destiné spécifiquement aux MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités dévitalisées et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les régions ressources.

De plus, le MAMR désire ajouter deux autres volets qui permettront de :

- IV. Financer un maximum de 5 nouveaux contrats de diversification et de développement afin de soutenir des communautés confrontées à d'importantes difficultés économiques occasionnées par la fermeture d'une entreprise importante;
- V. Financer des projets relatifs au maintien et au développement des services de base pour la population d'une municipalité dévitalisée ainsi que l'achat d'équipement pour permettre aux municipalités de se conformer aux normes gouvernementales, notamment en matière d'environnement et de sécurité incendie.

Le MAMR a établi la liste des municipalités dévitalisées selon l'indice de dévitalisation établi en fonction de la combinaison de plusieurs facteurs basés sur les données du recensement de 2006. Notons qu'une municipalité est identifiée comme étant dévitalisée lorsque l'indice de dévitalisation est inférieur à -5.

Pour les fins du programme, les municipalités locales ayant les compétences de MRC sont considérées comme des MRC.

#### **Objectifs du programme**

Le Fonds permettra de soutenir les territoires dans leur démarche de diversification et de développement. Il est à noter que le MDEIE poursuivra son intervention à même son Fonds de soutien aux municipalités monoindustrielles. De façon plus spécifique, le Fonds permettra de financer cinq volets.

## **Volet I**

---

### **Objectifs**

Ce volet permet de prolonger de deux ans le financement accordé pour les cinquante contrats de diversification et de développement conclus avec les MRC.

Les plans de diversification et de développement seront mis à jour en indiquant les actions envisagées pour soutenir, en priorité, le développement des municipalités dévitalisées. Pour les contrats ne couvrant pas de municipalité dévitalisée, la mise à jour ainsi que la bonification des plans de diversification et de développement économique existants sont nécessaires.

### **Territoire d'application**

La MRC détermine le territoire d'application du contrat à prolonger. Le territoire d'application devra inclure minimalement la ou les municipalités ayant permis d'être reconnues au FSTD ainsi que les municipalités dévitalisées s'il y a lieu.

### **Organismes admissibles**

Les sommes mises à la disposition de la MRC peuvent servir à financer des projets ou activités permettant de soutenir la démarche de diversification et de développement. Ainsi, la MRC pourrait elle-même réaliser certains projets et activités ou en confier la réalisation à :

- Un organisme à but non lucratif et incorporé;
- Une coopérative dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- Une conférence régionale des élus;
- Une municipalité locale;
- Un centre local de développement;
- Une entreprise privée lorsqu'il s'agit de réaliser une étude ou une activité.

### **Projets / Activités admissibles**

L'aide financière mise à la disposition d'une MRC peut servir à réaliser des études, activités ou projets visant à soutenir les démarches de diversification et de développement des territoires en difficulté ainsi que les interventions soumises par le Comité de diversification et de développement.

Les projets devront être structurants, maintenir et renforcer les conditions propices au développement et à la diversification du territoire. De plus, les projets devront prioritairement viser les municipalités dévitalisées, être en lien avec le Plan de développement et de diversification et être recommandés par le comité.

Aucune aide financière ne peut être versée à une entreprise privée pour qu'elle puisse réaliser son projet d'investissement (démarrage ou expansion) ou activité (mission commerciale, recherche et développement, etc.) pour ses propres fins.

## **Détermination du montant de l'aide financière**

Le Fonds permet d'accorder un montant annuel de 100 000 \$ par MRC auquel s'ajoute une somme de 27 500 \$ par municipalité dévitalisée présente sur le territoire de la MRC, plus un montant établi en fonction du taux de dévitalisation.

<b>Taux dévitalisation (moyenne pondérée des municipalités dévitalisées de la MRC)</b>	<b>Montant annuel</b>
-5,0 à -5,99	50 000 \$
-6,0 à -6,99	55 000 \$
-7,0 à -7,99	60 000 \$
-8,0 à -8,99	65 000 \$
-9,0 à -9,99	70 000 \$
moins de -10,0	75 000 \$

L'aide financière accordée dans le cadre de ce Fonds pour le premier volet sera calculée en fonction d'une période de prolongation de deux ans.

## **Taux maximal d'aide financière**

Le taux maximal d'aide accordée à même ce Fonds ne pourra excéder 90 %.

L'aide accordée par le MAMR sera réduite d'un montant équivalent à toute aide versée par un autre ministère ou par le gouvernement fédéral pour le même objet.

## **Dépenses admissibles**

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une étude, d'une activité ou d'un projet sont admissibles et notamment :

- o Les honoraires professionnels;
- o Les traitements et salaires y incluant les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- o Les coûts inhérents à l'élaboration de projets, la réalisation d'études ou activités reliées à la relance ou à la diversification des territoires en difficulté.

Toute aide directe versée à une entreprise ainsi que les frais de fonctionnement réguliers de la MRC ou des municipalités sont exclus des dépenses admissibles.

## **Restrictions**

L'aide financière consentie ne peut servir au fonctionnement régulier d'un organisme voué à la diversification sur une période de plus de cinq ans, au financement de son service de la dette, au remboursement d'emprunts à venir, au financement des dépenses encourues avant le dépôt de la demande d'aide financière ou d'un projet déjà réalisé.

## **Versement de l'aide financière**

Le versement de l'aide financière s'effectue selon les modalités prévues au contrat de diversification et de développement.

L'aide versée dans le cadre de ce volet sera de 50 000\$ la première année. Pour les contrats dont la prolongation débute en 2009-2010, le solde de cette aide sera réparti sur trois exercices financiers; pour les contrats dont la prolongation débute en 2010-2011, le solde de cette aide sera réparti sur deux exercices financiers.

### ***Nature de l'aide financière***

L'aide financière accordée prend la forme d'une contribution non remboursable.

## **Volet II**

---

### **Objectifs**

Ce volet permet aux MRC actuellement sans contrat et comprenant au moins une municipalité dévitalisée d'obtenir une aide financière pour leur diversification et leur développement. Les MRC devront élaborer leur plan de diversification et de développement en tenant compte prioritairement des municipalités dévitalisées.

### **Territoire d'application**

Ce volet s'applique uniquement aux MRC actuellement sans contrat et comprenant au moins une municipalité dévitalisée. La MRC détermine le territoire d'application du contrat. Celui-ci devra obligatoirement inclure la ou les municipalités dévitalisées.

### **Organismes admissibles**

Les sommes mises à la disposition de la MRC peuvent servir à financer des projets ou activités permettant de soutenir la démarche de diversification et de développement. Ainsi, la MRC pourrait elle-même réaliser certains projets et activités ou en confier la réalisation à :

- Un organisme à but non lucratif et incorporé;
- Une coopérative dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- Une conférence régionale des élus;
- Une municipalité locale;
- Un centre local de développement;
- Une entreprise privée lorsqu'il s'agit de réaliser une étude ou une activité.

### **Projets / Activités admissibles**

L'aide financière mise à la disposition d'une MRC peut servir à réaliser des études, activités ou projets visant à soutenir les démarches de diversification et de développement des territoires en difficulté ainsi que les interventions soumises par le Comité de diversification et de développement.

Les projets devront être structurants, maintenir et renforcer les conditions propices au développement et à la diversification du territoire. De plus, les projets devront prioritairement viser les municipalités dévitalisées, être en lien avec le Plan de développement et de diversification et être recommandés par le comité.

Aucune aide financière ne peut être versée à une entreprise privée pour qu'elle puisse réaliser son projet d'investissement (démarrage ou expansion) ou activité (mission commerciale, recherche et développement, etc.) pour ses propres fins.

### **Détermination du montant de l'aide financière**

Le montant d'aide accordée à la MRC est calculé en fonction d'un montant de base de 500 000 \$ (100 000 \$ annuellement pour cinq ans) auquel on ajoute deux fois les montants accordés annuellement par municipalité dévitalisée et pour le taux de dévitalisation tel que présenté au volet 1, soit :



une somme de 27 500 \$ par municipalité dévitalisée présente sur le territoire de la MRC, plus un montant établi en fonction du taux de dévitalisation.

Taux dévitalisation (moyenne pondérée des municipalités dévitalisées de la MRC)	Montant annuel
-5,0 à -5,99	50 000 \$
-6,0 à -6,99	55 000 \$
-7,0 à -7,99	60 000 \$
-8,0 à -8,99	65 000 \$
-9,0 à -9,99	70 000 \$
moins de -10,0	75 000 \$

Le montant total de l'aide est versé sur une période de 5 ans.

### ***Taux maximal d'aide financière***

Le taux maximal d'aide accordée à même ce Fonds ne pourra excéder 90 %.

L'aide accordée par le MAMR sera réduite d'un montant équivalent à toute aide versée par un autre ministère ou par le gouvernement fédéral pour le même objet.

### ***Dépenses admissibles***

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une étude, d'une activité ou d'un projet sont admissibles et notamment :

- Les honoraires professionnels;
- Les traitements et salaires y incluant les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- Les coûts inhérents à l'élaboration de projets, la réalisation d'études ou activités reliées à la relance ou à la diversification des territoires en difficulté.

Toute aide directe versée à une entreprise ainsi que les frais de fonctionnement réguliers de la MRC ou des municipalités sont exclus des dépenses admissibles.

### ***Restrictions***

L'aide financière consentie ne peut servir au fonctionnement régulier d'un organisme voué à la diversification sur une période de plus de cinq ans, au financement de son service de la dette, au remboursement d'emprunts à venir, au financement des dépenses encourues avant le dépôt de la demande d'aide financière ou d'un projet déjà réalisé.

### ***Versement de l'aide financière***

Le versement de l'aide financière s'effectue selon les modalités prévues au contrat de diversification et de développement. Le montant des versements annuels sera établi en fonction des crédits disponibles au MAMR.

### ***Nature de l'aide financière***

L'aide financière accordée prend la forme d'une contribution non remboursable.

## **Volet III**

---

### **Objectifs**

Le troisième volet a pour but d'offrir une aide pour soutenir le développement des MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités dévitalisées et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les régions ressources.

### **Territoire d'application**

Ce volet est destiné aux MRC des régions centrales qui bénéficient d'un contrat de diversification et de développement, qui comprennent au moins une municipalité dévitalisée et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les entreprises situées dans les régions ressources.

### **Organismes admissibles**

Les sommes mises à la disposition de la MRC peuvent servir à financer des projets ou activités permettant de soutenir la démarche de diversification et de développement. Ainsi, la MRC pourrait elle-même réaliser certains projets et activités ou en confier la réalisation à :

- Un organisme à but non lucratif et incorporé;
- Une coopérative dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- Une conférence régionale des élus;
- Une municipalité locale;
- Un centre local de développement;
- Une entreprise privée lorsqu'il s'agit de réaliser une étude ou une activité.

### **Projets / Activités admissibles**

L'aide financière mise à la disposition d'une MRC peut servir à réaliser des études, activités ou projets visant à soutenir les démarches de diversification et de développement des territoires en difficulté ainsi que les interventions soumises par le Comité de diversification et de développement.

Les projets devront être structurants, maintenir et renforcer les conditions propices au développement et à la diversification du territoire. De plus, les projets devront prioritairement viser les municipalités dévitalisées, être en lien avec le Plan de développement et de diversification et être recommandés par le comité.

Aucune aide financière ne peut être versée à une entreprise privée pour qu'elle puisse réaliser son projet d'investissement (démarrage ou expansion) ou activité (mission commerciale, recherche et développement, etc.) pour ses propres fins.

### **Détermination du montant de l'aide financière**

Un montant de 150 000 \$ est attribué à chaque MRC des régions centrales qui comprennent des municipalités dévitalisées et qui n'ont pas accès aux mesures fiscales dont bénéficient les régions ressources. Ce montant s'ajoute à l'aide accordée au volet 1 ou 2 et sera versé en fonction des modalités établies au contrat.

## ***Taux maximal d'aide financière***

Le taux maximal d'aide accordée à même ce Fonds ne pourra excéder 90 %.

L'aide accordée par le MAMR sera réduite d'un montant équivalent à toute aide versée par un autre ministère ou par le gouvernement fédéral pour le même objet.

## ***Dépenses admissibles***

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une étude, d'une activité ou d'un projet sont admissibles et notamment :

- Les honoraires professionnels;
- Les traitements et salaires y incluant les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- Les coûts inhérents à l'élaboration de projets, la réalisation d'études ou activités reliées à la relance ou à la diversification des territoires en difficulté.

Toute aide directe versée à une entreprise ainsi que les frais de fonctionnement réguliers de la MRC ou des municipalités sont exclus des dépenses admissibles.

## ***Restrictions***

L'aide financière consentie ne peut servir au fonctionnement régulier d'un organisme voué à la diversification sur une période de plus de cinq ans, au financement de son service de la dette, au remboursement d'emprunts à venir, au financement des dépenses encourues avant le dépôt de la demande d'aide financière ou d'un projet déjà réalisé.

## ***Versement de l'aide financière***

Le versement de l'aide financière s'effectue selon les modalités prévues au contrat de diversification et de développement. Le montant des versements annuels sera établi en fonction des crédits disponibles au MAMR.

## ***Nature de l'aide financière***

L'aide financière accordée prend la forme d'une contribution non remboursable.

## **Volet IV**

---

### **Objectifs**

Ce quatrième volet vise à permettre de financer jusqu'à cinq nouveaux contrats de diversification et de développement afin de soutenir des communautés confrontées à d'importantes difficultés économiques occasionnées par la fermeture d'une entreprise importante.

### **Territoire d'application**

Les municipalités régionales de comté comprenant une ville monoindustrielle définie selon les paramètres suivants sont admissibles à ce volet :

- Une municipalité oeuvrant dans le secteur primaire relié aux ressources naturelles ou encore dans le secteur manufacturier;
- Le secteur d'activité en question doit employer au moins 50 personnes;
- Un seuil minimal de concertation des emplois est également requis selon l'une des formules suivantes :
  - 40 % des emplois totaux du secteur primaire (excluant l'agriculture) et du secteur manufacturier de la municipalité doit être concentré dans le secteur dominant tout en représentant au moins 20 % de la population active;
  - 90 % des emplois totaux du secteur primaire (excluant l'agriculture) et du secteur manufacturier de la municipalité doit être concentré dans le secteur dominant tout en représentant plus de 15 % de la population active.

Certaines municipalités qui ne rencontrent pas tous les facteurs pour être identifiées monoindustrielles et qui font face à la fermeture d'une entreprise importante pourraient avoir accès au programme. Ces cas particuliers devront toutefois recevoir l'accord du ministre du MDEIE suite à la recommandation favorable du comité économique de la conférence administrative régionale (CAR) qui basera son analyse sur les trois facteurs suivants :

- Le nombre d'emplois dans le secteur dominant;
- Le pourcentage du secteur dominant par rapport à tous les emplois des secteurs primaire et manufacturier;
- Le pourcentage du secteur dominant par rapport à la population active.

La MRC détermine le territoire d'application du contrat. Celui-ci devra obligatoirement inclure la ou les municipalités qui l'ont rendu admissible.

Notons que l'admissibilité de ces nouveaux territoires d'intervention sera déterminée en concertation avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

### **Organismes admissibles**

Sont admissibles à une aide financière dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté :

- Les organismes à but non lucratif et incorporés;
- Les municipalités;
- Les municipalités régionales de comté.

## ***Projets / Activités admissibles***

Sont admissibles les études, les activités ou projets visant à soutenir les démarches de diversification et de développement des territoires en difficulté ainsi que les interventions soumises par le Comité de diversification et de développement.

## ***Détermination du montant de l'aide financière***

Ces contrats seront dotés d'une enveloppe annuelle de 100 000 \$, et ce, pour une période maximale de cinq ans ne pouvant excéder l'année financière 2012-2013.

## ***Taux maximal d'aide financière***

Le taux maximal d'aide provenant du Fonds de soutien aux territoires en difficulté est de 90 %.

L'aide accordée par le MAMROT sera réduite d'un montant équivalent à toute aide versée par un autre ministère ou par le gouvernement fédéral pour le même objet.

## ***Dépenses admissibles***

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une activité, d'une étude ou d'un projet sont admissibles et notamment :

- Les honoraires professionnels;
- Les traitements et salaires y incluant les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- Les coûts inhérents à l'élaboration de projets, la réalisation d'études ou activités reliés à la relance ou à la diversification des territoires en difficulté.

Sont exclus des dépenses admissibles toute aide directe versée à une entreprise ainsi que les frais de fonctionnement réguliers de la MRC ou des municipalités.

## ***Restrictions***

L'aide financière consentie ne peut servir au fonctionnement régulier d'un organisme voué à la diversification sur une période de plus de cinq ans, au financement de son service de la dette, au remboursement d'emprunts à venir, au financement des dépenses encourues avant le dépôt de la demande d'aide financière ou d'un projet déjà réalisé.

## ***Versement de l'aide financière***

Un contrat de diversification et de développement sera conclu entre le gouvernement et les instances municipales concernées (MRC, municipalités locales) pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre du plan de diversification. Ce contrat définira le territoire visé, les conditions de versement de l'aide et les obligations que doivent respecter les bénéficiaires.

Ces contrats seront dotés d'une enveloppe annuelle de 100 000 \$, et ce, pour une période maximale de cinq ans ne pouvant excéder l'année financière 2012-2013. Par ailleurs, le MDEIE interviendra sur ces territoires à même son Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles.

***Nature de l'aide financière***

L'aide financière accordée dans ce Fonds prend la forme d'une contribution non remboursable.

## Volet V

---

### **Objectifs**

#### Partie A :

L'objectif de cette partie du volet V vise à permettre de financer des projets relatifs au maintien et au développement des services de base pour la population d'une municipalité dévitalisée, c'est-à-dire les services jugés essentiels à la vitalité de la communauté, outre ceux offerts par les gouvernements et les paliers municipaux. Les projets permettront notamment de maintenir les activités des entreprises du domaine de l'alimentation et de l'approvisionnement en carburant.

#### Partie B :

Le but de cette partie du volet V vise à permettre de financer l'achat d'équipement pour permettre aux municipalités de se conformer aux normes gouvernementales, notamment en matière d'environnement et de sécurité incendie. Ce volet permettra aux municipalités d'acquérir par exemple des conteneurs et des camions incendie qui répondent aux normes.

### **Territoire d'application**

#### Partie A :

Les projets devront se réaliser sur le territoire d'une municipalité dévitalisée comptant moins de 1 500 habitants.

#### Partie B :

Les projets de ce volet devront se réaliser sur le territoire d'une municipalité dévitalisée.

### **Organismes admissibles**

#### Partie A :

Les organismes à but non lucratif et incorporés, les coopératives et les entreprises privées sont admissibles.

Les organismes devront oeuvrer dans les services de base à la population suivants :

- Dépanneur;
- Épicerie;
- Quincaillerie et marchand de matériaux de construction;
- Marchand général;
- Station d'essence.

Pour être admissibles, les organismes devront être en affaires depuis au moins deux ans, avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 200 000 \$ et constituer le principal moyen de subsistance de son propriétaire.

Les entreprises admissibles aux programmes d'aide du MDEIE sont exclues.

#### Partie B :

Les municipalités dévitalisées selon la liste établie par le MAMROT sont admissibles.

## **Projets / Activités admissibles**

L'enveloppe budgétaire disponible pour l'ensemble des projets du volet V sera répartie également entre la partie A et B.

### **Partie A :**

Les projets devront avoir pour objectif de permettre le maintien des opérations des entreprises existantes dont la situation financière est précaire (par exemple, une entreprise dont les opérations sont déficitaires ou dont les bénéfices limités ne permettent plus de maintenir les activités), de les améliorer et de les moderniser, et ce, dans le but d'assurer le maintien et le développement des services de base à la population qui contribuent à favoriser la croissance de l'activité économique.

Le projet est admissible si, sans l'intervention du MAMROT, la rentabilité et la survie de l'entreprise et par le fait même du service sont menacées à court terme.

Le projet doit présenter des perspectives raisonnables de viabilité financière ainsi que les effets bénéfiques associés au développement et à la diversification de l'économie de la région.

Exceptionnellement, un projet visant uniquement à financer des dépenses de fonctionnement régulier d'une entreprise pourrait être admissible, sur présentation d'un plan de relance qui fait état de perspectives raisonnables d'atteinte de viabilité.

Ces projets ne devront pas occasionner de concurrence auprès d'entreprises offrant des services similaires situés à une distance de moins de 30 km.

### **Partie B :**

L'achat d'équipement par la municipalité afin de se conformer aux normes gouvernementales, notamment en matière d'environnement et de sécurité incendie (ex. : conteneurs, camion incendie, etc.) est admissible.

## **Enveloppe maximale**

L'enveloppe maximale d'aide financière pour le volet V ne pourra excéder 1,1 M\$ par exercice financier.

## **Détermination du montant de l'aide financière**

### **Partie A :**

Le montant de l'aide financière ne pourra excéder 100 000 \$ par projet.

### **Partie B :**

Le montant de l'aide financière ne pourra excéder 200 000 \$ par projet.

## **Taux maximal d'aide financière**

### **Partie A :**

Pour les projets relatifs au maintien et au développement des services de base à la population d'une municipalité dévitalisée, à l'exception des projets visant à financer uniquement des dépenses de fonctionnement, le taux d'aide et le cumul de l'aide gouvernementale pourront atteindre au maximum :



	Études et activités		Projets	
	Taux d'aide	Cumul	Taux d'aide	Cumul
<b>Organismes à but non lucratif / Coopératives</b>	70 %	90 %	50 %	80 %
<b>Entreprises privées</b>	60 %	60 %	50 %	50 %

Pour les projets visant à financer des dépenses de fonctionnement, le taux d'aide maximal sera de 50 % des frais fixes de l'entreprise, à l'exception de l'amortissement, établis à l'aide des états financiers de la dernière année d'opération. L'aide financière est ajustée de façon à ce que l'entreprise maintienne ses opérations au point mort (ni gain, ni perte), pour un maximum de 100 000 \$.

Une contribution minimale de 10 % du coût du projet est exigée du milieu ou du promoteur du projet.

Il est à noter que dans le calcul des aides consenties par le gouvernement, une aide remboursable est considérée à 30 % de sa valeur.

#### Partie B :

L'aide financière correspond à 50 % des coûts admissibles. Exceptionnellement le ministre pourra accorder une aide financière supérieure à 50 % pour tenir compte de la capacité financière limitée d'une municipalité dévitalisée, sans excéder 95 %.

### **Dépenses admissibles**

L'ensemble des dépenses reliées directement à la réalisation d'un projet seront considérées.

### **Restrictions**

L'aide financière consentie ne peut servir au financement des dépenses de fonctionnement sur une base de plus de cinq ans, ne pouvant excéder l'année financière 2012-2013, ni au financement des dépenses encourues avant le dépôt de la demande d'aide financière ou d'un projet déjà réalisé. Ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque le projet vise le financement exclusif des dépenses de fonctionnement et le bénéficiaire d'une telle aide ne pourra en bénéficier plus d'une fois.

### **Versement de l'aide financière**

#### Partie A :

L'aide financière est versée à la MRC. Cette dernière confie les sommes au CLD, qui assurera la gestion du projet auprès du promoteur.

#### Partie B :

L'aide financière est versée à la MRC qui assurera la gestion du projet auprès de la municipalité dévitalisée.

Pour les deux parties de ce volet, les projets devront être proposés au MAMROT par la MRC sur la base d'une recommandation du comité de diversification et de développement. Tous les projets devront être approuvés par le MAMROT.

## ***Critères permettant d'octroyer une aide financière bonifiée aux fins de la partie B***

Le taux d'aide bonifié qui peut être octroyé dans la partie B tel que présenté à la section **Taux maximal d'aide financière** sera établi de la manière suivante.

Critères d'évaluation :

Les deux critères suivants serviront à déterminer si une municipalité peut recevoir une aide financière majorée :

1. Le niveau d'endettement qui est le rapport entre l'endettement total net à long terme sur la richesse foncière uniformisée exprimée en pourcentage (un niveau d'endettement supérieur à 7 % donnera droit à une aide financière majorée);
2. Le rapport entre la charge fiscale annuelle moyenne par usager et le revenu médian par ménage de la municipalité exprimée en pourcentage (un niveau supérieur à 7 % donnera droit à une aide financière majorée; ce niveau est comparable à celui calculé pour les neufs grandes villes du Québec).

L'évaluation de ces deux critères se fera à partir de la situation financière de la municipalité résultant de la réalisation d'un projet faisant l'objet d'une aide financière calculée aux taux de base applicable prescrit dans le cadre du programme.

Évaluation du taux d'aide financière majoré.

Lorsqu'un ou les deux critères susmentionnés ne sont pas respectés, on calculera pour ces critères quel serait le taux d'aide financière nécessaire pour les atteindre.

Finalement, le taux d'aide financière majoré sera déterminé par la moyenne des taux d'aide financière nécessaires pour respecter l'un ou l'autre ou les deux critères.

## ***Nature de l'aide financière***

L'aide financière accordée prend la forme d'une contribution non remboursable.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**Liste des lettres d'intention reçues :**

Voir l'annexe 1 pour la vague 1 et l'annexe 2 pour la vague 2.

**Liste des projets retenus :**

Voir l'annexe 3 pour la vague 1 et l'annexe 4 pour la vague 2.

**Financement accordé par projet :**

Voir l'annexe 3 pour la vague 1 et l'annexe 4 pour la vague 2.

**Copie du bilan général :**

Voir l'annexe 3 pour la vague 1 et l'annexe 4 pour la vague 2.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

**ANNEXE 1**

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

**LABORATOIRE RURAUX VAGUÉ 1**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
1	Bas-St-Laurent	MRC La Matapédia	Parc naturel régional	Transposition du modèle français de parc naturel régional en un outil de développement rural basé sur la protection du patrimoine naturel, paysager et culturel ainsi que la mise en valeur économique du territoire et de ses ressources.
1	Bas-St-Laurent	Coop forestière La Matapédia	Biomasse Forestière	Développer une nouvelle filière énergétique utilisant la biomasse forestière pour le chauffage de bâtiments institutionnels.
1	Bas-St-Laurent	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	Développer pour mieux protéger l'Ile-Verte	Développer un nouveau concept de conservation et de mise en valeur dynamique des paysages, de la forêt, des ressources, de l'agro tourisme et du patrimoine en un tout cohérent.
1	Bas-St-Laurent	Coop de solidarité santé des gens d'ici (St-Félicité)	Coop santé préventive et participative	Bonifier les soins de santé primaires selon une approche préventive tout en favorisant la participation des individus et des communautés dans la prise en charge de leur santé et en mesurer les impacts sociaux et économiques.
1	Bas-St-Laurent	Comité de développement socio-économique (St-Jean-de-Dieu)	Entrepreneurs agricoles au cœur du développement local	Amener les entrepreneurs agricoles à s'impliquer davantage dans la nouvelle économie. Cela consiste à développer le côté entrepreneurial des producteurs agricoles et agroforestiers au profit de toute leur communauté.
1	Bas-St-Laurent	Osons l'Osier (OBNL) (L'Ile Verte)	Culture intensive sur courte rotation du saule	Biofiltre végétal, stabilisation des berges, contrôle de l'érosion, traitement des eaux usées, recyclage des boues d'usine, murs antibruit, anti-odeur, bio-carburant, biomasse, etc. par la culture du saule.
1	Bas-St-Laurent	Diffusion Communautaire de la Mitis (Mont-Joli)	Télévision communautaire par antenne hertzienne	Évaluer la viabilité pour TVM de produire et de diffuser son service sur l'ensemble du territoire via une antenne hertzienne à faible puissance, donc qui n'est plus limité par la câblodistribution.
1	Bas-St-Laurent	CLD Témiscouata	Vigie et incubateur d'entreprises	Incubateur d'entreprises décentralisé déployé auprès de municipalités dispersées sur le territoire.
1	Bas-St-Laurent	CDE LaPocatière	Centre proactif de liaison	Centre proactif de liaison entre le milieu et le réseau universitaire. Mise en place d'une structure de concertation locale offrant à des universités des services d'accueil, d'encadrement et de recherche s'appuyant principalement sur le personnel, les infrastructures et les équipements des institutions collégiales présentes, en synergie avec le municipal et le privé.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
1	Bas-St-Laurent	Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (Cabano)	Vidéoconférence et formation à distance Témiscouata	Mise en place d'un service de vidéoconférence et de formation à distance dans les établissements de la C.S.
1	Bas-St-Laurent	Coop forestières Haut Plan vert	Bio-énergie sur les terres en friches	Production de bioénergie sur les terres en friche.
1	Bas-St-Laurent	MRC Kamouraska	Approche de développement s'appuyant sur le consensus social	Développer et expérimenter une approche de développement territoriale et d'aménagement s'appuyant sur le consensus social et l'utilisation de technologie de visualisation 3D du territoire.
1	Bas-St-Laurent	Coop de développement d'Esprit-Saint	Les compagnons d'Esprit-Saint	Enclencher un mouvement de solidarité basé sur le concept de CORVÉE où des jeunes s'associent pour l'autoconstruction de 12 maisons écologiques, entre autres.
1	Bas-St-Laurent	Les bioproduits de Ste-Rita (Coop les Basques)	Développer les bioproduits	Exploiter le potentiel des bioproduits par la mise en valeur des terres abandonnées et renforcer des activités d'économie sociale par des activités agroforestières non traditionnelles.
1	Bas-St-Laurent	Municipalité de Mont-Carmel	Gestion multiressource de la forêt	Mise en place d'un nouveau modèle de gestion multiressource de la forêt publique par la communauté
1	Bas-St-Laurent	Club Agri-Tech 2000	Culture du Miscanthus Giganteus	Introduire la culture du Miscanthus giganteus dans la MRC et de bâtir un niveau de production permettant d'atteindre une masse critique nécessaire à une mise en marché.
1	Bas-St-Laurent	Coop de développement régional du BSL et de la CN	Appuie à des projets dans le domaine des énergies renouvelables	Appuyer une dizaine de coopératives en énergie renouvelable.
1	Bas-St-Laurent	Agrobiopole BSL	Développement durable des bioressources	Concevoir, mettre au point et valider une méthodologie de planification du développement durable des bioressources d'un territoire fondée sur une approche multidisciplinaire.
1	Bas-St-Laurent	Les saveurs du BSL (RIMOUSKI)	Jumelage avec la France pour le développement agroalimentaire	Effectuer un jumelage avec le territoire français afin de partager et d'aller chercher une expertise dans le but de transmettre et de mobiliser les entreprises reliées au domaine agroalimentaire.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	MRC Domaine-du-Roy	Cadre opérationnel d'une vision stratégique	Documenter un processus d'accompagnement et d'animation du milieu, élaborer des indicateurs de performance, tester des approches.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

**ANNEXE 1**

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

<b>No. de la région</b>	<b>Région</b>	<b>Porteur</b>	<b>Titre</b>	<b>Description</b>
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Interaction Qui ltée (OSBL) (Hébertville)	Réseau Métis Saguenay-Lac-St-Jean	À partir de l'emblème animalier de notre région, réaliser un signe couvrant le territoire d'une superficie de 140 km x 40km. Il s'agit de construire 60 sculptures à l'effigie de la Ouananiche à tous les 5 km.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Nutrinor (coop) (St-Bruno)	Micro production de biodiesel	Développer une technologie visant à produire du carburant biodiesel végétal en modifiant certaines composantes.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Portes ouvertes sur le Lac (OBSL) (St-Félicien)	Portes ouvertes sur le Lac	Stratégie en 4 volets qui vise à accroître l'arrivée et l'intégration socio-professionnelle de 30 foyers par année pendant 4 ans pour contrer la dévitalisation et répondre aux besoins en main-d'œuvre.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Larouche (municipalité)	Centre culturel international de Larouche	Concept en deux volets visant à implanter un centre culturel d'envergure internationale, dédié à la promotion d'artistes québécois et canadiens tout en créant un produit d'appel touristique majeur et structurant pour le milieu.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	CLD Domaine-du-Roy (St-Félicien)	Filière courte de production d'énergies renouvelables	Expérimenter en milieu rural la mise en place d'une filière courte de production d'énergies renouvelables. Élaborer et implanter un modèle communautaire d'autonomie énergétique, par l'utilisation de modes de production et de consommation responsables.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	MRC du Fjord-du-Saguenay	Table de concertation école-communauté	Créer une plate-forme de concertation territoriale permanente dédiée à la réalisation de projets répondant aux enjeux communs afin d'assurer la vitalité des écoles et des milieux.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	PDFD Charlevoix - Bas-Saguenay	Modèle de gestion territorial	Explorer les possibilités de travailler différemment l'approche de gestion de territoire en misant sur la reconnaissance de ce que chaque partie impliquée peut apporter et sur les caractéristiques spécifiques d'un territoire qui en dépend.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Syndicat de bleuets (DOLBEAU)	IGP Bleuets du Saguenay-Lac-St-Jean	Construire et expérimenter une démarche efficiente de développement d'une indication géographique protégée (IGP) avec l'aide de chercheurs du Québec et de la France, les acteurs du milieu.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Société de développement l'Anse-aux-foin (St-Fulgence)	Regroupement de service pour une revitalisation du village	Fusionner la bibliothèque municipale avec celle de l'école, se doter d'une salle communautaire et de loisir par l'utilisation de l'église et du presbytère, regrouper l'ensemble des organismes de la municipalité dans ses locaux.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Coop forestière de Girardville	Commercialisation des produits forestiers non-ligneux	Développer un réseau d'approvisionnement de produits forestiers non ligneux, développer la gamme de produits et des procédés de transformation, développer la commercialisation.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
2	Saguenay-Lac-St-Jean	CIAR (musée) (Métabéchuane)	Musée de territoire	Utiliser le concept du musée de territoire pour mettre à contribution les forces vives du territoire. Ce concept met en valeur les richesses historiques et patrimoniales d'un territoire et de ses composantes et permet de positionner le territoire sur le marché à travers plusieurs sphères de la culture.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Centre intégré de cuisine évolutive	Chaîne de valeur régionale	Intégration pour une chaîne de valeur régionale de la production à la table. Cuisine réunissant chefs et chercheurs.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Les Jardins Maria-Chapdeleine (DOLBEAU)	Centre intégré	Créer un centre intégré de formation, de transformation et de commercialisation collective qui vise à développer de nouveaux produits issus de l'agriculture nordique régionale, principalement basé sur les petits fruits.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Cercle des fermières de St-Fulgence	Créer des liens sociaux à partir de nos savoirs	Créer des liens sociaux par le biais de produits mettant en relief nos savoirs, nos valeurs témoignant de notre vécu rural.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	Val-Éo	Fond de développement des énergies	Mettre en place un fond de développement des énergies renouvelables qui permettrait aux projets de rester sous contrôle rural.
2	Saguenay-Lac-St-Jean	MRC Domaine-du-Roy	Gouvernance territoriale dans la MRC Domaine-du-Roy	Créer une gouvernance territoriale basée sur des relations structurées et cohérentes.
3	Capitale Nationale	Savoir faire Île-d'Orléans (Ste-Famille)	Certification "Savoir faire Île-d'Orléans"	Mise en place d'une marque de certification sous l'appellation « Savoir faire Île-d'Orléans » attribuée aux produits et services des entreprises qui satisfont le cahier de charge.
3	Capitale Nationale	Coop de solidarité de l'Arbre (LesÉboulements)	Charte environnementale pour une nouvelle foresterie	Créer une charte environnementale de protection et d'exploitation écologique pour développer une nouvelle foresterie en forêt privée et diversifier la production écoforestière dans les 2e, 3e et 4e transformations et vers les produits non ligneux.
3	Capitale Nationale	Chambre de commerce de Charlevoix	Charlevoix région apprenante	Développer des solutions d'apprentissages ingénieuses abordant les défis tenaces des économies rurales.
3	Capitale Nationale	MRC Charlevoix	Protection des paysages	Démarche qui vise à favoriser l'intégration et la prise en compte de la préoccupation paysagère dans les activités des organisations du milieu et à reconnaître le rôle et l'importance des paysages dans l'économie.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

**ANNEXE 1**

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
3	Capitale Nationale	St-Aimé-des-Lacs	Plan de conduite de gestion des lacs	Élaborer un plan de conduites de gestion des lacs afin que les élus puissent utiliser tous les outils à leur portée pour assurer la santé des lacs en plus de la création d'un lieu de sensibilisation et d'échange d'information.
3	Capitale Nationale	CLD Côte-de-Beaupré	Remise en culture de terres en friche	Remise en culture de terre en friche, l'implantation de cultures à saveur patrimoniale, la création et le maintien d'une banque de terres et la création d'outils technologique de stimulation de l'agriculture.
3	Capitale Nationale	CLD Côte-de-Beaupré	Développer de nouveaux marchés pour les produits agroalimentaires	Mettre en place de nouveaux réseaux de distribution, créer une mise en marché inventive afin d'augmenter la part de marché et la rentabilité des producteurs agricoles et transformateurs alimentaires.
3	Capitale Nationale	MRC Côte-de-Beaupré	Transformation de divers résidus en éthanol	Combiner la valorisation des résidus organiques locaux, forestiers et agricoles et à production d'éthanol cellulosique dans un procédé ne générant aucun rejet non recyclable.
3	Capitale Nationale	Vallée-du-Bras-du-Nord	Parc régional écotouristique et champêtre	Une adaptation des concepts et outils développés dans le cadre de la revitalisation des centres-villes et par le modèle des parcs régionaux ruraux.
3	Capitale Nationale	Association de mise en valeur des bovins de race Canadienne dans Charlevoix	La réintroduction de la race bovine Canadienne	La réintroduction, le développement et la gestion génétique collective de la race bovine canadienne afin d'établir une population saine et permanente. Cahier de charge à produire.
4	Mauricie	CLD Maskinongé	Jardinage économique	Assister les entrepreneurs locaux en leur fournissant des renseignements pratiques et stratégiques.
4	Mauricie	Héritage Vallée-de-la-batiscan (St-Adelphe)	Bastican vallée de rêve, Vallée d'espoir	Rassembler la population locale et les élus à une responsabilité collective d'une vision de développement en harmonie avec la rivière en soutenant des initiatives innovantes et en mettant en œuvre des plans d'action identifiés par les citoyens en vue d'en faire les artisans de leur milieu.
4	Mauricie	La Ferme des jeunes Mauricie (Hérouxville)	Ferme-École exploratoire pour les 16-25 ans	Ferme-école pour les 16-25 ans pour permettre une expérience sur le terrain et faciliter l'intégration au marché du travail.
4	Mauricie	Coop de solidarité vert la vie	Approche multi-thématique au cœur de l'éco-quartier	Planter plusieurs services au cœur de l'écoquartier : la construction de logements écologiques, implantation d'une ressource d'hébergement pour personne âgée, création d'une forêt éducative, implantation d'un système de chauffage communautaire utilisant la biomasse, etc.



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
4	Mauricie	Conseil de la nation Atikamekw	Coop de développement économique et culturelle	Créer une coopérative de développement économique et culturel atikamekw destinée à valoriser et à renouveler les produits issus des savoir-faire traditionnels basés sur le travail de l'écorce.
4	Mauricie	Syndicat de l'UPA de Normandie	Incubateur agricole Mékinac	Offrir à des jeunes de la relève la possibilité d'occuper gratuitement des bâtiments agricoles non utilisés afin de leur permettre de démarrer en agriculture.
5	Estrie	Syndicat de base de l'UPA de Valcourt et Richmond	Réseau de collecte et récupération	Mise en place d'un réseau de collecte et récupération des plastiques agricoles utilisés pour l'enrobage d'ensilage.
5	Estrie	St-François de-Xavier-de-Brompton	Production d'énergie à partir de la méthanisation du lisier	Acquérir une technologie européenne de production d'énergie à partir de la méthanisation des lisiers, l'adapter aux conditions de production québécoise et faire la démonstration de sa rentabilité à l'échelle des producteurs locaux.
5	Estrie	CLD Val-St-François	Sentiers de quads respectueux de l'environnement	Créer un produit d'appel en tourisme, tout en solutionnant la problématique des véhicules hors route, en réalisant des sentiers quads respectueux de l'environnement et péréniés par des droits de passage de 25 ans.
5	Estrie	Richmond	L'ardoise comme élément de préservation du patrimoine bâti	Faire de Richmond une référence en matière de préservation, conservation et restauration concernant les produits d'ardoise. Mobiliser la population pour la sensibiliser, l'informer, la former, etc.
5	Estrie	CLD Haut-St-François	Circuits-courts gérés et tenus par des agriculteurs	Planter une mise en marché permanente par circuits courts. Mise en place de point de vente collectifs permanents, montés, tenus et gérés par des groupes d'agriculteurs.
5	Estrie	Comission scolaire des Hauts-Cantons (east angus)	Cités-écoles	Expérimenter le concept « Cité-école » : approche innovante émergeant du milieu de formation à la citoyenneté en milieu rural et d'engagement social d'élèves en concertation et en partenariat large du territoire.
5	Estrie	Table de concertation aux aînés Memphrémagog (magog CT)	Carrefour d'interface des générations	Mettre en place une structure d'accueil et de jumelage des compétences intergénérationnelles.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
7	Outaouais	Carrefour jeunesse emploi pour Complicité emploi	Exporation de nouvelles avenues à l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre	Explorer de nouvelles avenues de solutions à la problématique d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre dans la MRC par l'établissement de partenariat et la bonification de mesures.
7	Outaouais	MRC Vallée de la Gatineau	Exploration de la polyvalence de la forêt	Le projet vise à développer et expérimenter un mode de gestion territorial qui transfère à un organisme tiers la gestion d'une portion du territoire publique.
7	Outaouais	MRC Pontiac	Direction innovante en foresterie	Exploration des modes de gestion du territoire forestier et des ressources, rôles des communautés, coopération entre partenaires, responsabilisation et imputabilité de la MRC.
7	Outaouais	MRC des Collines de l'Outaouais	H2O DES COLLINES	Instauration d'un programme de surveillance et de gestion de l'eau. Le laboratoire devra s'assurer de la mise en œuvre, par municipalité, d'outils spécifiques.
7	Outaouais	Municipalité Notre-Dame-de-la-Sellette	Laboratoire de transformation de la matière première cultivée	L'implantation de la culture de plantes indigènes à valeur ajoutée et leur transformation notamment en produits nutraceutique.
7	Outaouais	Coop de gestion de la forêt de l'aigle	Laboratoire d'analyse et de valorisation de l'eau	Effectuer, contre rémunération, les analyses sanitaires et physico-chimique requises de l'eau.
8	Abitibi-Témiscamingue	Comité de développement local (Laforce)	Alliance stratégique pour le développement intégré des ressources	Mise en place d'une alliance stratégique entre les communautés sous la forme d'une mise en commun des connaissances du milieu, l'acquisition de données et la production d'un plan d'action. Inventaire multiressource en plus du plan conjoint d'aménagement multiressource.
8	Abitibi-Témiscamingue	Centre communautaire de La Motte	Récupérer et recycler l'église	Sauvegarder la bâtisse de l'église en conservant son cachet architectural, transformer la nef en salle multifonctionnelle tout en réservant le cœur pour la pratique du culte, rentabiliser la salle.
8	Abitibi-Témiscamingue	MRC Témiscamingue	Station d'observation en développement des petites collectivités	Développer une station d'observation et d'expérimentation en développement des petites collectivités. Ses travaux s'organiseraient en deux volets : expérimentation et observation.
8	Abitibi-Témiscamingue	Senneterre	Valorisation des cendres industrielles en milieu forestier	Caractériser l'effet des cendres sur la croissance des arbres, la qualité de l'eau et des sols, la faune et la flore et à déterminer le potentiel à créer de nouveaux emplois stables liés à la forêt.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
8	Abitibi-Témiscamingue	CLD Témiscamingue	Biocombustible à partir de biomasse forestière et agricole	Projet de production de biocombustible à partir de la biomasse forestière et agricole récoltée. Cela servira au chauffage collectif afin d'avoir un levier pour d'autres projets comme des serres.
8	Abitibi-Témiscamingue	Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue	Protection de l'Esker St-Mathieu-Berry	Le développement d'une formule de gouvernance pour la protection et la mise en valeur des eaux souterraines en Abitibi.
8	Abitibi-Témiscamingue	Rapide-Danseur porte parole du Regroupement de municipalité	Nouvelle gouvernance dans la gestion globale du territoire	Le projet consiste à regrouper des municipalités, des producteurs agricoles et forestiers afin de développer un plan d'intervention structuré de mise en valeur des terres laissées en friche.
8	Abitibi-Témiscamingue	Est-Prix Jeunesse	Motivation à la relève à l'école	Le projet vise la participation des jeunes aux conseils municipaux par l'intégration d'élus scolaires.
8	Abitibi-Témiscamingue	École de cirque clin d'Œil	Les Arts du cirque: un lieu de rencontre	Se servir des arts du cirque pour permettre aux gens de bouger et de créer un lieu de rencontre pour la famille, pour l'intégration des handicapés et des personnes âgées.
8	Abitibi-Témiscamingue	Développement économique La Sarre	Circuits économiques courts et nouveaux produits	Mettre à profit l'expertise des partenaires et faciliter le maillage afin de démontrer la capacité du milieu rural à effectuer la transformation des viandes et à les commercialiser.
8	Abitibi-Témiscamingue	CUMA d'Abitibi-Ouest	Utilisation des vieilles écorces à des fins agricoles et énergétiques	Le projet consiste à développer des technologies novatrices permettant l'utilisation de vieux parcs d'écorces pour produire un nouveau type de litière à bovins et des matériaux combustibles pour les chaudières.
8	Abitibi-Témiscamingue	CRSBPATNQ - RÉSEAU BIBLIO	AT BRANCHÉ	L'appropriation du médium de la visioconférence et de la vidéoconférence par les localités et la diffusion de contenu et d'échanges entre les communautés rurales et le monde.
8	Abitibi-Témiscamingue	Cellule d'aménagement des Coteaux	Grappe industrielle agro-énergétique axée sur la culture du saule	L'utilisation du saule (expérimentation de divers cultivars) et sa mise en culture sur une quantité suffisante d'hectares afin de faciliter l'implantation locale d'usine de transformation.
8	Abitibi-Témiscamingue	Société de développement du Témiscamingue (SDT)	Développement du milieu rural et utilisation des nouvelles TIC	L'appropriation du réseau collectif à large bande par une utilisation optimale des nouvelles TIC dans le monde de l'éducation et de l'administration publique.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
8	Abitibi-Témiscamingue	Becs et Jardins	Le Sentier Urbain	Développement d'activités économiques touristiques axées sur la sensibilisation et l'utilisation d'alternatives écologiques dans un contexte d'insertion sociale et de services à la communauté.
8	Abitibi-Témiscamingue	Génies en herbe Harricana	Le savoir par le loisir	Formation d'animateur, création de modules de jeux, site Internet, etc.
9	Côte-Nord	Corporation de développement patrimonial, culturel et touristique de Natashquan	Coop de solidarité Shiupu en tourisme équitable	Démarche de prise en charge collective en commercialisant à l'international des forfaits d'aventure et d'excursion dont les retombées profiteront au milieu.
9	Côte-Nord	Longue-Pointe-de-Mingan	Centre de services à la famille	Réunir tous les services essentiels à la famille qui sont inexistantes dans le village: 1) initier un service de garderie aux horaires flexibles 2) service de garde aux enfants scolarisés midi et soir 3) création d'un camp de jour pour les locaux et les touristes 4) volet intergénérationnel.
9	Côte-Nord	Table de concertation jeunesse de Chute-aux-Outarde	Bonification et exportation du programme "mon ami, mon village"	Développer 3 nouveaux volets au programme « mon ami mon village ».
9	Côte-Nord	Les Douces Heures de l'Age (OSBL)	La maison des aînés	Construction d'une maison des aînés pour de l'hébergement et la mise en place de services connexes nécessaires aux aînés (ex. transport, popote roulante, centre de jours, etc.).
9	Côte-Nord	Société des ressources de forestville	Multiplis utilisations de la fibre de bois vert	Développer une utilisation de la fibre de bois vert pour le chauffage de bâtiment, dans la production de biodiesel destiné à alimenter des productions de culture en serre, mise en place d'un projet de ligniculture, etc.
9	Côte-Nord	Comité provisoire de coop de conditionnement physique	Coopérative de conditionnement physique	Mise en place d'une Coopérative de conditionnement physique.
9	Côte-Nord	Golf et loisirs Forestville, coop	Étude sur l'efficacité de l'Elliptio complanata	Confirmer l'efficacité de l'Elliptio complanata pour éliminer les coliformes fécaux et autres bactéries se retrouvant dans les effluents des systèmes de traitement des eaux usées, pour une réutilisation à des fins récréatives.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
9	Côte-Nord	Journal communautaire le Portageur	Coopérative pour prendre en charge les infrastructures de communication et culture	Mise sur pied d'un centre régional en culture et communications, création et opération d'une coop avec formation des travailleurs en câblodistribution, TIC, journalisme, achat et pose de fibres optiques entre les villages.
9	Côte-Nord	Municipalité de Sacré-Cœur	Centre intergénérationnel	Créer un centre intergénérationnel où les gens de tous âges pourraient faire le troc de leurs compétences et connaissances.
9	Côte-Nord	La Nord côtière (COOP)	Initiatives de consolidation d'emplois	Essai et expérimentation de nouvelles initiatives de consolidation d'emplois par le regroupement de secteurs d'activités menacés par la pénurie de main-d'œuvre. Créer une entreprise de services collectifs regroupant des entrepreneurs des divers secteurs d'activités économiques.
9	Côte-Nord	Villa Forestville	Agrandissement de la Villa Forestville	Augmenter le nombre de logements disponibles et offrir un plus large éventail de services comme repas et gardiennage de nuit.
9	Côte-Nord	MRC Minganie	Valoriser le travail de la jeunesse	Mise en valeur des sites naturels au moyen d'expéditions avec des jeunes et construction d'un bateau à voile en découvrant une nouvelle technique.
9	Côte-Nord	MRC Minganie	Établissement d'entreprises novatrices	Mettre en place un certain nombre de mesures pour favoriser l'installation de nouvelles populations et surtout des entrepreneurs (concours à l'innovation, bureau pour l'incubation, réseau de contacts, etc.).
9	Côte-Nord	Centre de développement agricole de Sept-Rivières	Développement de superficies supplémentaires pour les bleuetières	Mettre à la disposition des producteurs locaux de bleuets les équipements et l'expertise nécessaire au développement des superficies afin de permettre une exploitation rapide.
9	Côte-Nord	l'Île-d'Anticostie	Couplage diesel-éolien	Couplage diesel-éolien à forte pénétration.
9	Côte-Nord	Municipalité Baie-Johan-Beetz)	Produits maraîchers frais à l'année	Construire une serre opérationnelle à l'année, cultiver des légumes, explorer la possibilité de cultiver et transformer les alques en engrais.
10	Nord-du-Québec	FauneENord (OBNL)(Chibougamau)	Coop produits forestiers non ligneux Nord-du-Québec	Mettre sur pied une Coopérative de récolte, de transformation et de distribution des produits forestiers non ligneux.
11	Gaspésie - IDLM	Développement communautaire Unile (IDLM)	Virage agroalimentaire	Effectuer un virage agroalimentaire nécessaire à son développement durable. Cette démarche vise la mobilisation de la communauté sur un projet collectif devant permettre une prise en charge du milieu par ses pairs. Permettre l'arrimage entre l'agroalimentaire et l'agrotourisme.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
11	Gaspésie - IDLM	CONTACT (coop) (St-Elzéar)	Village rural du futur	Mettre en place un cillage rural du futur qui met en application les concepts de développement durable. Par l'intégration de tous les secteurs, l'objectif est de créer un équilibre entre l'environnement exploité et la consommation des individus tout en permettant un niveau de vie relativement élevé.
11	Gaspésie - IDLM	SDEP (Percé)	Percé sans fil	Mettre en place un service de télécommunication capable de délivrer l'internet de façon rapide et efficace. Il s'agit d'un pré WIMAX.
11	Gaspésie - IDLM	Murdochville	Carrefour des énergies renouvelables	Expérimenter différentes sources et technologies de production d'énergies renouvelables à partir des ressources disponibles et diffuser le savoir-faire aux collectivités rurales du Québec.
11	Gaspésie - IDLM	Journal régional Graffici	Plateforme de communication régional	Plateforme de communication composée d'un journal mensuel, site internet, réseau de distribution collectif.
11	Gaspésie - IDLM	Comité héritage du chemin Kempt	Une route de pèlerinage avec le chemin Kempt	Faire une étude de marché pour vérifier le potentiel de développer une route de pèlerinage avec le chemin Kempt.
11	Gaspésie - IDLM	CIRADD	Centre de recherche en développement durable	Planter, en lien avec le Centre d'études collégiales de Carleton, un centre de recherche et de concertation d'envergure régionale qui sera une ressource au service des collectivités pour tout ce qui touche le développement durable.
11	Gaspésie - IDLM	MRC Roché Percé	le pratique agroforestières agrosylvopastorale	Évaluer la pertinence et la faisabilité de l'utilisation des systèmes agroforestiers agrosylvopastoraux pour la mise en valeur de l'espace rural.
11	Gaspésie - IDLM	Unis-Vers jeunes inc.	Mise en mouvement	Mettre en mouvement une population rurale touchée par une sous scolarisation et un taux d'inactivité par une approche basée sur une expertise psychosociale en travail de milieu. Créer un lieu d'appartenance par le truchement d'un motorisé aménagé permettant d'offrir de l'information, des ateliers, des activités spéciales. Création d'un lien transgénérationnel à l'intérieur des villages.
11	Gaspésie - IDLM	Chambre de commerce Bonaventure/St-Siméon/St-Elzéar	Opération racine	Mise sur pied d'un vaste réseautage virtuel et réel en 3 volets : transfert d'expérience, les opportunités d'affaires et le sentiment d'appartenance.
11	Gaspésie - IDLM	Ass. Coop de consommation de Percé	Produire la santé ensemble	Améliorer la santé individuelle et collective et accroître la sécurité alimentaire par le développement d'initiatives novatrices de prise en charge de l'alimentation par et pour la communauté.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
11	Gaspésie - IDLM	Conseil régional en environnement	Développement socio-économique régional cohérent avec développement durable	Appliquer le concept de développement durable. Le projet vise en partie l'accompagnement des leaders socio-économique dans leurs prises de décision touchant le développement régional.
11	Gaspésie - IDLM	Les Perséides	Observatoire sur les arts et la nature	Transformer l'ancien centre d'interprétation de la nature en observatoire multidisciplinaire sur les arts et la nature. Créer un lieu permanent de création et de recherche et un lieu de résidence orienté sur l'utilisation optimale des NTIC.
11	Gaspésie - IDLM	Centre vaste et vague (OBNL)	Voie de l'avenir	Offrir à la communauté un laboratoire mobile de création et de perfectionnement artistiques et technologiques par le biais d'ateliers accessibles et offerts par des professionnels.
11	Gaspésie - IDLM	Coop de solidarité du Cap	Une dynamique sociale créatrice d'emplois pour la Haute-Gaspésie	Agriculture biologique, implantation et gestion collective d'une forêt habitée, volet culturel et d'éducation à l'environnement.
11	Gaspésie - IDLM	Action travail chaleurs	Coop rue de la cité	Café Internet, auberge de jeunesse, buanderie, salle d'activité.
11	Gaspésie - IDLM	Le bon goût frais des Iles	Mise en marché inventive pour les produits du terroir	Offrir une mise en marché des plus inventive pour promouvoir les produits du terroir existants tout en incitant les gens du milieu à développer un nouveau produit de spécialité.
12	Chaudière-Appalaches	BOCARB Canada et FORMACA	Récupération des huiles usées	Mettre sur pied un réseau de récupération des huiles usées et mettre en place une unité de production de biocarburants.
12	Chaudière-Appalaches	MRC L'Amiante	Solutions technologiques pour la production d'énergie verte	Identifier par des recherches et implanter des solutions technologiques permettant au monde municipal de considérer les déchets ultimes comme des ressources premières afin de les utiliser pour produire de l'énergie verte.
12	Chaudière-Appalaches	Radar-réseau loisir (OBNL) (St-Sylvestre)	Écovillage	Création d'un écovillage poursuivant 4 objectifs : la consommation responsable, le développement économique, la création de réseaux sociaux et le transfert de connaissances.
12	Chaudière-Appalaches	CLD Montmagny	"Assiette de pays" de la MRC Montmagny	Importé et adapté le concept « Assiettes de pays en Aquitaine » à la MRC Montmagny.
12	Chaudière-Appalaches	CJE Lotbinière	Accueil et intégration de nouvelles population par la communauté	Développer des outils pour accroître et maintenir la population, développer une structure d'accueil, faire connaître la MRC, développer un réseau avec le monde de l'éducation, de la santé, communautaire, municipal et économique.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
12	Chaudière-Appalaches	CLD Robert-Cliche	Coop de solidarité pour une offre globale en soins de la santé	Développer un réseau de services de proximité en soins de santé sous forme coop et expérimenter un volet prévention, inspiré du modèle japonais.
12	Chaudière-Appalaches	Club Parentaïde Beau-Centre (Beauceville)	Camps les Étincelles	Mettre en place le Camp les Étincelles, dans une école désaffectée, pour offrir aux familles, aux jeunes et aux organisations de la région les services suivants : camps familiaux, camps de jour, camps de vacances, sortie scolaire, etc.
12	Chaudière-Appalaches	Coop PFNL MRC l'Islet	Diversifier les activités sociaux-économiques par l'exploitation des PFNL	Mettre en place et évaluer un nouveau modèle de développement intégrant différentes activités innovatrices d'exploitation des PFNL.
12	Chaudière-Appalaches	CLD Beauce-Sartigan	Métamorphose village	Mise à la disposition des municipalités des ressources professionnelles, incluant l'accompagnement d'une équipe multidisciplinaire de design rural pour enclencher un processus de renouvellement de leur vie communautaire.
12	Chaudière-Appalaches	Synergie Gaïa (OSBL) (St-Damien-de-Buckland)	Campus Terra Nova	Le Campus Terra Nova abritera un projet de démonstration en vue de créer un modèle de synergie locale rejoignant les divers champs d'activités rurales. Établissement d'une table de l'économie sociale et du développement durable représentative du milieu et oeuvrant en synergie avec celui-ci.
12	Chaudière-Appalaches	Régie intermunicipale de Beauce-Amiante (Tring Jonction)	Centre d'expertise en gestion stratégique des matières organiques recyclables	Créer un centre d'expertise et de gestion stratégique des matières organiques recyclables adaptées aux communautés rurales.
12	Chaudière-Appalaches	CLD Etchemins	Énergie propre à de multiples usages	À partir de matières premières différentes, produire une énergie propre à de multiples usages en remplacement d'énergies polluantes.
12	Chaudière-Appalaches	Cirque ADODADO (Disraeli)	Cirque ADODADO comme levier de développement socio-économique	Explorer divers moyens afin que le CIRQUE ADODADO devienne un levier du développement socio-économique de Disraeli et les municipalités environnantes.
12	Chaudière-Appalaches	CLD Thetford	Réseautage culture-école	Développer un programme éducatif régional qui permet à la fois aux attraits touristiques locaux de se réseauter et aux élèves de mieux connaître et apprécier les richesses naturelles, culturelles et patrimoniales de leur région.



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
12	Chaudière-Appalaches	Municipalité Notre-Dame-du-Rosaire	Centre de formation et de diffusion en cirque équestre	Créer un lieu culturel par la mise sur pied d'un centre de formation aux disciplines liées au cirque. Centre de formation et de diffusion en cirque équestre.
12	Chaudière-Appalaches	MRC Montmagny	Solutions novatrices au financement des installations septiques	Offrir une solution novatrice aux contribuables pour la réalisation et le financement de leur installation septique, en permettant l'amortissement sur 10 ou 15 ans.
12	Chaudière-Appalaches	Comité de développement de Ste-Clotilde	Accueil de nouvelles familles	Réussir l'accueil et l'intégration d'une douzaine de familles immigrantes dans son école, dans ses entreprises et dans sa communauté.
12	Chaudière-Appalaches	Les Frigos-Pleins	Gestion intégrée des activités de l'agroalimentaire	Développer une gestion intégrée territoriale en mettant en valeur l'accès à la terre, les productions agricoles locales, la transformation de produits et les réseaux de distribution.
12	Chaudière-Appalaches	Buckland, St-Léon, St-Nazaire et St-Philémon	Projet d'intercommunalité	Mettre en lien des actions durables de développement, de communication et de socialisation pour développer un projet de territoire.
12	Chaudière-Appalaches	Centre-Est-Nord-Est	L'Atelier des paysages	Mettre la communauté en action créative dans la préservation et la mise en valeur des paysages pour un développement socio-économique durable.
12	Chaudière-Appalaches	Société du patrimoine de Ste-Claire	Prévost Car : Attrait patrimonial	Initier un partenariat public-privé dans la sauvegarde et la mise en valeur d'un patrimoine spécifique local. Relocaliser l'exposition Prévost, restauration de bâtiment.
14	Lanaudière	Lanaupôle Fibres (OBNL) (Berthierville)	Filière industrielle "Plantes à fibres végétales annuelles"	Planter sur le territoire rural de la région une filière industrielle « Plantes à fibres végétales annuelles » non existante actuellement. Maîtrise de toutes les étapes jusqu'à la mise en marché de nouveaux produits bios incorporant des fibres végétales locales.
14	Lanaudière	CLD Joliette	Complémentarité rurale-urbaine en matière de culture	Mise en place des activités consolidant le rayonnement culturel et utilisation de l'offre dans les milieux ruraux comme levier à la mobilisation citoyenne et à la création de liens entre les municipalités rurales et urbaines du territoire.
14	Lanaudière	Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	Saule: bio filtration et producteur d'énergie	La purification des effluents municipaux dans un système de bio filtration à base de saules à croissance rapide et l'utilisation de la biomasse de saule pour le chauffage d'un établissement public.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
14	Lanaudière	Coop de solidarité Écogepro	Forêt écosystémique	La gestion du massif forestier de façon globale en tenant compte des potentiels et services que ces milieux rendent à la population (exemple: faire de la foresterie durable dans un habitat faunique).
14	Lanaudière	CJE- Montcalm	Création d'une Cité des jeunes	La mise à contribution de l'ensemble des expertises pour créer un environnement physique et conceptuel favorable à mettre en actions les forces vives du milieu afin de maximiser le développement de la richesse première: les jeunes.
15	Laurentides	MRC Laurentides	Vitrine technologique de la gestion de l'eau	Favoriser la recherche et le développement d'alternatives novatrices de la gestion de l'eau. Vitrine technologique à laquelle se grefferont des activités récréotouristiques.
15	Laurentides	TerreVie-Fonds Foncier communautaire	Plan d'aménagement intégré	Développer un modèle de développement qui intègre la conservation des milieux naturels à la mise en place d'une coopérative d'habitation écologique.
15	Laurentides	MRC Argenteuil	Stratégie d'empowerment pour la santé des communautés	Habiliter les municipalités et leurs partenaires à élaborer et à mettre en œuvre les différentes stratégies visant l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie dans le cadre du programme 0-5-30.
15	Laurentides	Municipalité Lac-St-Paul	Modèle de développement communautaire	Établir un plan stratégique de développement durable selon une démarche de gestion et de démocratie participative afin de mettre sur pied une communauté rurale basée sur le concept de cohabitat.
15	Laurentides	MRC Pays-d'en-Haut	Augmenter la qualité de l'eau et le nombre de kilomètre de rives boisées	Engager une personne ressource spécialisée en biologie afin de connaître l'état de situation des rives, informer la population, les accompagner, etc.
15	Laurentides	Projet équestre Goldie	Thérapie assistée par le cheval pour enfants avec difficultés d'apprentissage	Aider les enfants avec des difficultés d'apprentissages du niveau primaire à mieux s'intégrer et évoluer de façon normale au sein de la société par le biais de la thérapie assistée par le cheval.
15	Laurentides	Conseil régional de l'Environnement (ST-Jérôme)	Modèle de protection et de valorisation des paysages à l'échelle régionale	Réaliser un diagnostic paysager effectué à partir d'une caractérisation des paysages et développer un modèle d'actions.
15	Laurentides	APEHL - Floraberge	Approche de dynamisation locale à partir des produits locaux	Expérimenter diverses approches de dynamisation de l'économie locale en développant le marché local pour les produits agro-alimentaires, forestiers et manufacturiers, particulièrement les petites productions et celles artisanales.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
15	Laurentides	CLD Antoine-Labelle	Développer de nouveaux créneaux d'excellence en agriculture	Diversifier et rentabiliser les grandes cultures produites sur le territoire ainsi que répondre au désir d'innovation des agriculteurs.
15	Laurentides	Laurentides Économique (Mirabel)	Place à la relève entrepreneuriale	Offrir aux entrepreneurs vieillissants un accompagnement dans le transfert de leurs entreprises et offrir aux jeunes des outils pour devenir chef d'entreprise.
16	Montérégie	Au Cœur des familles agricoles	Le travailleur de rang	Formation suivie d'accompagnement aux intervenants des CSSS pour créer de la synergie pour le mieux-être de la collectivité. Il favorisera une meilleure compréhension des besoins, créera des rapprochements et axera sur l'entraide.
16	Montérégie	PRISME (syndicat) Sherrington	Service d'analyses de proximité	Mise en place de services d'analyses de proximité adaptés aux contraintes de la production horticole.
16	Montérégie	PRISME (syndicat) Sherrington	Contrôle des insectes ravageurs sans dépendre des pesticides chimiques	Développer l'approche filière permettant de rendre accessible aux maraîchers une nouvelle technologie visant le contrôle des insectes ravageurs sans dépendre des pesticides chimiques
16	Montérégie	Coop de solidarité santé du Bas-Richelieu et des Maskoutain (Massueville)	Coop de santé intégrant l'ensemble des services offerts sur le territoire	Partenariat inédit avec les CSSS et les organismes communautaires du territoire en mettant la priorité sur la convergence des services et la complémentarité des expertises.
16	Montérégie	CLD Haut-St-Laurent (Huntingdon)	Micro-incubateur en transformation alimentaire	Mise en place d'un micro-incubateur et l'embauche d'un expert en R&D dans le domaine de la transformation alimentaire.
16	Montérégie	Corporation de développement de la rivière Noire (Roxton Falls)	Centre de valorisation de la matière ligneuse	Créer un centre de valorisation de la matière ligneuse. Ce centre aura pour mission d'optimiser la valeur des produits de l'aménagement forestier et des résidus d'usines de transformation du bois par la mise en place de tri, de transformation et de commercialisation.
16	Montérégie	Association rurale pour une énergie propre St-Armand	Laboratoire de recherche en culture et transformation du panic érigé en granules combustibles	Implanter un laboratoire de recherche en culture et transformation du panic érigé en granules combustibles, service de formation et d'expert-conseil aux agriculteurs intéressés.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
16	Montérégie	MRC La Haute-Yamaska	Outil de gestion pour caractériser les affectations du sol	Éprouver un outil de gestion du territoire qui permet de caractériser les divers usages et affectations du sol en terme d'apport potentiel de nutriments en relation avec la capacité de support des milieux aquatiques récepteurs.
16	Montérégie	Coop de Solidarité du Suroît	Coopérative multisectorielle	Mettre en place une nouvelle forme de gouvernance locale qui se traduirait par une coopérative multisectorielle.
16	Montérégie	CLD d'Acton	Coopérative d'entrepreneurs en innovation	Coopérative d'entrepreneurs en innovation.
16	Montérégie	Société d'Agriculture Missisquoi (Bedford)	Nouvelle vie aux infrastructures de l'industrie des chevaux de course	Redonner une nouvelle vocation aux infrastructures de l'industrie des chevaux de course, les rénover et les remettre au service des étudiants du primaire et secondaire. Projet éducatif permettant aux jeunes d'apprendre les sports équestres.
17	Centre-du-Québec	Coop de service de santé Robert Verrier	Service de santé global	Offrir des services complémentaires à une coop déjà en place (ex. psychiatre, éducateurs physiques, psychologues, etc.).
17	Centre-du-Québec	Coop de solidarité en développement local de Villeroy (Villeroy)	Coordination des coop de services de proximité	Analyser et expérimenter le partage de ressources entre coopératives de développement local et tout autre service de proximité.
17	Centre-du-Québec	Réseau de Prévention suicide des Bois-Frans (Plessisville)	Intervenants pivots pour la prévention du suicide en milieu rural	Arrimer chaque communauté rurale à un continuum de service pour les personnes en état de détresse psychologique, réduire l'isolement et les décès par suicide à l'aide d'intervenants pivots.
17	Centre-du-Québec	Table des préfets (Plessisville)	Partenariat novateur pour le partage d'informations géographiques	Mise en relation d'informations géographiques pour renforcer la compétence des organismes en place.
17	Centre-du-Québec	Coop de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-St-Pierre	Outil de concordance	Développer un outil pour évaluer la concordance des projets, d'en évaluer l'impact sur le plan socio-économique et environnemental.
17	Centre-du-Québec	CUBER (coop) St-Ferdinand-Halifax	CUBER	Coop de solidarité comme levier économique dans le but de créer et de soutenir les initiatives des communautés rurales qui sont porteuses de solutions.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 1

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
17	Centre-du-Québec	MRC Bécancour	Le développement d'une agriculture viable et diversifiée	Doter la MRC et ses partenaires d'un outil géomatique commun de caractérisation du territoire, identifier des pistes d'actions.
17	Centre-du-Québec	CLD de l'Érable	Maison des apports de l'immigration	Doter le territoire d'une structure d'accueil des immigrants et d'un plan de prospection.
17	Centre-du-Québec	Coop de développement agro-alimentaire-Forêt du Centre-du-Québec	Modèle d'organisation agroforestier durable	Promouvoir et mettre en lumière le potentiel agroforestier régional, répertorier et valoriser des espaces peu ou non valorisés et accéder au marché.
17	Centre-du-Québec	CÉREF	Centre d'éducation et de Recherche sur l'Eau et la forêt (CÉREF)	Création d'un centre d'éducation et de recherche sur l'eau et la forêt qui implique des chercheurs, des étudiants, des élèves de tous les niveaux et la population.
17	Centre-du-Québec	Lyster	Service de loisir de proximité	Création d'un service de loisir de proximité dédié à la qualité de vie des résidents.
17	Centre-du-Québec	Municipalité Canton de Chester-Est	Plate-forme d'animation pour une prise en charge de son développement	Trouver des façons novatrices d'impliquer la population dans un effort de revitalisation. Cibler le modèle de développement éolien le plus adéquat pour une très petite communauté rurale. Élaboration d'un carnet de route.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
1	Bas-St-Laurent	Club de l'âge d'or de la Rédemption	Centres communautaires d'information et d'initiation aux saines habitudes de vie	Le projet vise l'amélioration des habitudes de vie des gens de tous âges en milieu rural afin de favoriser l'augmentation du niveau de santé de la population et de permettre le développement des connaissances en conditionnement physique et en nutrition de la population active et des aînés.
1	Bas-St-Laurent	Coopérative de solidarité des gens d'ici	Coopérative de solidarité des gens d'ici : une innovation clinique à hauteur des besoins	Le projet repose sur une nouvelle façon de livrer les services de santé de premières lignes en intégrant une interaction accrue avec le citoyen et sa communauté à travers le développement d'un partenariat du système de santé actuel et une coopérative. La coopérative adopte une approche de prévention en fonction de la réalité particulière propre à chaque milieu.
1	Bas-St-Laurent	MRC Matapédia	Pôle d'excellence rurale -MRC Matapédia	Le projet vise à créer un patron d'application exportable dans le domaine du développement global et durable d'une collectivité et de son milieu.
1	Bas-St-Laurent	Coopérative forestière Haut Plan Vert	Bio-énergie sur les terres en friches	Le projet consiste à la mise en valeur des terres en friche par l'ensemencement de végétaux utilisés dans la production de granules énergétiques et ainsi générer un apport économique important pour tout le Témiscouata.
1	Bas-St-Laurent	Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers (SEREX)	Technologies de conversion thermique de biomasses agricoles et forestières	Le projet permettra l'investigation de toutes les sources de bioénergies et de bioproduits comme la biomasse forestière, les résidus de transformation du bois, le bois de recyclage, les graines de tournesol, etc. Le travail consiste à examiner les technologies permettant de convertir des biomasses d'origines agricole et forestière en biocombustibles et bioproduits.
1	Bas-St-Laurent	Oson l'osier	Culture intensive sur courte rotation du saule	L'expérience consiste en la culture intensive sur courtes rotations du saule comme système de biofiltre végétal pour la protection de l'environnement et le développement durable. Cette pratique optimise l'utilisation des ressources naturelles. Ce projet servira d'expérimentation de fondement à un système de purification et de recyclage des résidus à risques pour l'environnement.
1	Bas-St-Laurent	MRC de Kamouraska	Gestion intégrée de la zone côtière et des cours d'eau tributaires - MRC Kamouraska	Le projet consiste à expérimenter un mode de gouvernance basé sur la concertation afin d'impliquer concrètement la population de Kamouraska dans un processus visant une meilleure connaissance et un développement durable de la zone côtière de la MRC et de ses cours d'eau.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

**ANNEXE 2**

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
1	Bas-St-Laurent	La Corporation de développement économique de La Pocatière	Carrefour d'accueil en recherche rurale appliquée	L'objectif premier du projet est de consolider la présence universitaire en milieu rural. Concrètement, le laboratoire projeté amorcerait, évaluerait et diffuserait les résultats d'une série de mesures adoptées conjointement par les organismes partenaires du milieu.
1	Bas-St-Laurent	Coop de développement régionale Bas-Saint-Laurent/Côte-Nord	Projet collectif pour l'Équité	Le projet vise à sensibiliser les jeunes de niveaux primaire, secondaire, collégial et universitaire à l'importance de l'achat local et du commerce équitable.
1	Bas-St-Laurent	Coopérative de solidarité d'innovation et de développement énergétique de la Matapédia	Appui à des projets dans le domaine des énergies renouvelables	Le projet consiste à appuyer les projets des différentes communautés qui désirent mettre en valeur les énergies renouvelables sur leur territoire et qui souhaitent participer de façon active et structurée au plan d'économie d'énergie du Québec.
2	Saguenay -LSJ	MRC du Fjord-du-Saguenay	Réseau des écoles et des communautés réseautées du bas Saguenay Sud	Permettre le développement complet d'un réseau des écoles et communautés réseautées du Bas-Saguenay Sud. La mise en place de ce réseau permettra aux municipalités et à leur école respective de prendre en considération les interrelations entre les problématiques vécues par les populations de chaque milieu et de la communauté Bas-Saguenéenne dans son ensemble.
2	Saguenay -LSJ	Les Jardins Maria-Chapdelaine	Centre intégré de transformation et de commercialisation de petits fruits nordiques	Donner les moyens aux producteurs de transformer leurs productions localement et d'établir un maillage d'entreprises régionales afin de favoriser la mise en marché régionale de nouveaux produits. Les producteurs, les transformateurs et les futurs entrepreneurs auront accès aux équipements et aux locaux du Centre sur une base locative.
2	Saguenay -LSJ	Laboratoire création et innovation culinaire	Création et innovation culinaire	Accompagner les producteurs ou les transformateurs à partir de la demande de développement de produits en travaillant d'abord à partir du marché, des tendances et en ciblant les clients et marchés cibles pour élaborer un concept global de positionnement et commercialisation.
2	Saguenay -LSJ	Nutrinor	Micro production de biodiesel au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Le projet vise le développement d'un biocarburant en tenant compte des impacts sociaux et environnementaux de toute la chaîne de production sur le milieu.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
2	Saguenay -LSJ	Val-Éo, coopérative de solidarité	Société de développement des énergies renouvelables	Le projet consiste à consolider un ancrage local et collectif du droit de propriété de l'exploitation des ressources d'énergie renouvelable, de développer une expertise locale en énergie renouvelable et d'augmenter en faveur des communautés les bénéfices économiques. Dans un premier temps, l'aide financière sera utilisée pour compléter le plan d'affaires et financer les activités de recherche et innovation du groupe de ressources techniques.
2	Saguenay -LSJ	Municipalité de Larouche	Village musée de Larouche	Le projet vise à implanter un centre culturel d'envergure internationale dédié à la promotion d'artistes québécois et canadiens tout en créant un produit d'appel culturel et touristique majeur et structurant pour le milieu.
2	Saguenay -LSJ	Société d'information Lac Saint-Jean Télévision locale Dolbeau-Mistassini	Accès Info-net	Le projet consiste en l'implantation d'un système de diffusion par Internet de productions audiovisuelles afin de faciliter l'accès à l'information.
2	Saguenay -LSJ	Agence de gestion intégrée des ressources (AGIR)	Projet de forêt de proximité à l'échelle de la MRC	Le projet consiste à regrouper l'ensemble des partenaires et de mettre en place un seul projet de forêt de proximité à l'échelle de la MRC.
2	Saguenay -LSJ	Centre d'innovation et de développement expérimental du Lac-Saint-Jean	Complémentarité des expertises d'organisations liées à la filière forêt-bois	Optimiser sur un territoire fortement dépendant du secteur forestier, la synergie des différentes organisations du milieu afin de permettre le virage essentiel à la croissance et au développement du tissu industriel de la filière forêt-bois.
3	Capitale-Nationale	MRC de Charlevoix-Est	Conciliation famille-travail atypique en milieu rural	Soutenir les parents travaillant au quotidien dans des emplois atypiques, tant dans leurs déplacements que dans l'exercice de leurs responsabilités familiales par des actions et des services de proximité.
3	Capitale-Nationale	Coop des Arts de pointe	Construction d'un lieu culturel vitrine de l'expertise des artisans	Le projet a pour objectif la construction d'un lieu culturel qui sera la vitrine par excellence de l'expertise de ces artisans et deviendra par la même occasion un centre unique de diffusion, de promotion et de sensibilisation des métiers traditionnels.



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
3	Capitale-Nationale	Chambre de commerce secteur ouest de Portneuf	Éco-production d'énergie	Le projet consiste à établir un partenariat avec Hydro-Québec afin d'appliquer de façon optimum leur plan d'efficacité énergétique sur le territoire de petites localités rurales.
3	Capitale-Nationale	Vallée Bras-du-Nord, coopérative de solidarité	Approche holistique et intégrée du développement champêtre	Expérimenter la gestion intégrée et durable du territoire rural et favoriser les jeunes. L'expérimentation sera basée sur une adaptation des concepts et outils développés dans le cadre de la revitalisation des centres-villes et sur le modèle européen des parcs régionaux ruraux.
3	Capitale-Nationale	Municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	Plan de conduite de gestion des lacs	Le projet consiste à développer des outils d'évaluation et de suivi de l'eutrophisation des lacs, de développer et évaluer les techniques, les moyens préventifs et l'atténuation des problématiques qui y sont associées ainsi que le transfert de l'information aux décideurs municipaux.
3	Capitale-Nationale	Chambre de commerce de Charlevoix	Charlevoix région apprenante	Ce projet vise la mise en place de solution concrète dans un contexte de développement rural. Ce projet utilisera la promotion et l'utilisation stratégique des TIC afin de stimuler la croissance économique, renforcer la productivité, améliorer la qualité de vie et permettre à la région de participer pleinement.
4	Mauricie	Héritage Vallée-de-la-Batiscan	Bastican vallée de rêve, Vallée d'espoir	Le projet consiste en la création d'une zone écogastronomique et écotouristique faisant de la Vallée-de-la-Batiscan le premier laboratoire rural spécialisé en écodéveloppement.
4	Mauricie	CLD des Chenaux via une coopérative de solidarité	Mise en place de conditions innovantes pour le développement d'entreprises	Le but du projet est d'offrir un support innovant au démarrage d'entreprises sous la forme d'une maternité. Ce concept offre la possibilité aux personnes qui désirent vivre de leur savoir-faire, de façon autonome, de transférer leur emploi salarié progressivement en entreprise privée, au sein de cette coopérative.
4	Mauricie	Coop de solidarité de Ste-Thècle	Consortium de développement concernant les coop de santé en Mauricie	Le projet a pour but de partager une ressource et une structure commune qui analysera et expérimentera le partage d'expertise entre les coopératives de santé en Mauricie.
4	Mauricie	Coopérative de solidarité vert la vie	Approche multi-thématique pour implanter des services au cœur d'un éco-quartier	En utilisant une approche multithématique, implanter plusieurs services au cœur de l'éco-quartier. Différentes phases de développement sont prévues, telles que la construction de logements écologiques, l'implantation d'une ressource en hébergement pour aînés, la création d'une forêt verte, d'une ferme éducative, une école alternative, etc.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
4	Mauricie	Conseil de la nation Attikamekw de Wemotaci	Modèle d'économie sociale autochtone	Proposer aux jeunes autochtones de 15 à 30 ans une manière novatrice de contrer le décrochage scolaire et le taux de chômage élevé par l'utilisation de nouveaux médias.
4	Mauricie	Voix des femmes	Système de récupération des matières recyclées et/ou récupérées pour les artisans récupérateurs	Mettre en place un système de récupération des matières recyclées ou récupérées pouvant servir à différents artisans récupérateurs. Partager un réseau de réception des matières et un autre de distribution de produits artisanaux fabriqués à partir de ces matières.
5	Estrie	Commission scolaire des Hauts-Cantons	La Cité-école, au coeur de sa communauté	Expérimenter une approche innovante originale émergeant du milieu afin de renouveler la ruralité en vue de dégager un modèle transférable à d'autres milieux ruraux et permettre aux jeunes de connaître leur milieu.
5	Estrie	Saveurs des Cantons	De la terre à la table- Coaticook	Le projet vise à stimuler le développement de la production biologique ou de spécialité dans la MRC de Coaticook et en Estrie par la création d'un marché virtuel destiné à approvisionner les réseaux de l'hôtellerie, la restauration et d'autres institutions ci-après appelées HRI. Le projet est un effort collectif de pénétration du marché des HRI par les entreprises agroalimentaires d'une région.
5	Estrie	Corporation des résidents du Lac Miroir	Bassin versant: Changer les comportements pour améliorer la qualité de l'eau	Le projet consiste à réduire le vieillissement prématuré d'un lac en posant des actions terrains expérimentales sur le bassin versant de ce lac.
5	Estrie	Tech-Nyx	Intégrité de l'environnement nocturne	Poursuivre et étendre la mesure de la pollution lumineuse et favoriser l'intégrité de l'environnement nocturne dans une perspective d'économie d'énergie et d'argent et de réduction de gaz à effet de serre, pour favoriser la santé, la sécurité, la protection de la faune et de la flore.
5	Estrie	Association le petit bonheur de Saint-Camille	Communauté apprenante innovante et solidaire	Développer et expérimenter un modèle permettant de renforcer les capacités des communautés rurales, les outiller et diffuser le modèle auprès des autres communautés rurales.
5	Estrie	CLD de la MRC du Val-Saint-François	Modèle pour la pérennisation des sentiers récréotouristiques	Créer un produit d'appel en tourisme tout en solutionnant la problématique des véhicules hors routes en réalisant des sentiers quads respectueux.
5	Estrie	Carrefour rural interculturel	Ensemble pour l'innovation rurale interculturelle	Le but du projet est de développer un modèle de création de fermettes implantées et gérées par des québécois et des néo-québécois collectivement.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
5	Estrie	MRC du Granit	De la parole aux actes	Une démarche de théâtre citoyen est proposée pour amorcer un mouvement d'entraide et de solidarité citoyenne afin de mobiliser les citoyens au développement des communautés.
5	Estrie	Ville de Richmond	L'ardoise comme élément de préservation du patrimoine bâti	Faire de Richmond une référence en matière de préservation, conservation et restauration concernant les produits d'ardoise. Reconnaître, identifier, préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti à valeur architecturale de Richmond.
5	Estrie	Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	Production d'énergie à partir de la méthanisation du lisier	Acquérir une technologie européenne de production d'énergie à partir de la méthanisation des lisiers, l'adapter aux conditions de production québécoise et faire la démonstration de sa rentabilité.
7	Outaouais	Service animation jeunesse Outaouais	Bouffée d'Oxygène Jeunesse	Offrir et créer avec et pour la jeunesse de l'École Louis-Joseph Papineau, des activités de sport, de loisir, de communication et d'entrepreneuriat. Animer et mobiliser la jeunesse aux activités proposées par eux ou existantes dans la région. Supporter les jeunes à l'aide de ressources humaines et matérielles leur permettant la mise en place d'activités variées afin de stimuler leur sentiment d'appartenance, leur persévérance scolaire et l'implication.
7	Outaouais	Société d'aménagement et de gestion environnementale	Bassin versant du futur- Lac Trente et un Milles	Le projet consiste en la création, par étape, d'un grand parc habité, interrégional, écotouristique et communautaire, couvrant le bassin versant du lac des Trente et un Milles. Il s'agira d'un développement durable et intégré de toutes les ressources de la forêt, des paysages, de la faune, de l'eau et du patrimoine naturel et bâti.
7	Outaouais	Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais	Filière de production durable d'éthanol et d'alimentation bovine à partir du millet perlé sucré	Le projet vise à contribuer à la croissance des industries de l'éthanol et des aliments pour le bétail en mettant au point une variété de millet perlé sucré et en sélectionnant une méthode d'extraction de la sève sucrée destinée à la production d'éthanol et en générant un ensilage de qualité auprès des producteurs agricoles.
7	Outaouais	CLD des Collines de l'Outaouais	Durabilité des collectivités rurales	Le projet vise à doter la MRC d'une infrastructure d'acquisition, de traitement, de partage et de service de l'information utile à la planification et à la mise en œuvre de son développement durable.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
7	Outaouais	Conseil de la sculpture du Québec	Festival du Recycl'Art de Montpellier	Consolidation du Festival du Recycl' Art de Montpellier.
7	Outaouais	Club de recherche d'emploi du Pontiac	Insertion socioprofessionnelle de jeunes adultes par une participation au développement rural	Chaque année, 12 jeunes adultes étant confrontés à des difficultés d'insertion socioprofessionnelle avec un faible sentiment d'appartenance pour leur communauté, participeront à un projet de groupe comportant trois plateaux de travail répartis sur les MRC. Le fil conducteur retenu est l'éveil au patrimoine rural de leur région.
7	Outaouais	MRC de Pontiac	Direction innovante en foresterie	Le projet consiste à créer un organisme sans but lucratif qui aura comme mandat d'élaborer un mode de gestion et de planification forestière qui améliorera la compétitivité de l'industrie forestière tout en tenant compte des besoins et des aspirations des différents utilisateurs de la forêt dans un contexte de développement durable.
8	Abitibi-Témiscamingue	Fondation Brousseau-Dargis inc.	Atelier d'art thérapie pour personnes ayant des problèmes en santé mentale	La fiche de projet en bonne et due forme n'est pas présente et plusieurs informations sont manquantes et rendent le projet irrecevable.
8	Abitibi-Témiscamingue	Est-Prix Jeunesse	Démocratie-action jeunesse	Le projet vise la participation et l'intégration d'élus scolaires représentatifs des collectivités ciblées au sein de réels conseils municipaux.
8	Abitibi-Témiscamingue	Comité de développement local de Laforce	Coopération intercommunautaire pour le développement intégré des ressources	Il s'agit de mettre en place un modèle et des outils pour soutenir le développement intégré des ressources du territoire par les collectivités locales.
8	Abitibi-Témiscamingue	CUMA d'Abitibi-Ouest	Développement d'une nouvelle source d'approvisionnement en litière et de combustible	Le projet vise à utiliser les dépôts de vieilles écorces localisés dans la MRC Abitibi-Ouest et totalisant des milliers de tonnes de résidus pour en faire de la litière pour l'élevage bovin et du combustible pour les hôpitaux de La Sarre et de Macamic. Ce faisant, le projet permet de répondre au manque de matière première conventionnelle que représentent les résidus de sciage. Cette approche peut profiter à une trentaine de MRC qui disposent également de dépôts de vieilles écorces.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
8	Abitibi-Témiscamingue	Cellule d'aménagement des Coteaux	Grappe énergétique des Coteaux	Le projet vise à réaliser une culture énergétique du saule sur une superficie de 50 hectares au départ pour la production des plants mères et jusqu'à 20 000 hectares après sept ans. Ces plantations se réaliseront sur les terres publiques intramunicipales et sur des terres forestières ou agricoles marginales. La relance de l'économie locale est visée en fournissant de la biomasse pour trois projets : des copeaux pour l'usine d'Uniboard de Val-d'Or, une usine de granules et enfin une usine d'éthanol cellulosique. Le projet générera de nouvelles activités et la création d'emplois à partir d'une logique de circuit court.
8	Abitibi-Témiscamingue	Société de développement du Témiscamingue	TIC- un virage vers innovation	Le projet aura deux priorités, soit identifier et utiliser des applications innovantes et porteuses d'avenir dans le domaine de l'éducation et de l'administration publique pour le développement du secteur rural et se doter de moyens souples et efficaces pour bien gérer l'aspect technique d'un réseau de fibres optiques.
8	Abitibi-Témiscamingue	Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue	Gestion intégrée, concertée et viable des eaux souterraines sur l'Esker St-Mathieu-Berry	La SESAT désire créer un comité de concertation pour la gestion des eaux souterraines. Il s'agit ici d'un projet-pilote de gestion intégrée, concertée et viable portant sur la protection des eaux souterraines.
8	Abitibi-Témiscamingue	Ville de Senneterre	Valorisation des cendres industrielles en milieu forestier	Le projet vise la fertilisation en milieu forestier à l'aide des cendres produites par la centrale thermique Boralex de Senneterre, d'accroître le potentiel forestier, la diversification du travail en forêt et la valorisation des matières résiduelles fertilisantes.
8	Abitibi-Témiscamingue	Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Écotourisme culturel Anicinape de Kitisakik	Il s'agit d'un projet en tourisme écoculturel algonquin, une combinaison gagnante de préservation de la culture favorisant l'économie et offrant du même coup une nouvelle façon d'utiliser le territoire ancestral.
8	Abitibi-Témiscamingue	Le Sentier urbain	Becs et Jardins	Le projet consiste en un développement d'activité économique touristique axée sur la sensibilisation et l'utilisation d'alternatives écologiques dans un contexte d'insertion sociale et de services à la communauté. L'activité touristique sur le site de l'organisme sera orientée sur l'observation d'oiseaux, la détente, l'observation astronomique, la sensibilisation à différentes alternatives écologiques, etc.
8	Abitibi-Témiscamingue	Génies en herbe Harricana inc.	Les jeux Abitibiques	Le projet consiste en la formation d'animateur qui pourra offrir un service complet de sessions de jeux à coût modique et permettre ainsi à la population d'améliorer sa culture générale.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
8	Abitibi-Témiscamingue	CLD du Témiscamingue	Biocombustible à partir de biomasse forestière et agricole	Le but du projet est de mener des essais en vue de créer de nouveaux biocombustibles destinés aux marchés résidentiels, commerciaux et industriels dans le but d'offrir des nouvelles sources d'énergies économiques et écologiques dans la région.
9	Côte-Nord	Société des ressources de Forestville	Diversification de l'économie locale à partir de la fibre de bois	Le projet consiste à développer des avenues d'utilisation optimale de la fibre de bois en vue d'obtenir des retombées socio-économiques pour ses collectivités.
9	Côte-Nord	Municipalité de Chute-aux-Outardes	Revitalisation du site de la Vieille centrale-Chute-aux-Outardes	Le projet vise la revitalisation de la vieille centrale comme nouveau levier économique et social pouvant contribuer au développement durable de la communauté.
9	Côte-Nord	MRC de Manicouagan	Cybercentre : Réserve mondiale de la biosphère manicouagan-Napishka	Le projet vise la création d'un cybercentre: outil technologique de communication interactif qui pourra détenir des outils pédagogiques jeunesse, relier le territoire à la communauté internationale, promouvoir la région et donner accès au savoir régional et universel.
9	Côte-Nord	Association des Coaster's inc.	Relance et diversification de l'exploitation des ressources nordiques en Basse-Côte Nord	Le projet consiste à la mise en place d'un modèle d'entrepreneuriat collectif basé sur la mise en valeur des ressources naturelles présentes sur la Basse-Côte-Nord et sur les activités traditionnelles de la récolte de petits fruits en développant le marché de l'emploi, la transformation et la mise en marché de produits alimentaires de niche.
9	Côte-Nord	Municipalité de l'Ile d'Anticosti	Étude de faisabilité pour un projet de couplage diesel-éolien à forte pénétration	Faire une étude de faisabilité afin de pouvoir ensuite mettre en œuvre un projet de couplage diesel éolien à forte pénétration, réduisant ainsi la consommation de diesel à la centrale électrique.
9	Côte-Nord	Pôle écotouristique de rivière Pentecôte	Pôle écotouristique de Rivière-Pentecôte	Le projet vise le développement et la mise en place de forfaits uniques écotouristiques basés sur l'identité régionale et l'attrait des paysages et de la nature unique des lieux.
9	Côte-Nord	CLD de la MRC de Sept-Rivières	Coopérative de cueilleurs sur la Côte-Nord	Le projet a pour but la création d'une coopérative de cueilleurs sur le territoire de la Côte-Nord et vise en particulier la mise en valeur des produits forestiers non ligneux.
9	Côte-Nord	SOREF Côte-Nord	Regroupement des différents acteurs pour développer une foresterie durable	Le projet consiste en un regroupement des différents acteurs locaux et régionaux en vue de développer une foresterie durable et acceptable socialement et permettre de pallier aux baisses des possibilités forestières.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
9	Côte-Nord	Coop EducActif Le Paspayou	Coop Educ-Actif Le Paspayou	Le premier volet de ce projet vise à initier un service d'atelier éducatif adapté à la réalité économique et sociale de la région. En deuxième lieu, la création d'un service de garde aux enfants scolarisés et troisièmement, la création d'un camp de jour et d'un camp de vacances pour les jeunes de 6 à 18 ans.
10	Nord-du-Québec	Faune Nord	Mise en valeur de PFNL en Jamésie	Le projet consiste en la mise en place d'une structure coopérative afin de faire la cueillette, l'exploitation et la transformation des produits forestiers non ligneux de la région de la Baie-James.
10	Nord-du-Québec	Coop de solidarité des produits de la terre	Coopérative de solidarité autochtone	Projet irrecevable. Territoire non admissible.
11	Gaspésie - IDLM	MRC du Rocher-Percé	Agroforesterie et paysage-MRC Rocher-Percé	L'objectif de ce projet est d'expérimenter l'utilisation des systèmes agroforestiers agrosylvopastoraux à l'échelle d'un territoire.
11	Gaspésie - IDLM	CIRADD	Centre de concertation et de recherche en développement durable	Le projet consiste en l'implantation, en lien étroit avec le Centre d'études collégiales Baie-des-Chaleurs, d'un centre de recherche et de concertation d'envergure régionale qui sera au service des collectivités pour tout ce qui touche le développement durable.
11	Gaspésie - IDLM	Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	Gestion intégrée des matières résiduelles -Îles-de-la-Madeleine	Optimiser le système de traitement et introduire des technologies plus adaptées dans le traitement des matières résiduelles en accord avec des principes de développement durable.
11	Gaspésie - IDLM	Développement communautaire Unile inc.	Implantation d'un modèle d'occupation du territoire pris en charge par la collectivité	Ce projet comporte une démarche d'animation-mobilisation de la communauté sur un projet collectif et l'expérimentation d'initiatives novatrices dans l'organisation, la culture et la cueillette, la production animale, la transformation et la commercialisation des produits.
11	Gaspésie - IDLM	Les Percéides	Observatoire sur les arts et la nature	Le projet consiste à transformer l'ancien centre d'interprétation de la nature de Percé en observatoire multidisciplinaire et intégré sur les arts et la nature et devenir un modèle unique de recherche, de diffusion, d'éducation, de sensibilisation et d'observation pour l'avenir des communautés de Percé et de la Gaspésie.
11	Gaspésie - IDLM	Action travail chaleur	Coop de solidarité rue de la cité	Le projet consiste en la création de la coop de solidarité Rue de la cité qui comprendra divers services pour les jeunes de moins de 35 ans, tel qu'un café internet, des conférences, une auberge de jeunesse, etc.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
11	Gaspésie - IDLM	L'Écho hameau de Cap-au-Renard	Implantation d'un éco-village et d'un centre de l'habitat écologique	Le projet consiste en l'implantation d'un écovillage ainsi que d'un centre écologique de l'habitat. Pour le projet, une communauté de 20 personnes est visée avec huit habitations permanentes.
11	Gaspésie - IDLM	Coop des producteurs d'agneau de la Gaspésie	Embauche d'une personne ressource pour faire la promotion du système québécois d'appellations et faire l'accompagnement des promoteurs	Ce projet permettra l'embauche de personne-ressource capable d'expliquer le fonctionnement du système québécois d'appellations dans le but de susciter l'intérêt de producteurs et entreprises agro-alimentaires pour ces produits de niche.
12	Chaudière-Appalaches	CLD Robert-Cliche	Coopérative de santé de solidarité de citoyens en prévention et promotion de la santé: Hans Kai	Ce projet vise à développer un réseau de services de proximité en soins de santé et couvrir l'ensemble de la MRC.
12	Chaudière-Appalaches	Association de développement industriel de Saint-Lazare	Centre Patrimoine Fermier	Le projet vise à créer plusieurs micro-entreprises oeuvrant dans différents secteurs d'activité.
12	Chaudière-Appalaches	Comité Marché de produits locaux des Etchemins	Marché public itinérant de produits locaux - MRC Etchemins	Mettre en place un marché de produits locaux qui se déplace de municipalité en municipalité, d'événement en événement et de festival en festival.



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
12	Chaudière-Appalaches	Coopérative de solidarité de produits forestiers non ligneux de la MRC de l'Islet	Mise en valeur des PFNL-MRC l'Islet	Ce projet est orienté vers la cueillette et la transformation en produits de valeur ajoutée de produits forestiers non ligneux (PFNL) pouvant servir à des fins alimentaires, de produits de santé et d'ornements. Les deux dernières années ont permis de procéder à un inventaire des PFNL dans la MRC de l'Islet, de les localiser, d'identifier les terres en friche pouvant servir à leur culture, et d'évaluer les productions les plus intéressantes. Des travaux de mise au point de nouveaux produits ont été amorcés avec l'Incubateur bioalimentaire de La Pocatière et une vaste étude de marché a été réalisée. Le projet vise donc à passer d'une phase d'aménagement et de recherche sur les potentiels des PFNL à une phase de production, de fabrication de produits à valeur ajoutée et de commercialisation. Une cinquantaine d'emplois permanents et saisonniers seront créés au terme du projet de six ans.
12	Chaudière-Appalaches	CLD des Etchemins	Énergie verte des Etchemins	Créer une entreprise qui développera des expertises pointues dans la transformation des résidus forestiers, agricoles et domestiques en énergie propre.
12	Chaudière-Appalaches	Centre Est-Nord-Est	L'Atelier des paysages	L'Atelier des paysages propose une démarche artistique collective, inspirée par des activités d'animation culturelle pour réaliser des projets de création artistique dans l'environnement par les communautés de la MRC avec l'appui d'artistes professionnels.
12	Chaudière-Appalaches	MRC Nouvelle-Beauce	Développement d'une filière de valorisation de matières organiques - MRC Nouvelle-Beauce	À partir des technologies reconnues, identifier, évaluer, déterminer les modalités de mise en œuvre et recommander une technologie de traitement des lisiers qui favorise l'atteinte des objectifs identifiés de façon économique et efficiente.
12	Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Nazaire	Projet d'intercommunalité-freiner la dévitalisation des municipalités du sud de Bellechasse	Le projet consiste à développer une coopération entre quatre municipalités en s'appuyant sur l'intercommunalité. Cette approche consiste à mettre en lien des actions de développement, de communication et de socialisation à partir d'une vision commune.
12	Chaudière-Appalaches	Régie intermunicipale de Beauce-Amiante	Centre d'expertise et de gestion stratégique des MOR	Le projet a pour but de concevoir et valider des nouvelles stratégies de gestion des déchets organiques et de recyclage en région rurale. En utilisant les anciennes bâtisses de la mine Carey, il donnera une nouvelle vocation au site et aux équipements.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
12	Chaudière-Appalaches	Société de développement économique région Thetford	Recensement des fermes disponibles pour de nouveaux producteurs	Le projet consiste à faire le recensement des fermes pouvant représenter un potentiel intéressant pour de nouveaux producteurs et de faire la diffusion et la promotion à l'échelle provinciale de ces potentiels offerts par la région.
12	Chaudière-Appalaches	Société du patrimoine de Sainte-Claire	Prévost Car : Attrait patrimonial	La mise en place du projet vise à développer un pôle d'attraction susceptible de favoriser la pénétration du tourisme dans les terres par la mise en valeur de l'histoire de l'usine Prévost et de son fondateur.
12	Chaudière-Appalaches	MRC de l'Amiante	Solutions technologiques pour la production d'énergie verte	Le projet consiste à effectuer des recherches parmi les technologies actuellement utilisées dans le but de produire de l'énergie verte, effectuer des recherches parallèles pour produire de l'énergie à partir des boues des bassins d'assainissement des eaux usées et des boues de fosses septiques et effectuer des recherches et des expériences terrain afin de développer une agriculture industrielle pour la production de fibres non alimentaires utilisables pour produire de l'énergie renouvelable.
12	Chaudière-Appalaches	Cirque Adodado	Cirque ADODADO comme levier de développement socio-économique	Il s'agit d'expérimenter différentes avenues pour stimuler la vie économique, sociale et culturelle des communautés rurales par l'élaboration d'un spectacle annuel estival, la mise sur pied de camps de cirque d'été, l'organisation de troupes itinérantes, etc.
12	Chaudière-Appalaches	Radar-réseau loisirs inc.	Écovillage	Le principal objectif de ce projet est la création du premier écovillage québécois. Quatre objectifs généraux sont ciblés: la consommation responsable, le développement économique, la création de réseaux sociaux et le transfert de connaissances.
12	Chaudière-Appalaches	Club Parentaide Beauce-Sud	Camps les Étoiles	Ce projet a pour but de réaliser une expérience approfondie de développement dans un champ d'activités peu étudié et représentant des voies d'avenir pour consolider les collectivités rurales.
14	Lanaudière	Rénovation solidaire	Initiative en logement communautaire	Le projet s'articule autour de trois volets: amélioration des politiques gouvernementales par la modulation des programmes de la SHQ, développement d'un projet lanaudois d'habitation sociale écologique multi clientèles et création d'un fonds de dotation en logement.
14	Lanaudière	Le conseil interculturel de Rawdon	Services municipaux d'accueil des nouveaux arrivants à Rawdon	Former des structures d'accueil dans d'autres municipalités rurales et les accompagner. De plus, faire la création d'outils concrets applicables, fonctionnels et transférables pour faciliter l'intégration des arrivants.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
14	Lanaudière	Fêtes gourmandes Lanaudière	Gestion des matières recyclable -Plan vert 2011-Fêtes gourmandes Lanaudière	Identifier les principaux facteurs de succès ainsi qu'un cheminement critique de gestion des ressources et de recyclage des déchets en terme de gestion, de formation et de sensibilisation visant les transformateurs, producteurs et la communauté.
14	Lanaudière	Corporations municipales de Notre-Dame-de-la-Merci et d'Entrelacs	Nouveaux modèles de développement de l'habitation	Explorer de nouveaux modèles de développement respectueux de l'environnement afin de soutenir l'arrivée de nouvelles familles et permettre aux aînés de demeurer dans leur communauté.
14	Lanaudière	Centre communautaire bénévole de Matawinie	Multifonctionnalité pour la reprise du tissu rural mattawinien	Renforcer le tissu social et économique local en appliquant les concepts et les stratégies de la multifonctionnalité de l'agriculture sur l'ensemble du territoire agroforestier et développer une feuille de route pour d'autres MRC.
14	Lanaudière	MRC Joliette	Développement de services intégrés dédiés aux personnes âgées	Le projet de laboratoire vise la consolidation et le développement de services intégrés, à mobiliser les milieux ainsi qu'à mettre en commun les forces de ceux-ci dans une perspective de développement global afin de freiner l'exode des personnes âgées dans les milieux ruraux.
14	Lanaudière	Coopérative de solidarité Écogepro	Gestion écosystémique de massifs forestiers	Développer et implanter un mode de gestion écosystémique des massifs forestiers (gestion en commun, information, éducation, outils, affectation, schéma, aménagement et conservation), accroître le bois de qualité et favoriser un rapprochement rural urbain.
14	Lanaudière	MRC de Matawinie	Création du premier réseau de Parcs régionaux du Québec	Créer le premier réseau de parcs régionaux au Québec et se doter d'une stratégie régionale de développement écotouristique, économique, social et environnemental.
15	Laurentides	MRC Laurentides	Gestion de l'eau en milieu rural	Par ses expériences sur le territoire, le projet diffusera les pratiques à privilégier et sera une référence en gestion de l'eau grâce à sa vitrine technologique, ses connaissances, ses applications, ses partenaires et à la mise en valeur de l'eau.
15	Laurentides	TerraVie Fonds Foncier Communautaire	Terravie en ruralité viable:aire protégée et écovillage Montcalm	Le projet consiste à mettre sur pied un écovillage contigu à une aire protégée en milieu privé vouée à la conservation de la nature et à l'éducation.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

**ANNEXE 2**

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2**

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
15	Laurentides	CRE des Laurentides	Projet de paysage: principes, outils et actions -Région des Laurentides	Développer un modèle régional de protection et de valorisation des paysages pour sensibiliser les acteurs et améliorer l'efficacité des actions entreprises dans les Laurentides, le valider, le diffuser pour adaptations ailleurs au Québec.
16	Montérégie	Au cœur des familles agricoles	Le travailleur de rang	Le projet de travailleur de rang vise à créer de la synergie en milieu rural, tout en capitalisant sur les structures existantes. Il s'agit d'implanter cette approche dans deux municipalités témoins – permettant que la formule soit étudiée et raffinée avant de la rendre accessible aux autres régions. Le projet pilote comprend trois composantes : le travailleur de rang en tant que courroie de transmission, la formation des intervenants de CSSS et le renforcement. Le but ultime du projet est de briser l'isolement de familles agricoles en revitalisant la ruralité et en l'amenant à faire partie de la solution
16	Montérégie	Corporation de développement de la Rivière Noire	Centre de valorisation de la matière ligneuse	Améliorer la gestion des ressources du territoire afin d'en accroître le capital forestier de qualité, d'y améliorer la qualité de l'eau et de favoriser la richesse collective en concertation avec les acteurs du milieu.
16	Montérégie	Ville de Bromont	Solution web interactive pour les excursionnistes et les touristes	Le projet consiste à développer une solution web interactive inédite permettant aux excursionnistes et aux touristes d'élaborer leur propre itinéraire.
16	Montérégie	MRC les Maskoutins	Implantation de techniques de génie-végétal dans les travaux d'entretien ou d'aménagement	Le projet vise principalement à introduire des techniques de génie-végétal dans les travaux d'entretien ou d'aménagement de cours d'eau via la production d'un guide de conception et d'implantation d'espèces végétales dans les talus de cours d'eau.
16	Montérégie	Coopérative de solidarité du Suroît	Coopérative de solidarité du Suroît - Mon rêve, mon village, ma coopérative	Proposer un nouveau mode de gouvernance solidaire qui soutient une vision intégrée du développement local qui se traduira par une coopérative multisectorielle. Participation de la communauté à la prise de décision et financement solidaire des projets collectifs.
16	Montérégie	CLD Brome-Missisquoi	Modèle de développement socio-économique à partir d'un produit d'appel distinctif	Élaborer un modèle pour développer un produit d'appel distinctif permettant une économie forte et de contrer la perte d'emploi, le manque d'appartenance, l'exode et ce, par l'exemple de la viticulture de la MRC.
16	Montérégie	CLD de la MRC des Maskoutins	Projet pilote de mise en marché : 0-100 kilomètre	Participer au développement économique de la filière agricole et agroalimentaire. Diminuer les impacts environnementaux de cette industrie et sensibiliser les consommateurs sur les impacts socioéconomiques d'acheter des produits de la région.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
16	Montérégie	Production en régie intégrée du sud de Montréal enr.	Approche filière visant le contrôle des insectes ravageurs	Développer l'approche filière permettant de rendre accessible aux maraîchers une nouvelle technologie visant le contrôle des insectes ravageurs sans dépendre des pesticides chimiques.
16	Montérégie	Association rurale pour une énergie propre	Laboratoire de recherche en culture et transformation du panic érigé en granules combustibles	Approfondir les connaissances: culture et transformation du panic érigé, en établir les normes de qualité et contribuer à l'implantation d'une usine spécialisée en transformation du panic érigé en contribuant à la protection de l'environnement et des paysages.
17	Centre-du-Québec	Coop de Santé de Robert-Verrier	Coopérative de santé: Accessibilité/proximité de soins de santé	Former des bénévoles dans les milieux ruraux en rendant accessible des services priorités selon les différentes strates d'âge de la population et promouvoir le modèle coopératif en santé et la concertation. Diffuser les résultats au Québec.
17	Centre-du-Québec	La Table des préfets du Centre-du-Québec	Portail d'information des ressources rurales -Centre du Québec	Développer l'expertise des milieux ruraux centricois dans leurs connaissances territoriales pour le développement dynamique et durable de leurs communautés et la revitalisation de leurs milieux.
17	Centre-du-Québec	Coopérative de solidarité de la Réserve Mondiale de la biosphère du Lac-Saint-Pierre	Réserve mondiale de la biosphère-Lac St-Pierre -Développement durable	Soutenir 6 projets ruraux moteurs au lac Saint-Pierre en visant leur commercialisation et proposer un instrument d'aide à la décision et à l'accompagnement intégrant des indicateurs de développement durable.
17	Centre-du-Québec	Coop de solidarité en développement local de Saint-Ferdinand	Centre universitaire de bien et d'économie rurale	Implantation de logements sociaux et un projet de recherche et développement sur la présence d'amiante dans des bâtiments. De plus, une coopérative en énergie renouvelable afin de produire une enquête prospective du potentiel en production d'énergie alternative. Créer un centre d'expérimentation et de formation en agriculture fruitière et mettre en place différents services communs permettant la viabilité de ce projet.
17	Centre-du-Québec	Corporation de développement économique des Bois-Francs	Gestion territoriale 3D et création de la MRC virtuelle d'Arthabaska	Doter la région d'une plate-forme avant-gardiste d'aide à la prise de décision misant sur la simulation territoriale 3D capable de favoriser les liens entre l'aménagement du territoire et le développement ainsi que les consensus entre acteurs.

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 2

Demande # 72	Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.
--------------	---

LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2

No. de la région	Région	Porteur	Titre	Description
17	Centre-du-Québec	Coopérative de solidarité en développement de Villeroy	Renouveler la ruralité : Coopératives de services de proximité	Analyser les méthodes de fonctionnement et de financement de chacune des coopératives de services de proximité au Centre-du-Québec, évaluer leur structure organisationnelle et de gestion et regarder la possibilité d'un partage de ressources entre coopératives.
17	Centre-du-Québec	Municipalité du Canton de Chester-Est	Plate-forme d'animation pour prendre en charge son développement	Trouver des façons novatrices d'impliquer la population dans notre effort de revitalisation. Explorer des formules alternatives de financement municipal, cibler le modèle de développement éolien le plus adéquat pour une très petite communauté rurale.
17	Centre-du-Québec	CEREF	Centre d'éducation et de Recherche sur l'Eau et la Forêt (CÉREF)	Participer activement à la gestion intégrée des ressources des milieux naturels ruraux en impliquant les chercheurs universitaires, les élèves et étudiants de tous niveaux scolaires ainsi que la population local et régionale.



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 3

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
01 - Bas-Saint-Laurent	Biomasse forestière, Matapédia	Coopérative forestière Matapédia	Réaliser l'embauche d'un expert en récolte et conditionnement de la biomasse et évaluation des sources d'approvisionnement. Compléter le montage financier du projet, élaborer et signer l'entente à long terme pour deux projets de chaufferie.	490
01 - Bas-Saint-Laurent	Gestion multiresources, Mont-Carmel	Municipalité Mont-Carmel	Embauche d'un consultant .Négociation d'une entente avec Bois de sciage Lafontaine. Négociation d'une entente avec le Groupement forestier du Kamouraska pour l'exécution des travaux forestiers (aménagement, débardage, voirie forestière et transport). Étude sur travaux systémiques. Négociation de la gouvernance de la forêt (de CtAF à une CvAF). Gestion de la forêt, aménagement, travaux sylvicoles, chemins forestiers, etc. Négociation d'entente avec le propriétaire de la pourvoirie La Baronnie pour en assurer la relance. Mise en place d'un comité composé de représentants de la Commission scolaire, du conseil de la Fabrique, deux du conseil municipal, un conseiller technique de la CRÉ. La directrice générale de la municipalité participe aux rencontres. Embauche d'un consultant (Firme gestion-conseil PMI). Étude de faisabilité en cours. Animation des rencontres du comité de suivi. Obtention d'un droit de récolte de 225 tonnes de biomasses.	510
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Portes sur le Lac Jean	Portes ouvertes sur le lac	Compléter le montage financier du projet, élaborer et signer l'entente à long terme pour deux projets de chaufferie.	420



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 3

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	Produits non ligneux, Girardville	Coopérative forestière Girardville	Sous l'angle de la connaissance des marchés et des créneaux de développement : la réalisation d'un rapport sur les marchés et des recommandations sur les créneaux de développement. Sous l'angle de l'organisation de la commercialisation : un plan de mise en marché, un modèle d'organisation de la commercialisation et de l'approvisionnement. Sous l'angle de l'approvisionnement : l'amorce de cahiers de charge pour les produits recherchés de même que la préparation d'un organigramme et des descriptions de tâches.	480
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean et 03 - Capitale-Nationale	Gestion territoriale PDFD Charlevoix	Groupe partenaires dév. Forestier durable communautés Charlevoix et Bas-Saguenay	Le comité de suivi a été créé et s'est réuni à deux reprises. Le Groupe des partenaires pour le Développement forestier Durable des Communautés de Charlevoix et du Bas Saguenay a organisé sa première assemblée fondatrice en novembre 2008. Les règlements généraux y ont été adoptés et le conseil d'administration formé. Le Groupe est maintenant une entité indépendante telle que le prévoyait le projet. Trois activités d'échanges et de diffusion de la connaissance ont été organisées durant l'année : une journée bilan, un colloque faune et un séminaire sur l'approche partenariale. Le Groupe a participé à 4 colloques sur la gestion intégrée. Les modalités de suivi et de collecte de la connaissance du laboratoire ont aussi fait l'objet de travaux.	490
04 - Mauricie	Coop dev. socioculturel attikamekw	Conseil de la nation Attikamekw	Le comité de suivi a été créé et une première rencontre a eu lieu en novembre 2008. Un premier plan d'action et un plan de communication y ont été déposés. Un coordonnateur a été engagé depuis. Une démarche est en cours afin de valider la mobilisation pour la création de la coopérative d'artisanat prévue au projet.	410

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 3

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
07 - Outaouais	H2O, les Collines	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Un coordonnateur du laboratoire vient d'être embauché. Il s'agit de la firme de consultant en environnement « LPT Enviro inc. ».	360
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Village du futur, St-Elzéar	Contact	Contact Signature a contribué dès la première année à la réalisation de plusieurs projets de construction écologique par la mise en valeur de produits forestiers auprès de clientèles québécoise et européenne (ex. : Bardeaux de Mélèze). La main-d'œuvre, les équipements et les installations requises sont pratiquement tous en place. Contact Signature vise également la mise en place d'un outil de traçabilité pour ses produits. Contact Innovation a recruté un directeur et, un comité scientifique réunissant plusieurs partenaires dont l'UQAR et le CRIQ a été mis en place. En plus de développer divers projets technologiques visant à favoriser le développement durable en milieu rural, des démarches sont entreprises en vue d'adapter certaines technologies vertes européennes à nos besoins (ex. : motoneige avec moteur à air comprimé). Contact Nature a maintenant une directrice et se penche actuellement sur son plan d'action, incluant les questions d'accès à la région pour ses clientèles éventuelles. Quelques installations sont déjà en place, mais les principales réalisations doivent se faire à compter de la troisième année du laboratoire rural.	550
			La candidature du directeur général de Contact a été retenue comme finaliste pour participer à l'émission VoirGRAND.tv sur les ondes du Canal Vox, Cogeco et CableVision.	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 3

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Percé, la santé ensemble	Ass. Coop. consommation de Percé	Les réalisations de PSE sont déjà nombreuses et favorisent la mobilisation non seulement de la communauté de Val-d'Espoir, mais également à l'échelle de la MRC, à Chandler, ainsi qu'au niveau de la coopérative de Percé, tel que visait son plan de travail. PSE a réalisé, entre autres, un potager éducatif à la Base de plein air de Bellefeuille situé à Chandler et la réalisation d'ateliers de consommation et d'habiletés culinaires à Val d'Espoir. Fait intéressant, des initiatives non prévues apparaissent, notamment à Grande-Rivière avec le projet « Richesse de nos ancêtres » ainsi qu'au niveau de toute la MRC par le biais d'une riche collaboration avec l'organisation « Québec en forme ».	540
12 - Chaudière-Appalaches	Formation cirque équestre N-D-du-Rosaire	Municipalité Notre-Dame-du-Rosaire	La Centaurée a obtenu le numéro de programme NRC.0P-TECHNIQUES DE CIRQUE ÉQUESTRE RELIÉ AU PROGRAMME DE DEC 561.DO Les arts du cirque. Le comité de construction travaille à l'analyse des coûts et des possibilités de construction du complexe incluant un manège, les écuries, la salle d'exercice et la salle de spectacle.	540
14 - Lanaudière	Saule biofiltration et énergie, St-Roch-de-l'Achigan	Municipalité St-Roch-de-l'Achigan	Localisation et mise en place de la plantation. Évaluation de la consommation énergétique des établissements qui seront chauffés avec la biomasse de saule produite. Au cours de l'hiver, 72 000 boutures des tiges de saule ont été récoltées, préparées et gardées au frigidaire jusqu'au jour de la plantation. La plantation a été réalisée au milieu de la saison 2008 et avec récolte mécanique des tiges de saule à la fin de la saison. Installation du système d'irrigation souterrain. Élaboration d'un dispositif expérimental pour les traitements en fertilisation et les traitements. Élaboration d'une méthodologie appliquée et travaux exécutés pour l'utilisation comme fertilisant des boues produites par l'usine d'épuration de la Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan.	410

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 3

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 1**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
15 - Laurentides	Empower pour la santé	MRC d'Argenteuil	Le promoteur a déposé son plan d'action 2009-2013 en décembre 2008.	360
15 - Laurentides	Crénaux agricoles d'excellence Ant.Labelle	CLD de la MRC Antoine-Labelle	Douze producteurs participent à l'expérience, deux ont quitté et ont été remplacés. Le recrutement se poursuivra au cours de l'hiver 2009. Les productions de blé et de sarrasin de l'été n'ont pas été retenues comme comparables compte tenu des conditions climatiques et du système de cueillette de donnée incomplet au moment du semis. L'encadrement réalisé a fait ressortir son importance de l'assumer tout au long de la saison.	480
16 - Montérégie	Coop entrepreneurs en innovation Acton	CLD région d'Acton	Constitution de l'organisme <i>LACERE</i> en coopérative de solidarité et embauche d'une coordonnatrice. Rédaction du plan d'affaires et du plan de communication. Organisation et tenue de rencontres thématiques avec les intervenants concernés.	210
<b>TOTAL</b>				<b>6 250</b>

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 4

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
05 - Estrie	La Cité-École, au cœur de sa communauté	Commission scolaire des Hauts-Cantons	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	450
12 - Chaudière-Appalaches	Mise en valeur des PFNL - MRC L'Islet	Coop.solidarité produits forestiers non-ligneux MRC de l'Islet	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	500
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Agroforesterie et paysae - MRC Rocher-Percé	MRC le Rocher-Percé	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	500
16 - Montérégie	Développement socioéconomique: produit d'appel distinctif	CLD Brome-Missisquoi	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	425
08 - Abitibi-Témiscamingue	Grappe énergétique des Coteaux	Cellule d'aménagement des Coteaux	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	600
08 - Abitibi-Témiscamingue	Dév. nouvelle source en approvisionnement en litière et combustible	CUMA d'Abitibi Ouest	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	355
16 - Montérégie	Le travailleur de rang: une plus-value pour une qualité de vie en milieu rural	Au cœur des familles agricoles	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	480
15 - Laurentides	Projet de paysages: principes, outils et actions	CRÉ des Laurentides	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	350
08 - Abitibi-Témiscamingue	TIC - un virage vers l'innovation	Société développement Témiscamingue	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	100

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

ANNEXE 4

Demande # 72

Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée, fournir la liste des lettres d'intention reçues, la liste des projets retenus, le financement accordé par projet et une copie du bilan général.

**LISTE DES PROJETS RETENUS, FINANCEMENT ACCORDÉ ET BILAN GÉNÉRAL**

**LABORATOIRE RURAUX VAGUE 2**

Région	Nom du projet	Promoteurs	État d'avancement des projets	Financement (en milliers de \$)
05 - Estrie	De la terre à la table - Volet mise en marché - Coaticook	Saveurs des Cantons	Début du projet en 2009-2010. Trop tôt pour un bilan.	250
TOTAL				4 010

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
1	Ferme Le Raku	Céréale bio	35 000 \$			1	
1	Grelots, Bâtons et Cie du Fou du cochon	Saucisson sec biologique sans nitrite	25 000 \$		1		24 000 \$
1	Haute-Terre Kamouraska	Champignons forestiers dans l'huile	22 222 \$			1	
1	Les Jardins de la mer	Poivre de mer aromate poisson	18 000 \$		1		17 400 \$
1	Les Jardins de Métis	Confit de boutons d'hémérocailles	20 015 \$		1		20 000 \$
1	Poterie Millette	Lavabo fabriqué en porcelaine	25 000 \$		1		25 000 \$
1	Sapin des Monts inc.	Armoires de cuisine et salles de bain en sapin baumier	13 985 \$		1		13 985 \$
1	Sapin des Monts inc.		18 446 \$			1	
1	Coopérative Villages Québec	Magazine bimensuel développement rural	25 000 \$			1	
1	Mycéliart	Pâtes alimentaires à base de champignon pleurote	25 000 \$			1	
1	Mycéliart	Champignons forestiers	25 000 \$	1			
1	Pro-Algues Marine inc.	Poudre d'algues marines	25 000 \$			1	
1	Production FAT senc	Broutard	25 000 \$		1		25 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
1	L'Algue d'or	Papier haut de gamme	11 500 \$			1	
1	Promenons-nous dans les bois (9187-2986 Québec inc.)	Meubles en bois haut de gamme en bois massif modifiés thermiquement	25 000 \$		1		25 000 \$
1	Innovacèdre enr.	Produit en cèdre torréfié de douches	25 000 \$		1		24 000 \$
1	MaltBroue inc.	Malt-Fabrication de bière	25 000 \$		1		25 000 \$
1	MaltBroue inc.	Malt-Fabrication de bière	25 000 \$		1		20 000 \$
2	9181-0267 Québec inc.	Mégachiles	25 000 \$		1		25 000 \$
2	Ferme Blackburn & Morin	Comptoir à la ferme/porc	25 000 \$		1		25 000 \$
2	Ferme Dubal	Produits du bœuf naturels	25 000 \$			1	
2	9183-6114 Québec inc.	Yogourt biologique	25 000 \$		1		25 000 \$
2	Ferme des chûtes	Fromage fermier	25 000 \$			1	
2	Ferme Hébert enr	Malt blond fermier biologique	25 000 \$		1		25 000 \$
2	Fromagerie la Petite Heidi enr	sucettes glacées au lactosérum de lait de chèvre	17 227 \$		1		17 227 \$
2	Les Jardins Maria-Chapdelaine inc.	Soda aux bleuets	25 000 \$		1		25 000 \$



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
2	Les Jardins Maria-Chapdelaine inc.	Eau de source aromatisée	25 000 \$			1	
2	Nature 3M inc.	Coussins en cuir et fourrure	25 000 \$		1		25 000 \$
2	Opti-Bleu inc.	Jus de bleuets	23 000 \$		1		23 000 \$
3	Boucherie Charcuterie Lyn Tremblay	Saucisson séché	25 000 \$	1			
3	Boucherie Charcuterie Artisanal Lyn Tremblay enr.	Porc charcutier	25 000 \$		1		25 000 \$
3	Centre Art nature et paysage de Saint-Hilarion de Charlevoix (CANP)	Fabrication d'un savon artisanal	19 250 \$			1	
3	Centre de l'émeu de Charlevoix inc.	Huile d'émeu	25 000 \$		1		25 000 \$
3	Centre international art nature et paysage de Charlevoix	Musée-parc d'art et de géologie	15 000 \$			1	
3	Gestion Bistro Brasserie inc.	Bière de spécialité haut de gamme	25 000 \$		1		25 000 \$
3	La Maison d'affinage Maurice Dufour inc.	Fromage de brebis	25 000 \$		1		8 500 \$
3	Les Viandes Biologiques de Charlevoix	Production sous autoclave d'une gamme de produits biologiques en verrine	25 000 \$	1			
3	Patrick Fregni	Plats cuisinés haut de gamme	25 000 \$		1		25 000 \$
3	Viandes biologiques de Charlevoix inc.	Saucisson sec biologique	25 000 \$		1		17 500 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
3	Champignons Charlevoix inc.	Produit dérivé des pleurotes et Champignons déshydratés	25 000 \$		1		14 218 \$
3	Emmanuel da Silva	Production d'argile	25 000 \$		1		25 000 \$
3	La Bio Ferme des Caps enr.	Semences biologiques	20 000 \$	1			
3	Le Sanglier du Roy	Saucisson de sanglier	25 000 \$		1		9 590 \$
3	Les Canardises	Émulsions de foie gras	25 000 \$			1	
3	Ferme Capitaine Noël inc.	Vinaigre de vins de petits fruits	25 000 \$		1		25 000 \$
3	Les Fraises de l'Île d'Orléans inc.	Framboise d'automne	25 000 \$		1		9 500 \$
3	Les Fraises de l'Île d'Orléans inc.	Fraisier sélection génétique particulière	25 000 \$	1			
3	Aliksir inc.	Arômes de SABA (arômes culinaires)	25 000 \$	1			
3	Ékochanvre	Produits de soins corporels à base d'huile de chanvre	25 000 \$	1			
3	Ferme Mafix	Lait biologique de chèvre et de brebis	13 000 \$		1		6 000 \$
3	Ferme Tourilli	Fromage de garde bleu fait à partir de lait de chèvre	25 000 \$		1		25 000 \$
3	La Cerisaie la Belle des Bois	Cerises macérées dans l'alcool	25 000 \$		1		13 700 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
3	Le Jardin Portneuvois «Les Écureuils»	Petits fruits séchés	25 000 \$		1		9 906 \$
4	Canneberge Rive-Nord	Canneberges	25 000 \$			1	
4	Fromagerie F.X. Pichet	Fromage type raclette	29 914 \$		1		25 000 \$
4	Fromagerie F.X. Pichet	Fromage à fondu	10 235 \$		1		10 235 \$
4	Nutra-Canada	Usine d'extraction petits fruits	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Bières de la Nouvelle-France	Bière de malt de riz	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Bio-Diésel Québec inc.	Biodiésel	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Domaine & Vins Gélinas	Vins de glace blanc et rosé	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Le Temps des Cerises	Cerises séchées	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Productions Tarkasis	Site touristique immersif et participatif	25 000 \$		1		25 000 \$
4	Sylvain Éthier	Petits fruits	6 750 \$		1		6 750 \$
4	Art Champêtre	Produits bois recyclé	25 000 \$			1	
4	La Faisandière de la Mauricie	Faisan				1	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
5	Caldwell Bio-fermentation Canada	Kim Chi	18 000 \$		1		18 000 \$
5	Ferme piscicole Des Bobines	Truite fumée à chaud en filet	25 000 \$		1		15 000 \$
5	La Ferme Martinette	Gamme de sucres d'érable	25 000 \$		1		25 000 \$
5	Verger Ferland	Boisson alcoolique à base de poires et de prunes	25 000 \$		1		25 000 \$
5	Bryophyta inc.	Mousse ornemental	25 000 \$		1		24 000 \$
5	Érable à son meilleur inc.	Boisson alcoolique à base de sève et de sirop d'érable	25 000 \$		1		10 000 \$
5	Les Jardins de Victoria	Micro Mesclun	25 000 \$		1		20 000 \$
5	Champs Mignons	King érigé (pleurote)	25 000 \$		1		25 000 \$
5	J'ustenbois inc.	Gamme de couteaux en érable	25 000 \$		1		12 500 \$
5	Les Aliments Massawippi inc.	Miso à l'avoine	25 000 \$		1		10 000 \$
5	Le Petit Mont Ham	Fromage chèvre et brebis			1		7 500 \$
5	Le Versant Rouge	Tartinades			1		14 000 \$
5	Les Aliments Kenzy	Baklava au sirop d'érable	25 000 \$		1		25 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
5	Naturessence	Hydrolat			1		15 500 \$
5	Bontés Divines	Foie gras fumé de canard	25 000 \$			1	
5	Lama Estrie	Feutre à partir de laine de Lama	25 000 \$			1	
7	Au grenier de la nature	Expériences et connaissances ancestrales	25 000 \$			1	
7	Champignons le Coprin	Culture de champignons	25 000 \$		1		25 000 \$
7	CLD Les Collines de l'Outaouais	Recueil chansons artistes locaux	1 500 \$			1	
7	Jean-Marie Sempels	Miel au ginseng	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Les fins mets de l'histoire inc.	Biscuits artisanaux	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Les fins mets de l'histoire inc.	Vinaigres et sirops	14 926 \$		1		14 926 \$
7	Olivia Chocolatiers	Chocolat artisanal	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Centre de recherche et de développement technologique agricole de l'Outaouais	Tisanes froides	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Coutou inc.	Matières résiduelles	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Ferme Folie Bergères	Fromageries de chèvres et moutons	25 000 \$		1		25 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
7	Ferme La macédoine	Cresson de fontaine	25 000 \$	1			
7	Lavadine & Cie inc.	Produits soins personnels	25 000 \$			1	
7	Cidrerie Coronation hall	Cidre et beurre de pommes	25 000 \$			1	
7	Ferme Laird Graham	Alpacas				1	
7	Lebo Bois enr.	Tambours	25 000 \$		1		25 000 \$
7	Ébénisterie D'Auteuil	Meubles	25 000 \$			1	
7	Patrice Sautureau Du Part	Produit culturel	25 000 \$			1	
7	Vision forêt	Champignons sauvages	12 500 \$		1		12 500 \$
7	Mario Tremblay enr.	Emporium	25 000 \$			1	
8	Miellerie de La Grande Ourse	Chocomiel et caramel au miel	50 000 \$		1		25 000 \$
8	Néoferme d'la Turlute	Pesto aux tomates séchées au soleil bio	25 000 \$		1		25 000 \$
8	Société économique de Kitcisakik	Banick aux bleuets biologiques	25 000 \$		1		25 000 \$
8	Cuisine Soleil bio-santé	3 céréales granola et 3 farines sans gluten	25 000 \$		1		25 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
8	Domaine DesDucs	Vin vielli 2 ans	25 000 \$		1		25 000 \$
9	Marc Tremblay	Réalisation d'un ouvrage photographique promouvant la culture innue	5 000 \$			1	
9	Bleuets des Champs	Développement d'un beurre de bleuets	25 000 \$		1		25 000 \$
9	Coop Unitek	Engrais à base de calcium marin (coquillages)	25 000 \$		1		25 000 \$
9	Argile Eau Mer inc.	Gamme de produits moussants à base d'argile	25 000 \$		1		25 000 \$
9	Claudine Tremblay Frédéric Dallaire	Plantation de sapins de Noël	19 620 \$			1	
9	Fabrication LAM inc.	Transformaton de bois de cèdre	25 000 \$			1	
9	Les carrières Minganense inc.	Mingagence	19 720 \$			1	
9	Marché Natashquan inc.	Gelée de chicoutai	25 000 \$		1		25 000 \$
9	Québec Labradorite inc.	Québec Labradorite	23 986 \$		1		23 986 \$
9	Coopérative de solidarité de Rivière-Pentecôte	Projet de démarrage d'un dépanneur/boulangerie/pâtisserie	25 000 \$			1	
9	Ferme Christiane Morneau inc.	Fraises surgelées et emballées sous vide	25 000 \$		1		15 000 \$
9	Trésors des bois	Champignons sauvages	25 000 \$		1		25 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
10	Ébénisterie La vieille branche	Patrons originaux pour peintures décoratives sur bois	25 000 \$		1		25 000 \$
10	Nature sauvage	Sirop de bouleau	25 000 \$		1		25 000 \$
10	Ungava gourmande	Coulis d'atocas sauvage et de vin rouge	25 000 \$		1		25 000 \$
10	Ungava gourmande	Sirop de petit thé des bois	25 000 \$		1		25 000 \$
11	Érablière La Chouette Coulée	Épice à base de sucre d'érable	20 000 \$	1			
11	Gestion Dan'Art	Gel douche	25 000 \$		1		20 709 \$
11	Jacques Bodard	Poignés par moulage à base de sable	14 700 \$		1		21 000 \$
11	Marc Leblanc	Maleb couteaux spécialisés	25 000 \$		1		25 000 \$
11	9065-5119 Québec inc.	Algues de Gaspésie	25 000 \$		1		25 000 \$
11	Les Produits Tapp inc	Chou croûte (carotte)	25 000 \$		1		25 000 \$
11	Les Produits Tapp inc.	Chou croûte (concombre)	19 050 \$		1		14 030 \$
11	Gaspésie sauvage	Champignon en poudre	21 571 \$		1		18 690 \$
11	Fumoir Atkins	Produit de poisson fumé	25 000 \$	1			



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
11	Fromagerie Pied-de-vent	Crème artisanale de vache	19 338 \$		1		15 800 \$
11	La Ferme Arseneau	Veau de Nathael	25 000 \$		1		25 000 \$
11	La Petite tige	Alcool à base de pomme	25 000 \$		1		25 000 \$
11	Poterie du Cap-Blanc	Santons madelinots			1		14 388 \$
11	Café du Moussonneur	Café spécialisé	25 000 \$		1		15 758 \$
11	MicroBrasserie Pit Caribou	Fabrication d'une bière Porter	25 000 \$		1		20 682 \$
12	2973-8739 Québec inc.	Croquants à l'érable (Goodbon)	25 000 \$		1		25 000 \$
12	Percussion Gaia	Djembe	16 170 \$		1		13 400 \$
12	Pensée Santé	Pâté de poulet biologique	25 000 \$			1	
12	Cassis et Mélisse senc	Fromage de chèvre	25 000 \$		1		25 000 \$
12	JusBIO	Stévia	25 000 \$		1		25 000 \$
12	La Maria senc	Produits de bien-être	25 000 \$		1		20 000 \$
12	Le Ricaneux - M & J McIsaac inc.	Vin de table rouge de sureau	25 000 \$		1		15 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
12	Verger et Vignoble Casa-Breton	Boisson alcoolique au malt et au jus de fruits	25 000 \$			1	
12	Atelier du Pic Chevelu	Urnes funéraires personnalisées en bois	8 155 \$			1	
12	L'Éveil	Décorations en bois	25 000 \$		1		20 000 \$
12	N/A	Viréole	25 000 \$			1	
12	St-Pamphile Fleuriste inc.	Panier Hart Rouge	20 250 \$		1		15 000 \$
12	Ferme le Meully senc	Pleurote érigé et flamuline	14 000 \$		1		6 000 \$
12	Ferme le Meully senc	Kiosque de vente à la ferme	3 600 \$			1	
12	Le Verger de Tilly inc.	Pommes déshydratées	25 000 \$		1		25 000 \$
12	Les Amandes du Québec	Amandes	25 000 \$		1		15 000 \$
12	Les Amandes du Québec	Amandes	10 000 \$			1	
12	N/A	Ivoire de Mer	25 000 \$		1		25 000 \$
12	N/A	Eau-Forte	15 920 \$			1	
12	Ferme Muranlain inc.	Bacon rond	12 400 \$		1		4 650 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
12	N/A	Savon artisanal	18 000 \$			1	
12	N/A	Meubles et articles de décoration en carton	25 000 \$			1	
14	Chèvrerie Barousse	L'ange fourchu (fromage bio)	25 000 \$		1		25 000 \$
14	Clos St-Ignace	Muscat	25 000 \$		1		25 000 \$
14	Clos St-Ignace	Vin de glace	25 000 \$			1	
14	Ferme Des Chênes enr.	Fromages Etorki	25 000 \$		1		25 000 \$
14	Fromagerie Domaine Féodal inc.	Fromage Le Guillaume Tell	25 000 \$	1			
14	La Courgerie	Produit gourmet de la courge	25 000 \$		1		25 000 \$
14	La Courgerie	Potages de courges	25 000 \$			1	
14	La Courgerie	Calebasses	25 000 \$			1	
14	Bergerie des Neiges	Conserves d'agneaux	25 000 \$			1	
14	Bergerie des Neiges	Saucisson d'agneaux	25 000 \$			1	
14	Bergerie des Neiges	Charcuterie d'agneaux	25 000 \$			1	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
14	Coop. Lanaufibre	Huile de graines de chanvres	25 000 \$	1			
14	Du champs à la meule	Fromage La Terre promise	25 000 \$			1	
14	Du Champs à la meule	Raclette de Joliette	25 000 \$		1		25 000 \$
14	Les Produits UNI J.G. Côté inc.	Fil uni-thread (pêche)	10 000 \$			1	
14	Miel de Chez Nous	Velouté de miel au chocolat	25 000 \$	1			
14	Miel de chez Nous	Miel au rhum/beurre	25 000 \$	1			
14	Miel de Chez nous	Miel au beurre	25 000 \$	1			
14	Miel Morand	Vinaigrette au miel	12 700 \$			1	
14	Miel Morand	Confit d'oignon	25 000 \$			1	
14	Miel Morand	Chutney au miel	25 000 \$		1		24 687 \$
14	Au Parfum de la nature	Chili con carne viandes sauvages	25 000 \$	1			
14	Basil et Fleurette enr.	Ail bio fumé	12 000 \$			1	
14	Cuisine J-F Poirier	Barre aux fruits	25 000 \$			1	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
14	En robe des Champs	Confiture fine	25 000 \$	1			
14	Jardins de l'écoumène	Plantes éco-stimulantes	25 000 \$	1			
14	Le verger du Monarque	Cidre de poires	25 000 \$			1	
14	Les ruchers du troubadour	Hydromel pétillant	17 825 \$		1		17 825 \$
14	Délices de L'Artisan	Longe de porc marinée, séchée	25 000 \$		1		25 000 \$
14	À fleurs de pot	Pâte d'ail	25 000 \$			1	
14	À fleurs de pot	Gras de canard à l'ail	25 000 \$			1	
14	À la Table des Jardins sauvages	Beurre de bolet	20 000 \$		1		20 000 \$
15	Api Culture Hautes-Laurentides	Gelée royale bio	25 000 \$		1		17 900 \$
15	Genca	Tartinades à la stévia	25 000 \$			1	
15	La Fine Fleur de la Tapani	Sels à la fleur d'ail lyophilisée	12 325 \$		1		15 504 \$
15	Les Serres de la Vallée inc.	Melon amer	25 000 \$		1		25 000 \$
15	Microbrasserie de la Lièvre	Bière blanche à l'absinthe	14 000 \$		1		8 774 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
15	Myco Sylva senc	Épices forestières Myco Sylva	25 000 \$	1			
15	La ferme de Bullion	Semences anciennes bio	18 000 \$			1	
15	La ferme Monette enr	Leurre sexuel chevreuil	22 800 \$			1	
15	Le Verger Lamarche Enr.	Sirop de pommes sans sucre	25 000 \$		1		21 000 \$
15	Les vins fins Fabrice Lafon	Vinaigre de cidre de glace	25 000 \$			1	
15	Les Produits Apicoles Devamel inc.	Cidre à la chicouté	25 000 \$		1		10 382 \$
15	Les Produits Apicoles Devamel inc.	Cidre aromatisé au miel	25 000 \$			1	
15	Les Produits Apicoles Devamel inc.	Cidre de type porto	25 000 \$			1	
15	Vignoble de la rivière du Chêne	Vin mousseux de vin de glace	25 000 \$		1		17 213 \$
15	Vignoble La Roche des Brises	Vin de glace noir	25 000 \$			1	
15	La Ferme Raymond Alary & Fils	Glace italienne "Gelato"	25 000 \$		1		25 000 \$
15	Les Délices Laurentiens inc.	"Biscoito" sans gluten	25 000 \$		1		25 000 \$
15	Les Éditions Prévostaises	Journal culturel Traces	25 000 \$			1	

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
15	Du Coq à l'Âne	Artisanat en laine et feutre	25 000 \$			1	
15	Sylvie Beaudoin	Portraits en collage	18 000 \$			1	
15	L'Ambrosie de Mirabel inc.	Boisson alcoolique à l'érable	25 000 \$		1		13 062 \$
16	Explorage (Clos Saragnat)	Vin de paille biologique	25 000 \$			1	
16	Vitis Boréalis (2e demande)	Vin glace/vendange rouge	50 000 \$		1		25 000 \$
16	Mont Echo	Hydrolat et thé d'argousier	50 000 \$		1		50 000 \$
16	Bergeries Mimeault	Charcuterie d'agneau	20 650 \$		1		17 500 \$
16	Ferme L.&R. Paradis	Pomologie	350 000 \$			1	
16	Verger du sureau	Produits à base de sureau	21 455 \$		1		14 500 \$
16	Mosaïk 3D	Mosaïque en trois dimensions	25 000 \$		1		25 000 \$
16	Serviflex	Sapins de Noël en pot	22 000 \$			1	
16	Biocime	Objets en bois inusité	25 000 \$			1	
16	Nature Délices	Ma jardinière bio	25 000 \$		1		16 625 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
16	Simon Gnocchini Messier	Cartables flexibles	20 892 \$			1	
16	Anatis Bioprotection	Insectes ravageurs	24 025 \$			1	
16	Biosambucus/Verger Sureau	Produits à base de sureau	25 000 \$		1		22 600 \$
16	Domaine des Salamandres	Poiré de glace	37 000 \$		1		25 000 \$
16	Jardins Amazone inc.	Ilex Verticillata	25 000 \$		1		21 000 \$
16	Production horticole Van Winden	Fleurs coupées sous tunnels	25 000 \$		1		25 000 \$
16	Serre Flora Park	Plants en serre	25 000 \$			1	
16	Serres Lefort	Mûres/framboises sous tunnels	25 000 \$		1		21 600 \$
16	Centre d'horticulture orientale au Qc	Radis Jolicoeur	25 000 \$		1		15 000 \$
16	Douceurs d'Aurélié	Produits corporels	75 000 \$		1		50 000 \$
17	Fromagerie du Presbytère (9140-5621 Québec inc.)	Fromage biologique de type Comté	25 000 \$		1		25 000 \$
17	La Moutonnière	Fromage mixte brebis et vache à pâte semi-ferme	25 000 \$		1		25 000 \$
17	Les Festivités Fjorgard	Festival Fjorgard	9 000 \$			1	



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet

Région	Projets déposés			Décision sur le projet			Projets acceptés
	Nom de l'entreprise	Nom du produit	Montant demandé \$	À l'étude	Accepté	Refusé	Montant accordé \$
17	Les Jardins de la Cité	Tomate pasta biologique en conserve	25 000 \$			1	
17	Vignoble Côte du Gavet	Vins fortifiés vieilliss en barrique (blanc et rouge)	25 000 \$		1		25 000 \$
17	Boulangerie Le temps de vivre	Bagel biologique au levain naturel cuit sur feu de bois	25 000 \$		1		18 235 \$
17	Les Cultures de chez-nous	Mignon de poireau	25 000 \$		1		25 000 \$
17	La Chèvrerie Mathurin	Gelato de lait de chèvre	25 000 \$		1		25 000 \$
17	Coop de travail Les Jardins de l'Oie	Produits de l'Oie de Baie-du-Febvre	25 000 \$		1		25 000 \$
17	Parfumerie d'Eulalie - Vignoble Sainte-Eulalie	Vignoble Ste-Eulalie	25 000 \$		1		25 000 \$
17	Vignoble Sainte-Eulalie	Mistelle	25 000 \$		1		10 700 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Liste des projets reçus :**

Voir tableau 1

**Liste des projets financés :**

Voir tableau 2

**Financement accordé par projet :**

Voir tableau 2

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.
--------------	---

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
CLD Rivière-du-Loup	Étude de faisabilité technique pour l'implantation d'un cryoplexe à Cacouna
Association des soins palliatifs de l'Est-du-Québec	Construction d'une maison de soins palliatifs de fin de vie « Maison Marie-Élisabeth » dans la MRC Rimouski-Neigette
Coopérative de solidarité Paradis	Soutien financier au projet Paradis, coopérative de solidarité de Rimouski visant à promouvoir la pratique artistique
Municipalité de St-Elzéar	Révision de l'aménagement du chalet de services municipal
Club VTT de La Matapédia	Remise en état des sentiers de VTT dans La Matapédia
Corporation de gestion des rivières Matapédia et Patapédia	Réserve faunique Dunière
Corporation municipale de Saint-Fabien	Achat de 3 ordinateurs et d'une photocopieuse pour compléter le projet de bibliothèque à Saint-Fabien
Site historique maritime de la Pointe-aux-Pères	Mise en valeur du sous-marin Onondaga
Opéra-théâtre de Rimouski	Préparation de l'opéra "La Belle Hélène" à la salle Desjardins-Telus de Rimouski et frais de fonctionnement
Comité du patrimoine de Bic & Maison des jeunes du Bic	Restauration du bâtiment de la Boucherie Blais afin d'en faire un lieu touristique et patrimonial, en association avec les jeunes du village
Corporation du patrimoine de Rivière-Bleue	Réhabilitation de la Gare de Rivière-Bleue afin d'en faire un complexe touristique
Coopérative Villages Québec	Production d'un magazine bimensuel portant sur le développement rural au Québec
Station touristique Mont-Citadelle	Projet de Station touristique Mont-Citadelle
Municipalité de St-Louis-du-Ha!Ha!	Projet de réfection du terrain de balle
Corporation développement touristique de Saint-Juste-du-Lac	Projet Camping Le Sous-Bois de l'Anse
Commission scolaire de Kamouraska - Rivière-du-loup	Agrandissement de l'École Hudon-Ferland de Saint-Alexandre-de-Kamouraska pour la construction d'un gymnase double destiné tant aux élèves qu'aux citoyens de la municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska et des municipalités environnantes
Ville de Pohénégamook	Sauvegarde et restauration du pont international de Pohénégamook
Tourisme Rimouski	Projet d'interprétation et de mise en valeur de l'Île Saint-Barnabé
Les BIO-Produits de Sainte-Rita - Coopérative de solidarité des Basques	Développement d'un concept éducatif et touristique
Opéra-théâtre de Rimouski	Soutien de la production "Le Pays du sourire"
Club de golf Port-Alfred	Remplacement des bâtiments et équipements perdus lors de l'incendie à l'automne 2006
Municipalité de Péribonka	Acquisition d'un magasin
Démokratia	Demande de financement pour la tenue de 3 projets: Les femmes au pouvoir, La jeune séduction et le Sommet d'idées jeunesse

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.
--------------	---

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Exposition agricole commerciale régionale de St-Félicien	36 <sup>e</sup> exposition agricole
Ville de Baie-Saint-Paul	Demande d'aide financière pour la réalisation du projet « Innovation sociale et transfert en matière d'application territoriale de développement durable : Formation participative et écoresponsabilité de la Ville de Baie-Saint-Paul » Agenda 21
Circuits nautiques St-Charles	Demande d'aide financière pour le projet de mini-croisières animées en bateau ponton sur la rivière Saint-Charles
Centre de promotion de mode de Québec	Organisation de la Semaine internationale de mode à Québec lors des Fêtes du 400 <sup>e</sup>
Ferme des jeunes Mauricie	Acquisition et aménagement d'un centre équestre
Histoire de la Mauricie	Réalisation du livre Histoire en bref - Mauricie
Classique international de canot de la Mauricie	Réalisation de la 75 <sup>e</sup> édition
Les Productions Tarkasis	Création du site touristique Le Sanctuaire des Braves
Comité de la fierté mauricienne	Le rendez-vous de l'histoire et de la poésie dans le cadre des festivités du 375 <sup>e</sup> anniversaire de Trois-Rivières
Club des aînés de St-Tite	Projet "Mieux-être" visant la construction d'une salle communautaire multifonctionnelle
Ville de la Tuque	Aménagement d'un parc-école de l'École Notre-Dame-de-L'Assomption à La Tuque (secteur Parent)
Centre d'action bénévole de Mékinac	Relocalisation et développement des activités et services de l'organisme
Club de ski de fond Le Geai Bleu	Restauration de la toiture du centre d'accueil et construction d'une remise
Optimax, entreprise-école	Demande d'aide financière pour la poursuite de ses activités
Centre de formation communautaire de la Mauricie	Organisation du Forum citoyen mauricien en octobre 2008
Club de ski de fond Le Rocher	Construction d'un garage afin d'entreposer les équipements
Fabrique Saint-Martin-de-Tours	Réfection extérieure des fenêtres de l'église de Lac-Édouard
Municipalité de Saint-Adelphe	Réalisation de deux études de faisabilité portant respectivement sur le potentiel piscicole d'un tronçon de la rivière Batiscan et l'aménagement d'une piste de ski de fond multifonctionnelle
CRÉ de la Mauricie	Projet pilote d'habitation pour les aînés de la MRC de Maskinongé
Air Sherbrooke	Consolidation de l'organisme
Femmes et Politique municipale de l'Estrie	Élection 2009! En Route vers la parité
Municipalité Saint-Camille	Sentier multifonctionnel Saint-Camille
Collège Frontière	Maintien et développement des activités
Ville de Témiscamingue	Passerelle pour motoneige au site du barrage du lac Tee

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Camp de détention Spirit Lake	Mise sur pied du projet de centre d'interprétation
La Troupe À cœur ouvert	Financement de l'événement «Le Paradis du Nord»
Refuge Pageau	Demande d'aide financière pour la réalisation des activités prévues au plan de consolidation et de développement du Refuge Pageau (Phases II, III, IV)
Ville de Malartic	Création d'un fonds d'archives historiques à la suite de transformations physiques de la Ville
Municipalité de Saint-Marc-de-Figuery	Acquisition d'un espace vert
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	Projet pilote du Carrefour touristique en Abitibi-Témiscamingue
Municipalité de Preissac	Aménagement d'un centre de transbordement afin de permettre aux citoyens de disposer de leurs déchets encombrants pour préserver l'environnement
Développement économique La Sarre	Réalisation d'un plan stratégique de développement pour un projet de réfection de la piste d'atterrissage à l'aéroport de La Sarre
Golf du Belvédère de Val-d'Or	Aide supplémentaire afin d'éviter l'endettement concernant la construction d'un curling de 4 glaces
Secrétariat aux alliances économiques nation crie/abitibi	Soutien des activités
Comité "Chemin Lac-Bruyère"	Réfection du Chemin Lac-Bruyère du quartier Granada à Rouyn-Noranda
Comité d'embellissement de la municipalité de Dupuy	Travaux d'embellissement de la municipalité de Dupuy à l'occasion des activités du 100 <sup>e</sup> anniversaire de fondation
Conseil régional de l'Environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT)	Réalisation d'un bilan qualitatif de l'état de l'environnement en Abitibi-Témiscamingue
Municipalité Les Escoumins	Travaux au barrage de la rivière Escoumins
Parc Nature de Pointe-aux-Outardes	Financement des activités de l'organisme
Centre de développement agricole de la MRC de Sept-Rivières inc.	Développement de l'industrie du bleuets du Centre de développement agricole de la MRC de Sept-Rivières inc.
Corporation de développement et de gestion du port de Havre-St-Pierre	Préparation d'un plan d'aménagement de secteurs touristiques en précision de l'accueil des croisières internationales à Havre-St-Pierre
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins	Jardin de la biodiversité à Tadoussac
Association de développement touristique Tête-à-la-Baleine	Amélioration et développement des produits touristiques - Phase 3 du plan de développement
MRC La Haute-Côte-Nord	Suite du Plan de communication

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.
--------------	---

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Centre national des naufrages du Saint-Laurent de Baie-Trinité	Poursuite de la phase 2 du projet visant à ajouter au bâtiment actuel des salles de présentation des artefacts du Elizabeth and Mary, en plus d'aménager l'église paroissiale en un mémorial
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	Mise en place de la coopérative multiservice de Baie-Johan-Beetz
MRC de Manicouagan	Demande de reconduction - Plan de communication
Corporation du Phare de Pointe-des-Monts	Amélioration des installations au site du Phare de Pointe-des-Monts
Camp Jeunesse Ushu	Reprise des activités du Camp Jeunesse Ushu et afin de faire face aux difficultés occasionnées par l'éloignement
Corporation des services universitaires - Secteur ouest de la Côte-Nord	Colloque en gestion des ressources humaines
MRC La Haute-Côte-Nord	Embauche d'un professionnel pour les travaux de négociations territoriales avec les Innus d'Essipit
Mamit Innuat	Réalisation du garage communautaire de la communauté autochtone de Pakua Shipu
Comité de survie de Lebel-sur-Quévillon	Aide financière afin de préparer un plan de relance à la suite de l'arrêt des opérations de l'usine de sciage et des opérations forestières (DOMTAR)
Centre d'études collégiales à Chibougamau	Écriture de l'histoire du Nord-du-Québec
Mouvement Jeunesse Baie-James	Vidéo promotionnelle de la région du Nord-du-Québec dans le cadre du projet "La Ruée vers le Nord"
Société de développement économique de Lebel-sur-Quévillon	Revitalisation des secteurs commerciaux de la Ville de Lebel-sur-Quévillon
Développement Matagami	Réalisation d'un plan d'affaires visant à combler les besoins immobiliers de Matagami et à établir un modèle pour le Nord
Maison familiale rurale (MFR) Les Plateaux	Acquisition d'un bâtiment et d'équipements pour y loger les étudiants de la MFR
Secrétariat à la mise en marché	Tenue d'un salon sur le commerce électronique
École de cirque de Gaspé	Redéploiement de l'École de cirque
Saint-François d'Assise / Club des 50 ans et plus	Rénovation d'un centre des 50 ans et plus
Corporation du tourisme de Mont-Saint-Pierre	Embauche d'agents de développement touristique
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	Participation des femmes aux instances décisionnelles
Corporation de développement économique du canton de Cloridorme	Démarrage d'une friperie à Cloridorme
Héritage New-Carlisle	Développement de la Maison Kempffer comme centre d'interprétation culturel et patrimonial
CRÉ Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Consortium en foresterie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Club nautique Jacques-Cartier de Gaspé inc.	Accueil de la Grande Traversée de l'Atlantique

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.
--------------	---

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc.	Aide à la restructuration - Phase 2
Secrétariat à la mise en marché pour la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (GIM)	Futurallia 2008
Récupération "La Récolte"	Développement d'un plan de gestion des matières résiduelles en Gaspésie
Club Grands Espaces Gaspésie	Projet d'acquisition et d'opération d'un autobus pour le transport de passagers à l'auberge festive Sea Shack vers différents attraits de la Gaspésie
Ville de New-Richmond	Projet "Parcours du Point de vue"
Bioparc de la Gaspésie inc.	Consolidation des activités du Bioparc (Réalisation de la phase 1 du Plan stratégique de développement)
Les Perséides - Festival international de cinéma et d'art de Percé	Réalisation de la première édition du Festival Les Perséides
Fondation la Cité de la Réhabilitation	Préparation d'un plan d'affaires et obtention des autorisations pour le projet de Cité de la Réhabilitation à Chandler
Corporation du tourisme de Mont-Saint-Pierre	Ajout d'équipements pour la réalisation d'événements extérieurs
Association des pêcheurs de la MRC de Pabok inc.	Aménagement de places supplémentaires au parc d'entreposage des bateaux de Newport
Nouveau regard, association de parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale de la Gaspésie	Étude d'opportunité concernant l'intégration de personnes atteintes de problèmes de santé mentale sur le marché du travail
Musée de la rivière Cascapédia	Développement des activités du Musée de la rivière Cascapédia
Société de gestion de la rivière Madeleine	Correction des problèmes résultant des pluies diluviennes de l'été 2007
Centre des avalanches de la Haute-Gaspésie	Soutien des dépenses d'opération de l'organisme pour les trois prochaines années
Commission Jeunesse GIM	Projet "Action jeunesse structurante 2008-2010 - S'engager dans son milieu"
Circuit régional des courses de chevaux du Québec	Intervention financière pour assurer les activités de la saison 2008
Harmonie Inter-communautés et Listuguj Mi'gmac gouvernement	Harmonie Inter-communautés Listuguj Pointe-à-la-Croix
Club nautique de New Richmond inc.	Fabrication de pontons et travaux de dragage
Marina de Paspébiac	Projet de développement à la marina de Paspébiac - Phase II
Ville de Percé	"Percé en Gala" - Aménagement de l'église de façon fonctionnelle pour l'accueil de galas
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Intégration des immigrants
Ville de Percé	Étude d'ingénierie sur l'aménagement d'une structure permanente d'accostage de petits bateaux de pêche (Canne-de-Roches)
Ville de Saint-Pierre-de-Broughton	Phase III du projet pilote de revitalisation des municipalités rurales du comté de Frontenac

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.
--------------	---

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Municipalité de Kinnear's Mills	Phase III - Introduction d'une visionneuse 3D
Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches	Étude de faisabilité technique et financière du projet Bœuf différencié de Chaudière-Appalaches
Municipalité de Saint-Alfred	Demande d'aide financière pour régler une poursuite suite à un incendie
Cégep de Thetford et Commission scolaire des Appalaches	Étude de faisabilité sur le projet de mine-école à la mine Bell de Thetford Mines
Carrefour Jeunesse-emploi Les Etchemins	L'Effet Papillon
Société d'aide au développement de la collectivité	Micro-Crédit Lotbinière
Coopérative de solidarité régionale de santé de l'Islet	Modification de l'entrée principale de la clinique de la Coopérative de solidarité régionale de santé de l'Islet pour l'accueil de personnes à mobilité réduite
Ville de Montmagny	Réaménagement du Quai Boulanger
Festival des Barres-à-Jack à St-Raphael	Construction d'une aire de stationnement et de remisage des véhicules endommagés, nécessaire à la protection de la nappe phréatique
MRC La Nouvelle-Beauce	Vision Nouvelle-Beauce 2025 - Ensemble, bâtissons l'avenir
Centre local de développement de Joliette	Demande d'aide financière pour le projet « Les Dyades de Joliette, la rencontre du cirque et de la chanson »
Maski-Courons Brandon inc.	Plan de développement 2007-2009 et plan de commercialisation 2007-2009 du Maski-courons
Les Productions Lanaud'Art	Demande d'aide financière pour l'organisation de l'événement "Lanaudière, la relève en spectacle" et mise en place du "Cabaret de la relève musicale"
Municipalité de Chertsey	Réfection de certains barrages dans la municipalité de Chertsey
Buffet Accès Emploi	Relocalisation et agrandissement de l'organisme
MRC Antoine-Labelle	Supporter la mise en œuvre du plan de diversification et de développement économique de la MRC
Jeux du Québec	Demande d'aide financière pour l'organisation des 44 <sup>e</sup> Jeux du Québec Hiver 2009
Regroupement Le Prisme	Projet de reconstruction du Regroupement le Prisme pour personnes handicapées suite à un incendie
Kiamika	Demande de subvention - Loisir santé Plein air Kiamika
La Féerie des Glaces	Organisation de l'événement La Féerie des Glaces 2009 à Mont-Tremblant
Centre de biodiversité du Québec	Projet de réorganisation et de modernisation
Partenaires 12-18 / Érable	Préparation d'une trousse d'implantation
Partenaires 12-18 / Érable	Implantation de la cellule Partenaires
Partenaires 12-18 / Érable	Demande de bonification de subvention pour le projet d'implantation de la cellule Partenaires



**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 1

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 1 : Projets reçus à la Direction générale de la coordination des interventions régionale en 2008-2009**

NOM DE L'ENTREPRISE OU DE L'ORGANISME	PROJETS
Municipalités de village de Norbertville et de St-Norbert d'Arthabaska	Relocalisation des bureaux administratifs
Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick	Réaménagement et sécurisation du bureau municipal de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick
Le Grand Défi de Victoriaville	Acquisition de kayaks et d'un mur d'escalade
Fédération québécoise des coopératives forestières	Projet de diversification des stratégies et procédés de récolte
Québec dans le monde	Réalisation du bottin touristique du Québec (édition 2007)
Concours québécois en entrepreneuriat	Organisation régionale de la 10 <sup>e</sup> édition du concours québécois en entrepreneuriat
URLS (Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie)	Rendez-vous panquébécois de Secondaire en spectacle - Édition 2008
RNCREQ (Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec)	Réalisation d'une pièce de théâtre sur le développement durable
Association québécoise du loisir municipal (AQLM)	Pratiques significatives en concertation scolaire municipale en matière de loisir
Centre de vigie et de recherche sur la culture entrepreneuriale	Expérimentation de trois communautés entrepreneuriales au Québec
Culture pour tous	Réalisation de la 12 <sup>e</sup> édition des Journées de la Culture
Corporation des Fleurons du Québec	Reconduction du protocole d'entente triennal pour le financement des Fleurons du Québec
Fédération québécoise pour le saumon atlantique (FQSA)	Soutien aux associations gestionnaires en situation de difficultés pour l'année 2008-2009
Conseil québécois du commerce de détail	Réalisation des objectifs visant à intégrer une main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du commerce de détail
Chantier de l'économie sociale	Étude sur des pistes de solution dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale mises en place dans des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)
Fédération des gestionnaires de rivières à saumon du Québec inc.	Soutenir les associations gestionnaires en situation de difficultés pour l'année 2009-2010
Regroupement des URLS	Réalisation du programme Secondaire en spectacle Éditions 2009, 2010, 2011

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 2 : Projets financés et financement accordé pour les projets reçus en 2008-2009**

NOM DE L'ORGANISME OU DE L'ORGANISME	PROJETS	Montants totaux accordés	Sommes engagées 2008-2009
Corporation du patrimoine de Rivière-Bleue	Réhabilitation de la Gare de Rivière-Bleue afin d'en faire un complexe touristique	60 000 \$	54 000 \$
Corporation développement touristique de Saint-Juste-du-Lac	Projet Camping Le Sous-Bois de l'Anse	50 000 \$	25 000 \$
Corporation de gestion des rivières Matapédia et Patapédia	Réserve faunique Dunière	15 000 \$	13 500 \$
Coopérative de solidarité Paradis	Soutien financier au projet Paradis, coopérative de solidarité de Rimouski visant à promouvoir la pratique artistique	50 000 \$	25 000 \$
Site historique maritime de la Pointe-aux-Père	Mise en valeur du sous-marin Onondaga	300 000 \$	150 000 \$
Opéra-théâtre de Rimouski	Préparation de l'opéra "La Belle Hélène" à la salle Desjardins-Telus de Rimouski et frais de fonctionnement	25 000 \$	25 000 \$
Ville de Baie-Saint-Paul	Demande d'aide financière pour la réalisation du projet « Innovation sociale et transfert en matière d'application territoriale de développement durable : Formation participative et écoresponsabilité de la Ville de Baie-Saint-Paul » Agenda 21	20 095 \$	12 000 \$
Histoire de la Mauricie	Réalisation du livre Histoire en bref - Mauricie	15 000 \$	10 125 \$
Club des aînés de St-Tite	Projet "Mieux-être" visant la construction d'une salle communautaire multifonctionnelle	50 000 \$	20 000 \$
Ville de la Tuque	Aménagement d'un parc-école de l'École Notre-Dame-de-L'Assomption à La Tuque (secteur Parent)	10 000 \$	10 000 \$
Centre d'action bénévole de Mékinac	Relocalisation et développement des activités et services de l'organisme	15 000 \$	15 000 \$
Club de ski de fond Le Geai Bleu	Restauration de la toiture du centre d'accueil et construction d'une remise	20 000 \$	20 000 \$
Club de ski de fond Le Rocher	Construction d'un garage afin d'entreposer les équipements	10 000 \$	10 000 \$
Classique international de canot de la Mauricie	Réalisation de la 75 <sup>e</sup> édition	15 000 \$	15 000 \$
Les Productions Tarkasis	Création du site touristique Le Sanctuaire des Braves	5 000 \$	5 000 \$
Municipalité Saint-Camille	Sentier multifonctionnel Saint-Camille	40 000 \$	5 000 \$
Femmes et Politique municipale de l'Estrie	Élection 2009! En Route vers la parité	21 700 \$	16 275 \$
Secrétariat aux alliances économiques de la Nation Crie - Abitibi-Témiscamingue	Soutien des activités	150 000 \$	25 000 \$
La Troupe À cœur ouvert	Financement de l'événement «Le Paradis du Nord»	23 455 \$	23 455 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 2 : Projets financés et financement accordé pour les projets reçus en 2008-2009**

<b>NOM DE L'ORGANISME OU DE L'ORGANISME</b>	<b>PROJETS</b>	<b>Montants totaux accordés</b>	<b>Sommes engagés 2008-2009</b>
Refuge Pageau	Réalisation des activités prévues au plan de consolidation et de développement du Refuge Pageau (Phases II, III, IV)	200 000 \$	65 000 \$
Conseil régional de l'Environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT)	Réalisation d'un bilan qualitatif de l'état de l'environnement en Abitibi-Témiscamingue	5 000 \$	0 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	Projet pilote du Carrefour touristique en Abitibi-Témiscamingue	50 100 \$	
Centre de développement agricole de la MRC de Sept-Rivières inc.	Développement de l'industrie du bleuet du Centre de développement agricole de la MRC de Sept-Rivières inc.	50 000 \$	50 000 \$
Association de développement touristique Tête-à-la-Baleine	Amélioration et développement des produits touristiques - Phase 3 du plan de développement	9 565 \$	9 565 \$
Municipalité de Baie-Johan-Beetz	Mise en place de la Coopérative multiservice de Baie-Johan-Beetz	50 000 \$	50 000 \$
Parc Nature de Pointe-aux-Outardes	Financement des activités de l'organisme	30 000 \$	30 000 \$
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins	Jardin de la biodiversité à Tadoussac	60 000 \$	50 000 \$
MRC La Haute-Côte-Nord	Suite du Plan de communication	40 000 \$	40 000 \$
Corporation du Phare de Pointe-des-Monts	Amélioration des installations au site du Phare de Pointe-des-Monts	20 255 \$	20 255 \$
MRC La Haute-Côte-Nord	Embauche d'un professionnel pour les travaux de négociations territoriales avec les Innus d'Essipit	100 000 \$	100 000 \$
Mouvement Jeunesse Baie-James	Vidéo promotionnelle de la région du Nord-du-Québec dans le cadre du projet "La Ruée vers le Nord"	50 000 \$	50 000 \$
Société de développement économique de Lebel-sur-Quévillon	Revitaliser les secteurs commerciaux de la ville de Lebel-sur-Quévillon	5 000 \$	5 000 \$
Héritage New-Carlisle	Développement de la Maison Kempffer comme centre d'interprétation culturel et patrimonial	30 000 \$	27 000 \$
Société de restauration et de gestion de la Nouvelle inc.	Aide à la restructuration - Phase 2	25 200 \$	25 200 \$
Ville de New-Richmond	Projet "Parcours du Point de vue"	65 000 \$	50 000 \$
Bioparc de la Gaspésie inc.	Consolidation des activités du Bioparc (Réalisation de la phase 1 du Plan stratégique de développement)	120 000 \$	110 000 \$
Musée de la rivière Cascapédia	Développement des activités du Musée de la rivière Cascapédia	20 000 \$	20 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 2 : Projets financés et financement accordé pour les projets reçus en 2008-2009**

NOM DE L'ORGANISME OU DE L'ORGANISME	PROJETS	Montants totaux accordés	Sommes engagés 2008-2009
Harmonie Inter-communautés et Listuguj Mi'gmac gouvernement	Harmonie Inter-communautés Listuguj Pointe-à-la-Croix	60 000 \$	20 000 \$
École de cirque de Gaspé	Redéploiement de l'École de cirque	30 000 \$	30 000 \$
Club nautique Jacques-Cartier de Gaspé inc.	Accueil de la Grande Traversée de l'Atlantique	100 000 \$	100 000 \$
Secrétariat à la mise en marché pour la Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine (GIM)	Futurallia 2008	64 225 \$	64 225 \$
Les Percéides - Festival international de cinéma et d'art de Percé	Réalisation de la première édition du Festival Les Percéides	60 000 \$	60 000 \$
Association des pêcheurs de la MRC de Pabok inc.	Aménagement de places supplémentaires au parc d'entreposage des bateaux à Newport	40 000 \$	40 000 \$
Commission Jeunesse GIM	Projet "Action jeunesse structurante 2008-2010 - S'engager dans son milieu"	15 000 \$	6 000 \$
Ville de Percé	Étude d'ingénierie sur l'aménagement d'une structure permanente d'accostage de petits bateaux de pêche (Canne-de-Roches)	20 000 \$	20 000 \$
Récupération "La Récolte"	Développement d'un plan de gestion des matières résiduelles en Gaspésie	10 000 \$	10 000 \$
Corporation du tourisme de Mont-Saint-Pierre	Ajout d'équipements pour la réalisation d'événements extérieurs	10 000 \$	9 000 \$
Société de gestion de la rivière Madeleine	Correction des problèmes résultant des pluies diluviennes de l'été 2007	40 000 \$	36 000 \$
Centre des avalanches de la Haute-Gaspésie	Soutien des dépenses d'opération de l'organisme pour les trois prochaines années	300 000 \$	50 000 \$
Festival des Barres-à-Jack à St-Raphael	Construction d'une aire de stationnement et de remisage des véhicules endommagés, nécessaire à la protection de la nappe phréatique	15 000 \$	15 000 \$
Société d'aide au développement de la collectivité	Micro-Crédit Lotbinière	15 000 \$	15 000 \$
Coopérative de solidarité régionale de santé de l'Islet		25 000 \$	20 000 \$
Centre local de développement de Joliette	Demande d'aide financière pour le projet « Les Dyades de Joliette, la rencontre du cirque et de la chanson »	75 000 \$	75 000 \$
La Féerie des Glaces	Organisation de l'événement La Féerie des Glaces 2009 à Mont-Tremblant	75 000 \$	75 000 \$

**Étude des crédits 2009-2010**  
**Demande de renseignements particuliers**

TABLEAU 2

Demande # 74

Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement, fournir la liste des projets reçus, la liste des projets financés et le financement accordé par projet.

**Tableau 2 : Projets financés et financement accordé pour les projets reçus en 2008-2009**

<b>NOM DE L'ORGANISME OU DE L'ORGANISME</b>	<b>PROJETS</b>	<b>Montants totaux accordés</b>	<b>Sommes engagés 2008-2009</b>
Partenaires 12-18 / Érable	Préparation d'une trousse d'implantation	22 600 \$	17 600 \$
Partenaires 12-18 / Érable	Implantation de la cellule Partenaires	37 016 \$	27 016 \$
Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick	Réaménagement et sécurisation du bureau municipal de la municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick	25 000 \$	25 000 \$
URLS (Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie)	Rendez-vous panquébécois de Secondaire en spectacle - Édition 2008	50 000 \$	50 000 \$
Culture pour tous	Réalisation de la 12 <sup>e</sup> édition des Journées de la Culture	50 000 \$	50 000 \$
Corporation des Fleurons du Québec	Reconduction du protocole d'entente triennal pour le financement des Fleurons du Québec	20 000 \$	20 000 \$
Fédération québécoise pour le saumon atlantique (FQSA)	Soutenir les associations gestionnaires en situation de difficultés	25 000 \$	25 000 \$
Chantier de l'économie sociale	Étude sur des pistes de solution dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale mises en place dans des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	32 612 \$	32 612 \$
Regroupement des URLS	Réalisation du programme Secondaire en spectacle - Éditions 2009-2010-2011	100 000 \$	0 \$
<b>Total</b>		<b>3 141 823 \$</b>	<b>2 073 828 \$</b>